

# L'année Daladier

*L'invention de la collaboration*

## 1. Flashback

Le tournant de 1938 est le moment où en Allemagne même, foyer originel de la dégénérescence fasciste des bourgeoisies européennes, la société est entièrement mise sous la coupe nazie. Hitler épure l'armée et la haute administration. Le ministère de la Défense est supprimé et Hitler prend entre ses mains le commandement direct de l'armée en nommant Keitel à sa tête. Dans la même intention, Ribbentrop, jusque là ambassadeur à Londres remplace von Neurath comme ministre des Affaires étrangères et Raeder devient chef de la marine. Le parti nazi compte désormais 25 millions de membres et trois millions de fonctionnaires dont 300.000 assument des responsabilités de commandement depuis le modeste *Blockleiter*, petit espion de voisinage, jusqu'au ***Reichsleiter Martin Bormann***. Il quadrille l'ensemble de la société, entièrement organisée selon un modèle hiérarchique et autoritaire, réalisant le parfait archétype de ce que Franz Borkenau définit comme *le régime fasciste*, et qui séduit ou au moins intéresse l'univers, comme il est de règle pour toutes les grandes nouveautés. De Washington à Moscou et de Rome à Stockholm, les élites gouvernantes jugent qu'il y a des leçons à retenir de ce que fait Hitler dans l'espace germanique.

On peut situer au début de mars 1938, lorsque les troupes allemandes entrent en Autriche arrêtent le chancelier Schuschnig et l'internent dans le camp nouvellement créé de ***Mauthausen***, le moment où Hitler devient l'homme politique le plus craint et en même temps le plus admiré dans le monde : car il est presque impossible de ne pas joindre ses forces à la force irrésistible à laquelle on n'a pas le courage de s'opposer. Cela ne s'appelle pas encore le *syndrome de Stockholm* et cela ne concerne pas seulement la Suède : mais une *hitléromanie* se répand en Europe, à mesure que les derniers môles de résistance fondent et disparaissent aussi dans les pays non ouvertement convertis au fascisme.

Dans tous les gouvernements et les hautes fonctions publiques d'Europe, les derniers réticents à Hitler quittent les postes de responsabilité qu'ils occupent encore. En Grande-Bretagne même, le philonazisme est à son zénith, et au début de 1938, il n'y a plus de force de rappel contre la politique d'*apaisement* : terme aujourd'hui d'opprobre, mais qui fut d'abord fièrement revendiqué par ceux qui s'en targuèrent. Avec Halifax à ses côtés, Chamberlain entame en 1938 le long chemin de croix d'apaiseur qui le fera passer par Munich et débouchera sur le pacte germano-soviétique et la déclaration de guerre *malgré tout* qui lui fera perdre la première place au profit de Churchill.

Il faut ici décrire Chamberlain, premier ministre Britannique du 28 mai 1937 au 10 mai 1940, dont **Ivan Maïski**, ambassadeur soviétique à Londres de septembre 1932 à juin 1943, fait le portrait dans son journal intime. Nommé à Londres le 3 septembre 1932, où il devait rester onze ans et, devenu à moitié anglais à la fin, comme il arrive, Maïski avait su se rendre sympathique aux milieux résolument antinazis gravitant autour d'Eden et de Churchill, et il connaissait intimement l'ensemble du personnel politique britannique. Aussi le jugement qu'il porte sur Chamberlain est-il, sans surprise, corroboré dans ses grandes lignes par Churchill, quoique avec les adoucissements que la bienséance et l'opportunité politique inspirèrent à ce dernier dans la rédaction de ses mémoires : *"Ce n'est certainement pas un homme d'envergure, écrit Maïski. Il est étroit d'esprit, sec, limité, et manque non seulement de brillant mais aussi de toute vision politique. Ici on l'appelle souvent 'le comptable de la politique' : il considère le monde entier principalement par le prisme des dividendes et des cours de bourse. C'est pour cela que Chamberlain est le chéri de la City, qui a pour lui une confiance implicite. Chamberlain est en même temps très obstiné et insistant et une fois qu'une idée s'est logée dans son esprit, il la défend jusqu'à la congestion."*

Chamberlain est sous l'influence de la coterie réactionnaire, que Maïski désigne comme *'le groupe de Lady Astor'* ou encore comme *'le groupe de Cliveden'*, d'après le nom de sa propriété, qui s'exprime librement dans le **Times** et **The Observer**, et dont les figures les plus notables sont Halifax, Samuel Hoare, John Simon, Kingsley Wood et Douglas Hogg. Ce groupe vise à obtenir avec Hitler, un compromis passant par l'abandon de l'Espagne, l'annexion de l'Autriche, le démembrement de la Tchécoslovaquie, des concessions dans l'espace colonial. Ce dernier point doit passer par une mise en tutelle de la France qui sera invitée à faire les frais des cadeaux à Hitler et à renoncer à ses pactes orientaux. Il faudra aussi revenir au *réalisme* en matière de relations internationales et abandonner les *'préjugés de la Société des Nations'* : c'est à dire en somme l'idée d'une sécurité collective fondée sur la surveillance mutuelle des grandes puissances s'empêchant les unes les autres d'agresser les moins grandes. L'enchaînement de circonstances qui allait déboucher sur la seconde guerre mondiale était écrit à l'avance dans la conception conservatrice de la politique internationale, que l'on peut décrire comme un égoïsme insulaire à courte vue. C'est un vice qui saisit périodiquement l'Angleterre.

Chamberlain prit pour conseiller particulier Horace Wilson, grand-prêtre de *l'apaisement*, l'homme qui trouvait que le monde allait trop vite, et dont on peut résumer la philosophie politique par le propos qu'il tint devant Maïski au moment de Munich : ***peut-être que si nous ne faisons rien les choses vont s'arranger d'elles-mêmes***. Et il envoie à Berlin Neville Henderson, qui devait se comporter en

ambassadeur d'Allemagne auprès du gouvernement britannique plutôt qu'en ambassadeur britannique auprès du gouvernement allemand. Faible contrepoids à cet abrutissement réactionnaire, Eden, dont Chamberlain a politiquement besoin, restera ministre des Affaires étrangères jusqu'au 20 février 1938 et le premier *succès* d'Halifax, à savoir l'annexion de l'Autriche : après quoi l'homme au col cassé entamera sans lui sa longue descente vers les *Enfers de l'Histoire*. Car des millions paieront de leur peine et parfois de leur vie la médiocrité de Chamberlain et l'aveuglement de ses partisans.

Le 4 janvier, Vansittart, écoeuré et devinant ce qui se profile, a quitté le sous-secrétariat permanent des Affaires étrangères pour un poste de conseiller auprès d'Eden, qui va lui-même démissionner le vingt sur la question autrichienne. C'est que Vansittart, jugé trop raide avec les dictateurs fascistes, a été en pratique marginalisé. Chamberlain lui reproche de ne pas vouloir avoir affaire avec Hitler et Mussolini, et il a pris le pli de communiquer avec eux en dehors de lui. Halifax, qui a déjà pris contact en novembre 1937 par son voyage à Berchtesgaden, remplace Eden, et convient mieux à Chamberlain pour la politique qu'il envisage de conduire. Halifax *poli, presque amical*, note Maïski, *qui parle peu et débite des platitudes. Aime faire appel à des sentiments élevés et à de nobles principes auxquels il ne croit qu'à moitié, et, jouant les hypocrites, prétend à moitié y croire.....* : Halifax sera le prétendant hitléro-compatible que la haute-société anglaise tiendra en réserve pour le remplacement de Chamberlain avant de changer d'avis, et de choisir, in extremis, Churchill et la résistance au mouvement général du monde.

C'est au plus haut point de sa sincérité et de sa modération qu'Halifax est le plus désespérant. Lorsqu'il défend Munich devant Ivan Maïski, et démontre à quel point l'aristocratie britannique est la moins idéologique des formations sociales jamais vues dans l'histoire, et donc en particulier indemne de la moindre trace d'antifascisme : *"Nous pensons que le monde est aujourd'hui le témoin de la lutte de deux fronts idéologiques, le fascisme et le communisme. Nous, les Anglais, ne soutenons ni l'un ni l'autre. De surcroît, nous n'en aimons aucun. Nous avons nos idées et nos institutions, développées au fil des siècles. Nous ne voulons pas les changer pour quoi que ce soit d'autre. Dans la lutte entre ces deux fronts, nous occupons une position neutre ou, si vous préférez, intermédiaire. C'est précisément pour cette raison que nous sommes si souvent mal compris sur le Continent, et attaqués si fréquemment des deux côtés."* Un discours plein de vérité, et que les Britanniques pourraient tenir encore, un siècle plus tard, s'ils n'étaient pas devenus des vassaux des Américains, et si cette vision d'eux-mêmes était désormais davantage qu'un rêve nostalgique.

La France ne fut jamais en retard d'un mimétisme, mais elle a pour ce coup un petit temps de retard sur le mouvement d'opinion général. Le 13 mars 1938, Chautemps avait été chassé du pouvoir sur l'intervention de la Banque de France en raison de son manque de rigueur budgétaire. Chassé alors qu'il était si clairement l'homme de la situation : celui qui aurait aussi bien que Daladier su s'aplatir devant Hitler. Chautemps, qui était comme la perfection de l'homme d'Etat transitionnel pour une république désireuse de devenir une dictature en harmonie avec les dictatures voisines. Chautemps, père spirituel de l'armistice en juin 40, inventeur de la formule *demandeur les conditions de l'armistice*, juste assez distincte du brutal et inimaginatif *'demander l'armistice'* pour que Pétain apprécie la trouvaille, que Weygand en

comprenne la nuance, que Reynaud l'agrée avec son silence et son sourire de merlan frit. Une formule vendable pour une représentation nationale épurée, morte de trouille, et qui allait d'elle-même se mettre en vacances un mois plus tard. Chautemps, membre excellent du dernier cabinet Reynaud qui deviendrait presque à l'identique le premier cabinet Pétain. Chautemps qui traverserait toute la guerre du côté facile et lâche de toutes les lignes de partage, jusqu'à figurer à son tour encore en 1945 sur la liste des chefs successifs que les Américains destineraient à la France pour lui éviter de Gaulle et son suspect cortège de contestataires, subversifs, communistes, épurateurs et, bref, *troublemakers*.

En 1938, cependant, Chautemps avait trop volé pour qu'on le laissât tranquillement chauffer la place au Maréchal. Une ascension bêtement retardée sur un malentendu à propos de sommes dérisoires. Léon Blum était brièvement redevenu président du Conseil, quoique sous l'étroite surveillance des milieux financiers et confronté à l'hostilité de l'Angleterre. C'était comme une sorte d'*été de la Saint-Martin* du Front populaire, mais sans du tout la saveur de juillet 36. Ou bien comme une après-midi à la *Foire au Pain d'Épice*, devant les manèges. On revoyait passer Blum après Chautemps après Blum, avant d'avoir Daladier, comme le cheval repasse inéluctablement après le cochon et la voiture de pompiers. Mais en lieu et place de Maurice Thorez, Pierre Cot et Marceau Pivert, Blum portait cette fois un drôle de passager sur le dos : la City de Londres, personnalisée par Chamberlain et divers croque-morts. Il était sous haute surveillance de ses maîtres de toujours, la finance et le grand patronat industriel, et si on le laissa d'abord, car il faut lui en faire crédit, ce fut son premier mouvement, revenir sur le blocus des fournitures à la république espagnole, c'est qu'après la campagne d'Aragon et l'arrivée de Franco à Vinaroz, qui avait pu se laver les pieds dans la Méditerranée, cela n'avait plus beaucoup d'importance, et cela n'était plus pour très longtemps.

Le printemps 1938 aurait donc pu avoir comme un petit air de printemps 1936 si Hitler n'avait pas fait tant de progrès et s'il n'y avait pas déjà eu tant de morts en Espagne et ailleurs. Mais l'impression aurait été trompeuse tant partout les signes étaient mauvais. Au point de justifier l'incompréhension. Car pourquoi fallait-il qu'à ce moment précisément s'ouvrit à Moscou un troisième grand procès politique, le procès dit du '**Bloc des droitiers et des trotskystes antisoviétique**', les '*droitiers et des trotskystes antisoviétiques*' étant, contre toute attente, les bolchéviques historiques **Rykov, Boukharine et Iagoda** ? Pourquoi fallait-il que Staline chargeât Molotov d'épurer l'administration des éléments qui '*n'appartiennent qu'à moitié au Parti*' : et il voulait dire à nouveau des révolutionnaires dévoués, mais ayant servi le régime tsariste – c'était une question de génération - ou tirant trop d'orgueil de leur rôle dans la révolution, pour les remplacer par des hommes neufs ? Vouloir répondre ici à cette question nous entraînerait trop loin, puisqu'il faudrait dérouler toute la théorie du mode de gouvernance stalinien, terrible quoique dans son genre efficace. Je renvoie à ce propos au classique de David Rousset : '**La Société Eclatée**', riche en détail historique et en analyses profondes sur le fonctionnement du totalitarisme soviétique. Il nous importe ici seulement de comprendre que, mis au courant des purges qui avaient eu lieu dans l'armée soviétique, les Anglais se firent sceptiques quant à la capacité soviétique de remplir ses obligations relatives au maintien du *statu quo* en Europe centrale. Ils avaient pris pour une entrée dans une phase de troubles telle que la Russie en avait connues par le passé les mesures par lesquelles Staline parachevait la mise en place d'un régime de fer.

On croyait la Russie fragile, son armée désormais nulle et Staline menacé. Cela explique qu'après l'annexion de l'Autriche, Chamberlain se sentit justifié à tout miser sur l'entente avec Hitler : le réflexe même qui serait celui de Staline un an plus tard et conduirait au pacte germano-soviétique ! A ses proches, Chamberlain confie alors son intention de lâcher la Tchécoslovaquie, même au prix d'une divergence avec la France. Churchill lui-même, à cette époque, qui jusque là avait au moins crédité Staline d'être bolchévique et maître incontesté de la situation post-révolutionnaire, doute de la solidité de son régime et se met à ne plus croire à l'alliance de revers. C'est la même erreur que feront les Français et les Allemands, sous-estimant la capacité de résistance de l'URSS à une agression parce qu'ils n'avaient pas compris que la terreur était en Union soviétique devenue le ciment efficace de la nation et le ressort de son action militaire.

Hitler se sent si apprécié en général, et pense ses quelques ennemis si flottants ou discrédités, si insignifiants, qu'il n'hésite plus à exagérer. Des scènes étonnantes ont lieu dans les salons diplomatiques. Ainsi, lorsque le 21 mai l'ambassadeur britannique Henderson, grand ami de l'Allemagne, recevra instruction de communiquer à Berlin la préoccupation de son gouvernement par rapport à la situation tchécoslovaque, et comme il évoquera l'éventualité d'un engagement militaire britannique en cas de conflit armé en Europe continentale, le grossier Ribbentrop, dont il est vrai la réputation était déjà bien établie lui réplique en ces termes : *"votre empire britannique est pourri et décadent. C'est une coquille vide"*. Puis comme Henderson, tout de même, répliquait, car il est désagréable d'être humilié par des amis, il ajoute : *"la Grande-Bretagne est gouvernée par les Juifs"*, avant de partir dans un grand éclat de rire. On devine que si Ribbentrop pouvait se permettre cela, c'est que face à de tels interlocuteurs, Hitler lui aussi, et plus encore, devait se croire tout permis.

Le prestige d'Hitler et la domination intellectuelle de l'hitlérisme n'est pas moindre aux Amériques, où Hitler est désigné comme *Homme de l'année* par le magazine *Time*. Une politesse en valant une autre, le 30 juillet 1938, Henri Ford reçoit la **Grande Croix de l'Aigle Allemand**, décoration créée par Adolf Hitler pour récompenser les amis les plus efficaces du nazisme à l'étranger. Il partage cet honneur avec les grands dirigeants de la mouvance fasciste européenne : Franco, Ciano, Horthy, Antonescu, le roi Boris et Monseigneur Tiso. Ford était un partisan réfléchi du nazisme, ayant théorisé la différence entre économie productive et spéculative, cette dernière étant principalement le fait des Juifs, dont l'influence représentait pour lui une *question à résoudre par un effort de collaboration internationale*. En dépit des graves malentendus ultérieurs entre la Wehrmacht et les forces armées américaines, en particulier l'aviation, les usines Ford allemandes dégageront des profits importants en travaillant à la lutte contre le bolchévisme pendant la seconde guerre mondiale : car dans un monde globalement capitaliste, le rendement d'un capital investi doit être garanti quoi qu'il arrive par ailleurs. Pour ses usines endommagées en Allemagne, et sa main-d'oeuvre esclave exterminée alors qu'elle pouvait encore servir, Ford serait indemnisé par le Trésor : et donc on peut dire qu'au niveau du projet industriel, il avait misé sur le bon cheval.

En France aussi, Hitler a marqué des points. Le 10 avril 1938, le radical Daladier est devenu président du Conseil et va le rester pendant la quasi-totalité des deux ans qui courent jusqu'à l'invasion. Exit l'intérimaire Léon Blum. La transition s'est faite

avec l'appui de la synarchie qui a pris le nazisme pour modèle de gouvernance, et en particulier du cagoulard Jacques Rueff, plus tard récupéré par le gaullisme comme prophète de *l'étalon-or* en matière de gestion monétaire. Or Daladier est depuis au moins 1934 le politicien français préféré d'Hitler, qui voit en lui l'homme avec lequel, moyennant l'instauration d'une dictature en France, il pourrait compter, avec Mussolini en Italie et Franco en Espagne sur des voisins tous acquis à une organisation fasciste de l'Europe dont l'Allemagne serait l'*hegemon*. Cela n'est jamais dit de Daladier, qui bénéficie auprès des historiens d'une indulgence suscitée par sa victimisation ultérieure aux mains de Pétain, mais c'est la réalité des faits : Daladier n'était ni un anti-hitlérien, ni vraiment un républicain. Il était un escroc politique parmi tant d'autres escrocs politiques, dont les manœuvres, les violences, les compromissions et les illégalités ont grandement contribué au dégoût du régime qui avait saisi le peuple aussi bien à droite qu'à gauche, et relativisent les dissidences qui fleurissaient alors, la communiste aussi bien que la fasciste, en tant que ruptures d'allégeance par rapport au gouvernement de la France.

Sur ce point, que les dissidences de gauche comme de droite ne faisaient que répondre à la trahison de l'*establishment*, il n'est que de lire à la fois Aragon et Rebatet, qui sur la volonté de défense nationale de la bourgeoisie au pouvoir font le même diagnostic. Dès lors que le gouvernement était en cheville avec l'ennemi héréditaire, penser la France comme devant au moins avoir le droit de choisir entre l'hégémonie allemande et l'hégémonie soviétique pouvait à peine s'appeler trahison : ce n'était que réalisme si l'on voulait éviter le pire, qui était alors, de l'avis général, la guerre, qui devait en effet arriver. Communisme et fascisme, en 1938, furent d'abord deux dissidences alternatives, principalement motivées par le pacifisme, et que les intéressés pouvaient mal appréhender comme particulièrement anti-nationales, alors que le pouvoir en place ne faisait rien en vue de l'indépendance de la nation, et tout en vue de certains intérêts de classe, ou par pure facilité et bêtise.

Daladier avait à l'époque reculé devant une prise du pouvoir passant par un coup d'État et le renversement des institutions parlementaires. La chose avait bel et bien été envisagée, mais le putschiste pressenti s'était ouvert franchement de ses motifs d'hésiter devant son mentor Ribbentrop : « *J'ai pensé toute la nuit aux propositions de Monsieur Hitler, mais je ne suis pas libre ; je suis un parlementaire et un radical et ni les chambres ni mon parti ne me suivraient.* » Par besoin d'être approuvé *par son parti*, Daladier avait donc manqué cette occasion : ce qui révélait sa nature hybride, très moderne et destinée à un grand avenir après la seconde guerre mondiale, mais inadaptée aux conditions pressées des années trente : le fasciste parlementariste. Au printemps 1938, l'histoire repasse les plats, et le prestige des méthodes autoritaires a beaucoup cru avec les succès de Hitler, Franco, Mussolini : cette fois tout le monde l'acclame, pour des pouvoirs spéciaux et un gouvernement par décrets-lois, y compris le Parti communiste, puisque la ligne stalinienne du moment est de rechercher l'alliance avec une France que l'on voudrait forte contre l'Allemagne considérée comme le danger le plus immédiat : une stratégie dont le génial Staline, en dépit de la faillite de la même politique en Espagne, refuse longtemps d'admettre l'échec programmé.

Le paradoxe, pour les communistes, voudra donc que Daladier, qui a déjà démontré son indulgence envers les machinations cagoulardes comme ministre de la guerre, revienne au pouvoir avec un programme autoritaire de gouvernement par décrets et

en s'appuyant sur l'armée par l'entremise de Weygand, qui est farouchement anti-communiste et anti-républicain. Et Daladier, que l'histoire conventionnelle classe dans la catégorie '*hommes du Front populaire*' sera donc, sans perdre le soutien du grand parti ouvrier du moment, le Président du conseil le plus anti-social de la période, puisque sous prétexte de défense nationale son premier acte serait d'abroger la loi des quarante heures, alors que le chômage faisait rage et que la durée effective du travail était en baisse. En réalité, la logique d'ensemble était claire : le tropisme de Daladier, même s'il avançait d'une démarche tremblante et hésitante parce qu'il avait peur du peuple français, c'était la dictature dont Franco, Mussolini, Hitler, donnaient au monde un exemple glorieux, et qui le séduisait par son efficacité, ou tout simplement par la tranquillité qu'elle donnait au métier de gouverner. Aussi les mesures anti-sociales, qui se revêtaient du prétexte de la *défense nationale* avaient-elles sans doute à ses yeux et à ceux de ses commanditaires une importance secondaire par rapport aux lois liberticides qu'il inventait concomitamment.

Au niveau de la personnalité, jusqu'à son effondrement final – physique – en juin 1940, toute la conduite de Daladier allait démontrer par la suite qu'il était surtout un faux dur et un velléitaire, qui avait toujours besoin que quelqu'un de plus déterminé que lui – Lehideux, Sérol, Pétain – se mette en avant et le pousse – souvent le pousse de côté, pour faire les mauvais coups. Lui se contentait de couvrir les assauts contre les principes républicains de son image de *radical*, de plus en plus usée, mais qui servirait jusqu'au bout : jusqu'à couvrir, comme ministre ectoplasmique de la Guerre les manigances de Pétain et Weygand dans les dernières semaines de la débâcle. Mais en avril 1938, Daladier en est à son aube dorée, et Rueff lui a élaboré un compromis selon lequel une avance de dix milliards serait consentie au Trésor public par la Banque de France à condition qu'il obtienne de la Chambre des *pleins pouvoirs* lui permettant de gouverner sur le mode plus commode et certain de la dictature. Avec une étonnante franchise, il le reconnaîtrait lui même lors du procès Pétain, après la guerre, dans l'intention sans doute d'atténuer la responsabilité collective d'un personnel politique qui avait adulé le Maréchal et lui avait voté les pleins pouvoirs : '*on était déjà pratiquement en dictature*'.

Aussitôt en place, Daladier nomme Georges Bonnet aux Affaires étrangères : un traître avéré, qui se félicitera devant l'ambassadeur allemand Welzeck des pertes subies en Espagne par les Brigades internationales. Une guerre finalement utile, puisque, dit Bonnet, '*elle a dépeuplé la banlieue rouge*'. Mais les communistes français n'étaient pas sa seule préoccupation. Les toutes premières mesures prises par Daladier concernant la police des étrangers viseront particulièrement les réfugiés juifs. Car s'il était certes venu au pouvoir pour restaurer les taux de profit après les folies partageuses du Front populaire, la tâche qui lui était assignée principalement consistait à organiser en France la chasse aux antifascistes dont la bourgeoisie avait grand peur : antifascistes français, et antifascistes de tous les pays submergés par le fascisme qui étaient venus se réfugier, s'organiser, résister en France parce que la France avait une réputation injustifiée mais persistante de liberté. Or ces indésirables étaient souvent juifs, souvent communistes, et souvent les deux à la fois. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas aussi quelques Français ordinaires pour soutenir la tradition d'une France pays des droits de l'Homme et de la Grande révolution. Exemplairement, le jeune secrétaire de la région Rhône-Ain des Jeunesses communistes, Albert Ouzoulias, futur commissaire politique des premiers groupes armés de résistance, est à cette époque inscrit au *carnet B des individus dangereux*

et espionné en permanence par les Renseignements généraux. Mais parmi toute cette mouvance militante Daladier allait persécuter avec un sadisme exceptionnel ceux qui s'étaient engagés en Espagne, pour la traque desquels il n'hésiterait pas à passer des accords de collaboration formels avec la Gestapo, et pour qui il ouvrirait, à l'imitation de son modèle allemand, les premiers camps de concentration sur le sol français.

Le 3 décembre 1938, en effet, en prélude à la visite de Ribbentrop, le gestapiste Karl Boemelburg était en visite à Paris. Il devait y demeurer illégalement, quoique au su des services policiers et diplomatiques français, pour y organiser *en liaison avec la police française*, la chasse aux réfugiés anti-nazis, à la tête d'un embryon de **Gestapo en France** missionné pour '*examiner conjointement avec la police française les mesures de sécurité à prendre vis à vis du danger communiste*'. Pour lui, tout comme pour la police française, avant comme après placée sous l'autorité du préfet Langeron, la transition de juillet 1940 devait être imperceptible. Et de même, pour les militants ouvriers, le passage de la lutte sociale la plus âpre à ce que l'on appela plus tard la *Résistance*.

Que Daladier ait trouvé pour conduire une telle politique l'appui des milieux pro-fascistes : des personnalités comme Bonnet, de Monzie, Bard, auxquels s'adjoignent certains syndicalistes comme Belin, tous personnages qui allaient par la suite devenir munichois, puis hommes de Laval et Pétain pendant l'Occupation, était seulement annonciateur de l'avenir. Il est plus étonnant qu'il ait joui à ce point de la faveur communiste : on l'explique habituellement par les injonctions soviétiques, Staline ayant alors pour politique de soutenir le gouvernement français et anglais quels qu'ils soient pour équilibrer – croyait-il - la menace allemande.

Dans ces conditions, c'est avec le concours du Parti communiste, que Daladier avait inauguré son règne en mettant fin à la grève des métallurgistes parisiens entamée le 24 mars. Et c'est en pleine grève ouvrière, et mêlant ses voix à l'extrême-droite pro-hitlérienne, que le 13 avril 1938 le Parti communiste lui avait voté les pleins pouvoirs pour « *prendre par décret les mesures qu'il juge indispensables pour faire face aux dépenses nécessitées par la Défense nationale et redresser les finances et l'économie de la Nation* ». Et c'est ainsi que jusqu'à la veille de Munich, sur injonction de Moscou, et en dépit de réticences militantes, le parti communiste voudra faire durer l'alliance de *front populaire* en dépit de son évidente caducité, et restera sur une ligne de *défense nationale* dans le cadre républicain et sous direction du parti radical. Une pure folie. Un mystère qu'éclairent peut-être les citations et analyses de Jean-Yves Boursier : '**La politique du PCF, 1939-1945, Le Parti Communiste Français et la question nationale**', *L'Harmattan, 1992*.

A la décharge, peut-être, du Parti communiste de la période Daladier-Reynaud cette observation d'ordre général, une leçon de l'histoire soulignée par Hegel, et que la période 1938-1940 confirme : c'est seulement l'aboutissement qui donne son sens à un processus. En l'occurrence, c'est seulement après Munich que la chouette de Minerve ouvrit les yeux et que toute la politique de Daladier, remise en perspective par ce couronnement, prit pour la fraction lucide de la population – une toute petite minorité comme d'habitude - son sens d'établissement sournois d'une dictature fasciste en France, avec l'agrément des voisins italiens et allemands, et pour leur complaire, en attendant la grande fusion dans un ensemble européen unifié sur la base d'un antibolchévisme totalitaire.



## 2. Munich

Il ne faut pas imaginer que ce *résultat* que fut Munich – résultat dont le pacte germano-soviétique sera lui-même le *résultat* l'année suivante - soit arrivé comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Cette issue s'est imposée peu à peu, comme l'aboutissement d'une politique concernant l'Europe centrale dont le britannique Halifax avait d'emblée décrit l'enveloppe : *'La Tchécoslovaquie est un état artificiel. La Grande-Bretagne ne se mêle des affaires d'Europe centrale qu'en contradiction avec les préférences de son opinion publique. On ne peut pas compter sur Moscou. On ne fera pas la guerre pour la Tchécoslovaquie. On s'entendra avec Hitler. Benès doit faire des concessions. La France doit l'y contraindre'*. Il faut ajouter que du côté français, on était plus hypocrite, mais Bonnet en était tombé bien d'accord : il fallait donner satisfaction à Hitler. Et à la fin de la séquence, c'est la France qui accueillit le retour le Munich avec le plus d'enthousiasme, alors que l'Angleterre, au contraire, entraînait dans un début de prise de conscience.

Août 1938 est le moment que Hitler, bien renseigné sur la mentalité de l'adversaire, avait choisi pour pousser la crise jusqu'à sa résolution. Il ordonna à Heinlein, chef des séparatistes Sudètes, de passer en Allemagne en prétendant qu'il craignait pour sa vie, et au gouvernement tchécoslovaque de quitter la région. Il exigea un plébiscite sur la question du rattachement au Reich. Le 30 mai précédent, Hitler avait communiqué à l'Etat-major le *'plan vert'* d'invasion de la Tchécoslovaquie. Le chef d'état-major Beck avait alors démissionné – il serait remplacé par Halder – ce qui signalait un mouvement de contestation des projets hitlériens dans les hautes sphères militaires. De fait, deux initiatives allaient se déployer, comme deux chances ultimes d'arrêter Hitler : l'une en Union soviétique, et l'autre en Allemagne même. Pour comprendre qu'elles n'avaient aucune chance de succès, il suffit de considérer la mentalité des gouvernements français et anglais de l'époque.

Les apparences étaient sur le moment trompeuses, puisque le 12 juin, en réponse aux bruits de botte outre-Rhin, Daladier avait confirmé la garantie française des frontières tchécoslovaques. Et lorsque, en juillet, Hitler avait mobilisé. La France avait fait de même. Cela avait sans doute contribué à encourager les contestataires allemands, si bien qu'à la mi-août 1938, le général von Kleist arrivait discrètement à Londres et demandait à rencontrer Chamberlain. Il l'engageait à résister à Hitler. En échange, il promettait, de la part de son groupe, de le renverser si les alliés lui infligeaient un échec retentissant : par exemple à propos de la Tchécoslovaquie. *'Hitler fait du bluff'*, disait Kleist. *'Si l'Angleterre et les puissances continentales qu'il menace montrent les dents toutes en même temps, il est d'avance résigné à une humiliante marche arrière. C'est une humiliation à laquelle son prestige ne survivrait pas. De tels personnages, expliquent les généraux allemands, ne tiennent que par l'illusion du mouvement qu'ils entretiennent autour d'eux, par les acclamations qu'ils reçoivent en retour, et par l'assurance qu'ils en conçoivent, qui*

*autrement leur ferait défaut.* Tel était l'éclairage donné de l'intérieur au gouvernement Chamberlain, et il en découlait une proposition.

La deuxième tentative de résistance à la poussée diplomatique hitlérienne était venue de l'est. Staline était traversé de pensées diverses et contradictoires. Alors que les derniers développements espagnols avaient refroidi son désir d'engagement sur ce front, ce qui finirait par aboutir au retrait des Brigades internationales, il se trouvait en revanche qu'au moment de la crise des Sudètes l'agressivité allemande, et la faiblesse de sa position militaire l'avaient conduit à adopter une ligne plus activement favorable aux Tchèques. Le 2 septembre 1938, par l'intermédiaire de son ambassadeur Maïski, Staline réitérait discrètement ses propositions d'intervenir en faveur de la Tchécoslovaquie en coopération avec la France et l'Angleterre. C'est ce que Churchill appellera *'l'incident Maïski'* : *'incident'*, car alors que les approches soviétiques étaient efficacement enterrées par Bonnet en France, elles trouvèrent en Angleterre un chemin jusqu'à Churchill, qui en fit une arme contre le défaitisme qu'incarnaient Chamberlain, Daladier et Halifax.

Staline savait que Churchill était en faveur d'un pacte antinazi avec l'Union soviétique, et qu'en dépit de ses propres préventions contre *l'Ours*, il ne refusait pas absolument d'être utilisé comme *'go-between'*. Saisissant la signification du geste soviétique, Churchill montra à Maïski une bouteille de vin français ancienne et lui dit : *"nous la boirons ensemble quand la Grande-Bretagne et la Russie auront battu l'Allemagne d'Hitler"*. Churchill était bon prophète et sa vision décrivait bien la configuration d'alliances qui finirait par émerger : mais avant de la faire prévaloir il lui faudrait d'abord enjamber les cadavres politiques de Chamberlain, Horace Wilson, Halifax, Henderson et quelques autres, et traverser les tempêtes de Munich, du pacte Ribbentrop-Molotov, et de la guerre de Finlande. Car dans l'immédiat, mis au courant par Churchill des propositions soviétiques, le ministre britannique des affaires étrangères, Halifax, réagit avec méfiance, puis finit par les rejeter en prétextant qu'elles risquaient de *provoquer inutilement l'Allemagne*. La crainte de provoquer l'Allemagne était une épidémie politique, diplomatique et morale qui affectait alors tous les pays menacés par l'Allemagne, et qui ne s'éteindrait à l'Ouest, puis à l'Est, qu'avec les invasions respectives de mai 1940 et juin 1941.

Faire douter Hitler ? Le rendre impopulaire ? Chamberlain n'était pas tenté par des aventures à justification purement psychologique. Il comprenait l'extraordinaire engouement dont bénéficiait le *Führer*. Il l'enviait en quelque sorte, et même l'admirait. Il voulait être son ami : et il n'essaierait pas de l'humilier. Il allait au contraire l'agréer comme seul interlocuteur pour un règlement définitif de la situation européenne. Court-circuitant toutes les procédures de conciliation internationales et le système de la Société des Nations, excluant l'Union soviétique de toute concertation, traitant la France en partenaire mineur auquel on ne laisserait que le choix de suivre et d'approuver, y compris lorsque ses intérêts seraient sacrifiés, et la Tchécoslovaquie comme l'enjeu passif d'une négociation à laquelle elle ne serait pas même autorisée à prendre part, Chamberlain proposa à Hitler des conversations bilatérales directes. En territoire allemand. Entre *gentlemen*, se disait Chamberlain. Et Hitler : entre aryens du meilleur cru. Les institutions internationales, et le ministre des Affaires étrangères Litvinov, à Moscou l'homme de l'alliance avec les démocraties, qui dans l'espace soviétique s'était également identifié au travail avec la

Société des Nations et toutes ces sortes de choses, ne se relèveraient pas de cette faillite.

Il devint peu à peu compris à Berlin aussi bien qu'à Prague et Moscou, qu'en France et en Angleterre on n'envisageait pas sérieusement de faire la guerre. A Paris, Herriot expliquait sans détours à Litvinov que lui et ses amis ne croyaient pas la France en mesure de tenir tête à l'Allemagne. Prophétie autoréalisatrice. Le 10 septembre, Halifax, passant courageusement sur le pessimisme de son allié, s'était pourtant engagé au nom de son pays : en cas d'attaque allemande contre la France, avait-il dit, la Grande-Bretagne ne resterait pas sans réagir. Pour cette guerre, elle était disposée à aligner *deux* divisions.

Peu à peu, le monde entier comprenait que la France et l'Angleterre allaient revenir sur leurs engagements de 1935 envers la Tchécoslovaquie. A Londres, Lloyd George dénonce à l'avance la trahison qu'il anticipe de la part de Chamberlain et Daladier. A Moscou, Staline comprend qu'en Europe centrale les franco-anglais ne sont pas davantage disposés à travailler avec lui qu'en Espagne. Daladier et Chamberlain tiennent à s'entendre avec le mâle dominant du zoo européen, et finalement, ce sera la convergence même de ses positions avec celles des puissances occidentales qui sera la principale raison d'exclure l'Union soviétique des négociations de Munich. La capitulation de Munich aura été soigneusement préparée.

Et en effet, lorsqu'il revient de Berchtesgaden le 17 septembre, Chamberlain annonce avoir cédé sur les Sudètes. La France était trahie mais contente. Par tout un système de fausses rumeurs, Bonnet, ravi de la tournure prise par les événements, organisa le détricotage de ce qui restait de front commun contre Hitler. Il se concerta en secret avec Halifax et Chamberlain en vue du plan à imposer aux Tchécoslovaques. Le 20 septembre, Londres et Paris notifiaient officiellement à Benès qu'ils n'honoreraient plus leurs obligations d'assistance militaire en cas d'agression allemande. Du coup, le général Faucher, chef de la mission militaire française à Prague, démissionnait : mouvement de probité qui ferait peu d'émules dans l'armée, la magistrature et l'administration en dépit des nombreuses occasions de s'indigner que la série lamentable des gouvernements Daladier, Reynaud, Pétain allaient offrir aux élites avilies de la république.

Il y eut une grande manifestation anti-française et anti-anglaise à Prague. "*La France et l'Angleterre sont devenues les servantes du fascisme allemand*", commenta Maïski. Démentant les fausses rumeurs répandues par Bonnet, Litvinov déclara à la Société des Nations que son pays était décidé à soutenir les droits de la Tchécoslovaquie : mais l'Union soviétique n'avait pas les moyens d'intervenir seule, et n'aurait pu le faire qu'en traversant la Pologne, qui se trouvait être alliée et complice d'Hitler dans le dépeçage de son voisin slave. En retirant leur garantie, Chamberlain et Hitler avaient tout réglé une fois pour toutes. Autant pisser dans un violon. Ou dans une balalaïka.

Le 22 septembre, Chamberlain retourne voir Hitler à Bad Godesberg. Il semble qu'impressionné par l'hostilité des opinions publiques à ses concessions des jours précédents, il aurait voulu obtenir une reprise des négociations, mais Hitler s'en tint à ce qui était acquis, conformément au principe de négociation des forts lorsqu'ils sont confrontés à des mous : *ce qui est à moi est à moi, ce qui est à toi est négociable*, et il se contenta d'informer l'Anglais qu'il comptait envahir les Sudètes la semaine

suiuante. Commençant à comprendre dans quel genre de négociation il était entré, et avec quel interlocuteur, mais pas encore décidé à se raidir, Chamberlain soumit les nouvelles revendications d'Hitler à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie **Masaryk**, qui répondit s'étonner que "*le Premier ministre britannique soit devenu le garçon de course du tueur et bandit Hitler*".

En France, tout cela passait bien dans les milieux parlementaires, et passait même inaperçu : puisqu'on n'était pas consulté, mais à Londres la honte commençait à monter au front, et le Parlement à s'agiter. Le désarroi et la remise en cause étaient tels - car c'est la différence avec les Anglais : ils ne renoncent jamais à penser, et à s'occuper de leurs affaires - que, se souvenant de l'existence d'une *Société des nations*, le sous-secrétaire aux Affaires étrangères britannique De La Warr rencontra Litvinov à Genève pour l'interroger sur les intentions soviétiques en cas de conflit armé. Comme il n'était tout de même pas question d'action, le principe d'une conférence anglo-franco-soviétique à Londres fut retenu. Une longue série de vains échanges verbaux entre trois puissances qui faisaient semblant de vouloir collaborer sans être en mesure de définir une politique commune allait être le spectacle diplomatique à épisodes le plus régulier de l'année à venir, qui s'achèverait en vaudeville à la fin du mois d'août 1939 par la signature du Pacte Molotov-Ribbentrop dans le dos des deux négociateurs occidentaux Drax et Doumenc, et par la guerre.

Le 25 septembre, le gouvernement tchécoslovaque rejetait le mémorandum de Godesberg, et le 26 Hitler ordonna au gouvernement tchécoslovaque de quitter les Sudètes : les puissances garantes étaient au pied du mur. Comme le propre des faibles et lâches est de ne pas assumer leur faiblesse et leur lâcheté, une série de petits bruits qui voulaient signifier une certaine intention de s'opposer se fit d'abord entendre du côté de Londres et de Paris. A Londres, en particulier, le gouvernement britannique proclama son unité de vue avec les positions françaises et soviétiques sur cette question, et le premier Lord de l'Amirauté **Duff Cooper** mobilisa la flotte. Mais pour cet anti-hitlérien résolu, désormais très isolé dans un gouvernement d'apaiseurs, c'était comme un pétard qu'il lançait dans le marigot conservateur, dernier acte avant la démission à laquelle il se résignerait le 3 octobre.

Car il était clair que les forces principales allaient dans le sens d'une nouvelle capitulation. En France, le **Comité des Forges**, à travers ses relais politiques et sociaux, dont le Président de la République Albert Lebrun et le journal **Le Temps**, ainsi que l'Allemagne à travers ses agents, dont notamment le chef de l'*Alliance démocratique* **Pierre-Etienne Flandin**, faisaient pression pour dissuader Edouard Daladier de déclarer la mobilisation. Si bien qu'à Munich, le 29 septembre 1938, Daladier n'allait pas tant céder à Hitler qu'à ses propres penchants, et aux préférences de tout son milieu, qui se trouvaient être en accord avec les exigences allemandes. C'était la deuxième fois après la remilitarisation de la Rhénanie que Pierre-Etienne Flandin intervenait de façon déterminante pour favoriser les agressions d'Hitler contre la paix et les traités. Tous ces efforts en vain puisque, la défaite une fois consommée, cet ambitieux sans subtilité ne réussirait pas à se faire préférer à Darlan puis Laval comme favori du Maréchal et finirait, humilié, par se mettre lui-même en retrait de la Collaboration.

A Munich, tout s'était donc bien arrangé conformément à un cours diplomatique ancien. Sans attendre, l'armée allemande occupait les Sudètes et Pierre-Etienne

Flandin adressait un message de félicitations à Hitler pour un résultat une nouvelle fois obtenu avec une grande élégance et une indiscutable économie de moyens. Il n'était pas seul de son avis, puisque le 4 octobre, à Paris, le parlement ratifia les accords par 535 voix contre 75. A la séance du conseil d'administration de la **Société du Canal de Suez** du 3 octobre, le général Weygand exprima une satisfaction qu'il fondait sur la conviction affirmée que pour la France la guerre était '*impossible*', car elle y était '*totalelement impréparée*'. Il avait déjà fait le même coup au moment de la remilitarisation de la Rhénanie : auscultée par Weygand, l'armée française était diagnostiquée en pleine forme dans les temps calmes et ordinaires où les seuls combats à mener étaient au parlement les débats budgétaires. Formidablement équipée, magnifiquement conduite et absolument prête pour toutes les situations, prévues ou imprévues, comme devait fameusement dire un haut responsable américain : la première armée du monde, c'est ce que tout le monde disait. Mais par des concours de circonstances malheureux et systématiques elle n'était pas du tout en mesure d'agir lorsque les crises se présentaient. Il faut dire, car cela deviendrait bientôt explicite, que dans la conception de Weygand et de son milieu opulent et réactionnaire, l'armée française avait pour rôle non tant de défendre le territoire contre l'ennemi extérieur que de défendre l'État bourgeois et les avoirs financiers contre la menace d'une révolution. Une vision des choses qui éclaterait avec évidence dans son comportement de juin 1940.

Pour les gens comme Weygand, Pétain, Herriot et même Blum, le résultat de la conférence de Munich était donc une bonne affaire pour la France. Ou au moins la moins mauvaise issue possible. Reconnaisant le rôle directeur qu'avait tenu la Grande-Bretagne, chacun à l'Assemblée nationale exprima sa plus vive reconnaissance envers Chamberlain. Il y eut peu d'exceptions à l'enthousiasme munichois. Parmi les grands partis, seul le Parti communiste, protesta et vota contre les accords signés, ainsi que deux députés de droite, dont **Henri de Kérillis**, un des rares intellectuels qui n'avaient pas cédé à l'hitléromanie en dehors de la mouvance communiste. Henri de Kérillis, avec sa pittoresque comparse la pythonisse **Geneviève Tabouis** qui devait bercer mon enfance sur les ondes de **Radio Monte Carlo**, à moins que ce ne soit **Radio Andorre** (« Attendez-vous à apprendre... ») et qui devait ensuite passer la guerre aux Etats-Unis, incarnait l'opposition de droite à la politique d'apaisement de Daladier, car tout en admettant comme valable l'objectif de « *contenir l'Union soviétique* », ce petit cénacle tenait – et la suite devait lui donner raison – que malheureusement, Hitler ne s'en prendrait à l'Union soviétique qu'après s'être emparé de la France.

A ces deux grandes exceptions près, tout le monde était munichois. Il faut pourtant traiter à part le cas de Paul Reynaud. Un cas intéressant, puisque le rusé opportuniste, désireux de se démarquer de ses adversaires et concurrents pour le premier plan dans les équipes de gouvernement éligibles, avait lui aussi jugé adroit de laisser entendre qu'il désapprouvait Munich, quoique sans aller jusqu'à voter contre sa ratification, et sans pourtant en ressentir aucune diminution de son crédit auprès de la foule hystérique et bariolée des munichois. Alors que la dénonciation de l'*apaisement* chez un Churchill résultait d'une conviction profonde, de la compréhension de la nature de l'adversaire et des intérêts à long terme de l'Angleterre, chez un Reynaud, l'avis négatif assorti du vote positif – une supercherie qu'il renouvellerait par un autre stratagème lorsqu'il s'agirait de donner les pleins pouvoirs au Maréchal – venait comme une fantaisie isolée, une idiosyncrasie élégante

et qui ne remettait pas en cause sa place dans le gouvernement des munichois. Et c'était en même temps une manœuvre politicienne qui devait l'aider à remplacer Daladier pour conduire la même politique à sa place et avec les mêmes soutiens.

Tout se passa comme si l'opportunisme de Reynaud avait été perçu, et qu'on lui en avait chez les munichois fait un mérite. Il avait émis ses réserves sur Munich de façon juste assez confidentielle pour pouvoir en faire état par la suite sans qu'elles soient remarquées sur le moment : ce qui, tout en lui conférant à terme le prestige de l'homme qui voyait loin, lui évita de recevoir la bordée d'insultes, les accusations de trahison et l'ostracisme définitif qu'avait valus au Parti communiste sa franche sortie des rangs moutonniers. Sortilèges de la fabrication de l'opinion en ambiance démocratique tempérée par la corruption et les intrigues de couloirs : loin d'être accusé de trahison et de bellicisme pour son manque d'enthousiasme munichois, Reynaud passa pour un précurseur de la nouvelle politique à venir, celle qui ruissellerait depuis Londres lorsque les parlementaires du parti Conservateur britannique y réaliseraient l'énormité de l'humiliation infligée par Hitler et s'aviseraient de ses conséquences.

Par le moyen de sa fausse opposition à Munich, Reynaud avait préparé l'éviction de Daladier à son profit qui eut lieu le 22 mars 1940, dans les tout derniers temps de tranquillité avant la tempête, avec l'appui mystifié du petit noyau de la bourgeoisie patriote : celui dont de Gaulle serait bientôt le rejeton le plus remarquable. La supercherie se prolongerait indéfiniment par la suite, puisqu'en dépit de sa fourberie tout au long des semaines de la débâcle, de son sabotage de la coopération avec Churchill dans les journées décisives de Bordeaux, de sa désertion planifiée vers les Etats-Unis et de la place finalement faite à Pétain, d'authentiques patriotes antinazis comme Mandel et de Kérislin le prendraient longuement pour un des leurs, et puisque de Gaulle, qui lui devrait son début de carrière politique alors qu'il n'avait été promu par lui qu'en tant de rideau de fumée pour dissimuler le choix fait de la défaite, le ménagerait dans ses écrits jusqu'à la fin de sa vie. Finalement, l'Histoire, si souvent mensongère, transforma aux yeux de la postérité les timides objections de Reynaud en opposition flamboyante, et il retira de sa supposée désapprobation – car il avait tout de même voté pour les accords et appartenu au gouvernement qui les avait signés - une réputation usurpée de *dur* dans la confrontation avec les puissances totalitaires.

Issu de l'**Alliance démocratique** dont il partageait le vedettariat avec Pierre-Etienne Flandin, Reynaud, échappait *a priori* à tout soupçon de patriotisme déficient pour la raison qui faisait alors les bonnes réputations : il n'était pas un défenseur du petit peuple, et il n'avait pas été du *Front populaire*. Sa fortune résultait aussi du relatif discrédit de Flandin, impliqué de longue date dans l'appui à l'expansionnisme hitlérien et dont le philo-germanisme était devenu si voyant qu'il était en plus d'un lieu considéré comme '*le Seyss-Inquart français*', c'est à dire un traître. Par comparaison, Reynaud, tout en donnant les mêmes garanties d'anti-communisme et d'aversion pour le Front populaire dont au contraire Daladier avait été partie-prenante, pouvait passer pour patriote. Il avait eu l'astuce de sembler se prononcer contre Munich, quoique sans vraiment le faire, et quelques mois plus tard, c'était devenu, à condition de ne pas être en même temps communiste, un certificat de civisme et de lucidité dont bien peu pouvaient se targuer. Mais avec la venue au pouvoir de son camarade Reynaud, Flandin n'était pas pour autant effacé du paysage,

et c'est encore lui, avec quelques autres membres de son groupe, comme Joseph-Barthélémy et André Tardieu qui allaient en juillet 1940 assurer par leurs manoeuvres la transition en douceur de la république-fantôme dont Reynaud serait le dernier président du Conseil à la dictature d'abord douceuse et rassurante du Maréchal Pétain : un fascisme de pères de familles et d'amateurs de cassoulet qui ne pouvait qu'être enrichi et conforté par la participation d'une part du dandy anglomane Flandin, et d'autre part du grand prestidigitateur parlementaire Laval.

Plus tard encore, Flandin serait un concurrent sérieux pour Darlan et Laval pour le titre de dauphin du Maréchal, mais en 1938, ses propositions pro-nazies étaient prématurées, et il était devenu si voyant que les Allemands considérèrent le personnage comme dénué d'utilité, et même comme gênant et lui avaient demandé de se faire plus discret. Aussi, lorsque, après Munich, les chambres renouvelèrent les pouvoirs spéciaux à Daladier, qui allait mettre le prestige dont il jouissait au service de sa politique anti-sociale, l'heure était venue en même temps de Reynaud qui, ne pouvant qu'être patriote et respectable puisque ne relevant en aucune façon de la gauche, allait profiter d'une parodie de réconciliation avec Daladier pour préparer une relève à son profit et un virage encore plus droitier. Tous ces gens qui parfois se détestaient et toujours se concurrençaient étaient en même temps complices autour d'un même projet de redéfinition de la république : si bien que, loin que le 10 juillet 1940 soit une rupture dans l'Histoire de France, la série Daladier-Reynaud-Pétain est en réalité à comprendre comme une transition continue et harmonieuse de la république bourgeoise à un fascisme autochtone dans laquelle la menace étrangère, puis la guerre, l'invasion et enfin la présence allemande n'ont joué qu'un rôle de facteur favorisant. Une occasion à saisir pour les hautes sphères de la société.

En Angleterre même, par contraste, les choses n'allaient pas si bien tourner pour Neville Chamberlain, artisan de la *paix éternelle* en Europe : un titre de gloire incontesté en 1938, quoique de validité limitée dans le temps et à partager avec Adolf Hitler. Simplement, les choses iraient plus lentement, et supposeraient moins de remplacements au sommet parce que Chamberlain allait lui-même évoluer. Cela ne s'était pas vu tout de suite, car dans l'ensemble, évidemment, Munich en Angleterre était venu aussi comme un soulagement. L'automne de 1938 avait été pour beaucoup une période où l'horizon semblait s'éclaircir. En Espagne, la bataille de l'Ebre entamée à la fin du mois de juillet allait se terminer à la mi-novembre après avoir fait environ cinquante mille morts de part et d'autre, et annoncerait la fin de la résistance républicaine : si bien que le 9 novembre, le secrétaire à l'Intérieur Samuel Hoare pourrait se féliciter que l' « *Espagne ne soit plus une menace pour la paix en Europe* ». Cela semble étonnant aujourd'hui, mais montre à quel point on surestime les grands serviteurs des Etats, qui ne sont pour la plupart que des médiocrités avec des usages : le gouvernement britannique, un des moins bêtes en général en Europe, considérait tout de même qu'avec la fin annoncée de la république espagnole et après les accords de Munich on pouvait considérer la crise européenne comme surmontée, et les risques de guerre comme conjurés. C'est étonnant mais c'est ainsi.

Encore faut-il ajouter que cette paix imaginaire résultant de l'installation du fascisme dans quatre grands pays d'Europe était, incidemment, une paix qui promettait d'être purement locale, puisqu'en descendant de son avion l'homme au col cassé en avait brandi comme garantie l'**Anglo-German naval agreement**, autorisant le Reich hitlérien à faire croître considérablement sa flotte de surface dans la mer Baltique.

Ceci n'était rien d'autre qu'un embryon d'alliance anglo-allemande contre l'Union soviétique. Une menace si bien perçue à l'Est que près de trois ans plus tard et en dépit de la guerre qui était en cours entre ses ennemis, Staline avait considéré comme une probabilité non négligeable aux premiers jours de *Barberousse* que l'assaut terrestre par la Wehrmacht puisse se doubler d'une attaque de la *Royal Navy* sur Leningrad.

C'est avec un soulagement non dénué de surprise que Staline au mois de juin 1941 allait accueillir l'annonce contraire à ses craintes raisonnables que le Royaume-Uni était ouvert à une alliance qui avait jusque là toujours été refusée : un accommodage tardif, à vrai dire, et qui devait toujours rester imparfait et fragile, dicté qu'il était par la nécessité la plus contraignante et allant contre les penchants des peuples et des gouvernants de part et d'autre. Mais en 1938, en dépit de l'évident péril fasciste on n'en était pas encore là dans la bonne société britannique : les instincts anti-bolchéviques et anti-russes n'avaient jamais été aussi prégnants dans les classes dirigeantes franco-anglaises qu'ils le furent entre Munich et le début des opérations à l'Ouest le 10 mai 1940. Au point que tous les plans des états-majors, en dépit de la guerre déclarée à l'Allemagne, étaient tournés contre l'Union soviétique. Il est difficile, lorsque l'on a longuement dressé ses chiens contre les ours, de les lancer contre les loups.

Entre Munich et le 3 septembre 1939, on omit coupablement en France et en Angleterre de se garder comme il aurait fallu d'une menace de guerre pourtant évidente avec l'Allemagne nazie, et cela découlait beaucoup de la sympathie rentrée que les classes dirigeantes ressentaient pour les solutions hitlériennes : le véritable ressort idéologique qui avait fabriqué des munichois. Mais le constat est beaucoup moins vrai pour l'Angleterre, où la trahison ne fut jamais bien portée, que pour la France où les élites ont au contraire toujours trahi pourvu que l'ennemi vainqueur promît de pérenniser leur suprématie de classe et les privilèges qui vont avec. Contrairement à la bourgeoisie française, l'aristocratie britannique ne fit jamais passer ses intérêts de classe par dessus la solidarité collective de la nation : probablement parce que sa fortune fut toujours fondée davantage sur le pillage de l'étranger plutôt que sur l'exploitation de son propre peuple, très dynamique dans la prédation mais numériquement chétif et peu revêche envers les exploités.

Il arriva donc que, même en faisant jouer le réflexe anti-soviétique, si puissant en Angleterre, Munich n'y souleva pas le même enthousiasme universel qu'en France. Il y eut tout de suite de grandes voix pour parler haut et fort de désastre. Duff Cooper – tenu il est vrai, y compris par Churchill, pour un fou et peut-être même un crypto-communiste - démissionna de son poste à la tête de l'Amirauté après un discours retentissant aux Communes. Mais Churchill lui-même, quoique plus prudent et soucieux de préparer l'avenir, était intellectuellement sur la même ligne, et l'on connaît ses formules demeurées célèbres sur la guerre et le déshonneur qui ne vont pas l'un sans l'autre. Celle qui secoua le plus durement les rangs conservateurs fut lorsqu'il affirma, et démontra, que la Grande-Bretagne avait subi "*a total and unmitigated defeat*". La majorité de la Chambre des communes se rebella sur le moment contre cette vision scandaleuse des choses, mais une petite graine avait été plantée dans les esprits. Lloyd George, qui restait influent, disait ouvertement à qui voulait entendre que le français Bonnet était un traître, que Daladier était un lâche, et que Chamberlain avait été motivé à céder devant Hitler non tant par la crainte de



l'Allemagne que par celle du peuple anglais, qui ne manquerait pas de lui faire payer la facture lorsque les premières conséquences d'une guerre de toutes façons inévitable feraient ressortir son ineptie. On était loin de l'unanimité bourgeois parisien, de la bêtise petite-bourgeoise du Français moyen et de l'habituel abrutissement paysan, dont l'alliance était cimentée par la mise au pilori du bouc-émissaire communiste.

Significatif d'une évolution de l'aristocratie patriote anglaise qui allait menacer la position politique de Chamberlain, les milieux conservateurs les plus cyniques et les plus étroitement chauvins, tout en approuvant le lâchage de la Tchécoslovaquie par leur propre gouvernement, s'inquiétèrent de l'enthousiasme avec lequel la France avait adopté pour son propre compte la même politique. Ils se mirent à craindre un défaitisme qui risquait de faire sortir la France du rôle qui lui était assigné dans leur construction géopolitique d'insulaires trop proches du continent : constituer un glacis défensif de la Grande-Bretagne contre la menace allemande. « *Il y a un risque que la France devienne assez défaitiste pour renoncer à maintenir des défenses convenables pour la sécurité même du territoire métropolitain* », suggéra Halifax. Ici, 'métropolitain' voulait dire, évidemment, 'britannique'. Et en effet : où la Grande-Bretagne, pays de marins, mère et virtuose de la piraterie et des raids lointains, trouverait-elle une armée pour monter à son profit la garde sur la rive sud du Channel si les Français ne voulaient plus mourir pour en exclure des Allemands tristement devenus hystériques ? Sans doute les plus visionnaires parmi les Britanniques pouvaient-ils déjà imaginer ce que signifierait deux ans plus tard pour la défense de Londres et du trafic transatlantique l'installation de deux armées aériennes nazies sur les côtes de Normandie et du Pas-de-Calais, sans parler de la saisie des ports bretons. Le suivisme français, l'effondrement moral français, la trahison des élites françaises, dont les scènes de la mobilisation bordélique de 1938, puis de la *drôle de guerre* excellemment décrite par Rebattet dans '*Les Décombres*' montreraient l'ampleur, finiraient par devenir un problème pour l'Angleterre, qui était d'habitude en situation de pouvoir seulement s'en gausser.

Or les cercles dirigeants Français se vautraient dans la germanophilie comme ils font, lorsqu'ils le découvrent, tout ce qui leur semble nouveau et gratifiant, et surtout les faisant échapper à eux-mêmes et à leur propre peuple, qu'ils méprisent : sans aucune mesure. A Paris, on n'en était même plus au pacifisme, ni au défaitisme, mais à la germanomanie. Là, Munich ne fut nullement, comme pour le ministère Chamberlain à Londres, une embardée - bientôt considérée comme telle - de la part d'un gouvernement inepte : ce fut le début d'une époque qui allait se prolonger sur près de six ans, le lancement d'une génération de traîtres sans complexes et promis à un brillant avenir. Le lever d'une lune de miel européenne sur la base du mode de gouvernance fasciste, avec l'arrivée aux commandes de l'État d'un personnel politique, nouveau seulement en partie, mais qui allait y rester jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale et parfois au-delà, jusqu'à la fin du siècle. Longtemps après la guerre, Emmanuel Berl assumait encore sans honte d'avoir été l'intime de Baudouin et Bouthillier, d'avoir aidé à rédiger les discours du Maréchal, de conserver de la tendresse pour l'homme qu'il était, et enfin, plus crucialement, car c'était la source de tout, d'avoir été munichois : et la raison qu'il donnait de l'assumer encore en 1970, c'est qu'en 1938 tout le monde l'était. Enfin, presque.

Dans le camp anti-munichois, il n'y avait presque en France que les communistes. De ce côté là, on se souvient qu'après le vote des pleins pouvoirs le 13 avril 1938, qui avait de fait institué la dictature de Daladier, vote récompensé, à la façon de Daladier, par l'abandon définitif de l'Espagne, et après la mise en place de la pire des politiques antisociales, le Parti avait confirmé une ligne d'*Union sacrée* à sens unique. Il avait ainsi refusé, par un incroyable aveuglement – ou bien s'agissait-il de résignation ? - de prendre en compte la radicalité anti-bolchévique d'une bourgeoisie qui avait une fois pour toutes choisi Hitler. Et voilà que cinq mois plus tard la rupture ouverte était arrivée avec Munich. C'était un retournement d'importance, et qui mérite que l'on se penche sur la question d'une explication.

La propagande anticommuniste tient évidemment qu'il n'y a jamais rien à comprendre dans les positions prises par le Parti français au-delà de sa soumission aveugle aux ordres d'une Union soviétique défendant sans jamais commettre d'erreurs ni d'hésitations ses propres intérêts de puissance : car nul ne semble admirer davantage les communistes que les anti-communistes. Mais quelles pouvaient donc bien être, au moment de Munich, les directives reçues à Paris de la part du Komintern ? Cela n'est pas factuellement bien établi. Devant la question difficile de savoir jusqu'où il fallait aller, quand on était un communiste français, dans la résistance à Hitler, il n'est même pas exclu que par exception l'*Internationale*, c'est à dire Staline, ait dans cette conjoncture laissé la bride sur le cou du Parti.

L'ensemble des autres partis accusèrent sur le moment les communistes d'avoir '*voté contre la paix*' : ce qui allait dans leur optique avec l'idée que Staline souhaitait une guerre entre la France et l'Allemagne. Il faut examiner ce point avec circonspection : car si en politique internationale Staline voulait que l'on s'opposât en commun au nazisme, c'était justement parce qu'il ne voulait pas d'une guerre en Europe, même si elle se limitait à une guerre à l'Ouest : parce qu'il savait que rien n'est plus difficile à limiter qu'une guerre, et redoutait que si l'Allemagne gagnait contre la France, comme elle avait fait en 1870, et failli faire en 1914 puis à nouveau en 1917, elle se retournerait ensuite contre l'Union soviétique avec des moyens accrus et une armée aguerrie. Il est intéressant de noter que Churchill tenait un discours symétrique du raisonnement que je suppose à Staline, mais construit du point de vue des intérêts britanniques, aux apprentis sorciers de son entourage qui se réjouissaient de la perspective d'un conflit limité à l'Est. Qu'advierait-il d'une Angleterre confrontée à un *Reich* agrandi de la Pologne et de l'Ukraine en sus de la Tchécoslovaquie ? On verra à plusieurs reprises que Churchill et Staline, si l'on ne peut pas aller jusqu'à dire qu'ils s'aimaient, s'appréciaient réciproquement en tant que partenaires forcés du fait des circonstances. C'était une question d'intelligence. A propos de Staline, Churchill parlait de *competent dictatorship* : et il estimait sans doute que tant qu'à faire d'avoir une dictature communiste en Union soviétique, autant avoir Staline à sa tête plutôt qu'un autre. Par la suite, l'accord serait meilleur encore entre Roosevelt et le chef communiste, et se ferait parfois contre l'Anglais, mais en l'occurrence, Churchill et Staline comprenaient tous deux que si les plans hitlériens prévoyaient la guerre d'un côté comme de l'autre, l'enjeu diplomatique était seulement de savoir dans quel ordre ils seraient appliqués. Staline comprenait cela, et Churchill le comprenait aussi. Et aucun des deux, tout en souhaitant la fin de l'hitlérisme, ne souhaitait le liquider de la façon dont il le fut, c'est à dire par une guerre à cinquante

millions de morts. Le plus probable est que l'un et l'autre, tout en étant au clair sur les fins, s'interrogeaient sur les moyens.

Au moment de Munich, l'offensive sur l'Ebre entamée au mois d'août était en train de tourner au désastre et allait conduire à la dissolution des Brigades internationales à la fin du mois. Pour Staline et l'Union soviétique, cette expérience du combat antifasciste solitaire, de son échec et de son sabotage de la part des bourgeoisies française et anglaise allait compter pour beaucoup dans l'attitude de méfiance qu'il aurait constamment par la suite à l'égard des ainsi nommées *démocraties occidentales*. Et les conséquences diplomatiques en découlaient. Ce qui est établi, c'est qu'immédiatement après Munich, qui marquait un point bas des relations russo-allemandes, Staline se mit à travailler à un rapprochement avec Hitler sur la base d'un partage de la Pologne, visant à détourner l'agressivité allemande sur la France et l'Angleterre.

Car en 1938, ce n'était pas Churchill qui décidait pour l'Angleterre : c'était Chamberlain, et l'on était loin encore du temps où un degré de concertation existerait entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique. Et Staline n'avait aucune raison de faire confiance aux Britanniques. Aussi reprit-il la politique de Rapallo, dite *stratégie du nationalisme révolutionnaire*, qui misait sur l'exacerbation de l'esprit de revanche allemand pour contrer ses ennemis du monde capitaliste dans leur ensemble. Après Munich, Staline ne pouvait plus douter qu'il aurait à s'arranger seul avec Hitler. Il comprenait aussi que la guerre aurait lieu tôt ou tard, à l'Est aussi bien qu'à l'Ouest. Ce qui dépendait des manœuvres diplomatiques des uns et des autres, c'est seulement si elle aurait lieu des deux côtés à la fois, ou bien en succession, et dans ce cas, dans quel ordre. Munich semblait diriger la foudre de son côté : mais dans l'immédiat prolongeait la paix. Et c'était un coup parti. La Tchécoslovaquie était morte. Il n'était pas évident de savoir si l'intérêt de l'Union soviétique était que la suite de Munich soit une lune de miel prolongée entre la France et l'Allemagne, ou bien au contraire une rupture aussi rapide que possible. Il n'est donc pas certain que l'âpreté nouvelle de la politique intérieure française ait été voulue et provoquée par Staline. Ce n'est pas forcément Staline, ou Staline seul, qui avait déterminé le Parti français à se raidir contre l'abjecte démission de Munich, et il n'est pas certain que le guide suprême du communisme international ait résolument pesé dans ce sens, même si l'on peut voir en quoi susciter une agitation contre Munich pouvait contribuer à ses fins. La question n'était pas si simple de déterminer les intérêts de l'Union soviétique dans l'affaire tchécoslovaque après qu'il fut acquis que le pays était perdu pour la cause antifasciste. Il est bien possible que Staline lui-même ait été hésitant, dans cette phase où l'échec espagnol l'obligeait à revoir entièrement sa politique envers la France, l'Angleterre et l'Allemagne. La ligne à venir de *'la guerre impérialiste'* ne devait être élaborée et proclamée que six mois plus tard : et il y avait bien assez de raisons, du côté des communistes français, de se révolter après le traitement de l'Espagne républicaine contre la ligne de démission devant la menace fasciste du gouvernement Daladier.

Certains historiens tiennent que la question pour la direction parisienne du Parti communiste était de savoir si l'on traitait Munich principalement comme une question de politique intérieure ou extérieure. Ils disent que le Parti avait adopté, en attaquant Munich, une position non pas antifasciste de portée générale, mais de surenchère belliciste purement tactique et de tonalité démagogique par rapport au

gouvernement Daladier : mais il n'est pas exclu qu'il ait plutôt espéré tout concilier, et, tout en désapprouvant une politique particulière, internationalement désastreuse, sauver sa stratégie de politique intérieure consistant à s'entendre avec les partis bourgeois, socialistes et radicaux : des formations avec lesquelles il s'était allié, et qu'il avait continué à qualifier de '*progressistes*' et à courtiser en dépit des rebuffades. Par la suite, le Parti allait avec un grand entêtement répondre par une extrême modération aux coups venus de cette partie de la bourgeoisie qu'incarnaient Daladier et Reynaud. Et il avait encore moins voulu la rupture avec des hommes plus compliqués comme Blum, qui ne deviendrait sa bête noire que l'année suivante pour avoir approuvé, quoique du bout des lèvres, les mesures anti-communistes du gouvernement Reynaud. La suite montrerait que la modération d'un côté et les scrupules de l'autre n'éviteraient pas de voir glisser nombre des anciens alliés du Front populaire dans le camp du fascisme et de la répression anti-communiste : mais c'était cela même que la Direction avait toujours voulu éviter, au prix de tant de palinodies, de reniements et de défaites consenties dans les luttes ouvrières.

Les communistes français laissés à eux-mêmes, on aurait aussi bien pu s'attendre à ce qu'ils fussent en défense d'une paix, même désastreuse : l'attitude traditionnelle des communistes était de croire que les intérêts soviétiques étaient ceux de tous les pays désireux de paix parce que l'URSS l'était aussi : et, s'ils ont pu se tromper sur beaucoup de choses, cela au moins n'était pas faux en général, et au moment de Munich en particulier, avec tous les déboires récents de la politique étrangère de l'Union soviétique, et le manque de perspectives diplomatiques. Dans sa nature, sa culture et sa jurisprudence aussi, le Parti ne pouvait trouver que des raisons de préférer la paix : or le 'non' à Munich allait dans un sens différent. Cela appuierait la thèse d'une injonction stalinienne si l'on était sûr que Staline trouvait intérêt à la guerre. Mais c'est justement le contraire qui semble établi. Et d'un autre côté, en dehors même d'une injonction formelle de l'Internationale, le 'non' à Munich du Parti communiste pouvait relever d'une autre évidence intérieure au Parti français : il s'agissait après tout de dire non à Hitler et à toutes les régressions sociales et humaines dont il était porteur.

En réalité il y avait des arguments dans les deux sens aussi bien à Paris qu'à Moscou. Il se peut que même privée du tutorat stalinien, la politique communiste soit revenue d'elle-même à la tradition révolutionnaire française : celle de 1793 et de la Commune de Paris, lorsque le peuple avait relevé le drapeau de la Nation au lieu de celle des mutineries de 1917 et du défaitisme révolutionnaire. La naissance et les succès du fascisme justifiaient une confrontation des grands principes, puisque les fondamentaux historiques ne donnaient pas, dans des circonstances aussi nouvelles et compliquées, de direction évidente. Fallait-il privilégier une identité et des réflexes antifascistes, anti-militaristes, internationalistes, pacifistes, ou patriotiques ? Traduire ces instincts en action politique supposait un effort de synthèse et d'innovation qui pour la direction du Parti de 1938 était difficile. La question ne se posait pas tant que les orientations étaient fixées à Moscou. Mais si Moscou se taisait ou était hésitant, le Parti, qui depuis des années faisait monter ses cadres sur des critères de docilité, était mal armé pour élaborer une politique autonome.

Quoi qu'il en soit, le *non* à Munich, après les Brigades internationales, et avant la Résistance, avait quelque chose de beau et d'aventureux. Quelles qu'en fussent les motivations profondes, le Parti communiste se confirmait par là comme le noyau dur

des Français qui étaient prêts à prendre effectivement les armes contre le fascisme. En se montrant résolument anti-hitlérien et en faisant honte au pouvoir bourgeois de ne pas l'être assez, le Parti s'était haussé à la mise en avant des grands enjeux humains. Il s'était fait plus purement, plus vigoureusement antifasciste que toute autre formation politique et tout autre secteur de l'opinion. Pacifiste par nature, et destiné à la rester, le Parti communiste, dès octobre 1938 avait commencé à admettre que la perspective de la guerre ne pouvait pas être absolument refusée.

Une fois la décision prise, elle était plutôt bien passée chez les militants. Alors que le pacte germano-soviétique un an plus tard allait diviser le Parti, alors que le tournant militaire de juin 41 serait d'abord tenu confidentiel et jugé sévèrement dans la profondeur du Parti, les communistes en savaient assez sur le fascisme pour s'être rangés tous comme un seul homme dans le clan plutôt étroit par ailleurs des anti-munichois. Il serait pourtant faux d'imaginer que la pensée communiste était parfaitement claire, cohérente et unanime quant à l'attitude à adopter en face de Daladier et de son nouvel ami Adolf Hitler. Du côté d'Hitler, d'abord, il n'est pourtant pas certain qu'il y ait eu la pleine compréhension dans la profondeur des masses et chez les dirigeants de ce qu'il fallait attendre du nazisme. Cela ferait surface après la défaite : certains au Parti semblent avoir partagé avec les politiciens bourgeois l'idée que l'on pouvait finasser avec Hitler. Cela se verrait dans l'acceptation, certes inégale, du pacte germano-soviétique, puis de façon particulièrement dangereuse et pitoyable au début de l'occupation dans la négociation avec Otto Abetz entamée puis vite interrompue de l'équipe dirigeante Tréand-Duclos laissée à Paris dans les conditions de la clandestinité après le départ de Maurice Thorez pour Moscou.

Du côté de ses ennemis de l'intérieur aussi, le Parti sous-estimait peut-être la violence des orages qu'il allait déclencher. Or il ne voulait pas davantage la guerre civile qu'il ne voulait, fondamentalement, la guerre étrangère. Il se résignait seulement à la guerre contre le fascisme puisque le fascisme faisait la guerre au genre humain, et c'était déjà pour lui un mode d'existence insolite : mais au plan intérieur aussi les temps allaient être durs pour le communisme français, enfermé dans une attitude contradictoire, proprement suicidaire, puisque le Comité central du Parti allait, tout en maintenant son opposition à tout compromis avec Hitler, Mussolini, Franco, confirmer et radicaliser une ligne de non-belligérance avec une bourgeoisie possédante française qui voulait précisément de tels compromis, et était partie sans retour dans une guerre contre le mouvement ouvrier, politique et syndical. Une lutte qui traverserait les régimes et enjamberait une guerre mondiale, ne connaissant une relative et conditionnelle accalmie que pendant la période du gaullisme de guerre, qui il est vrai, n'était qu'à dose homéopathique un mouvement bourgeois.

Les communistes n'étaient pas absolument seuls dans le camp des anti-munichois, mais ils furent les seuls à en être aussi violemment blâmés et à en subir les conséquences. Dès le retour de Munich, décevant peut-être les espoirs de la direction communiste, la droite qui en l'occurrence suit Daladier, passe à l'assaut contre le Parti communiste. « *ILS ONT VOTE CONTRE LA PAIX !* » écrivait le journal pro-nazi *Le Matin*, en l'occurrence représentatif de l'opinion générale. « *535 Députés Français, sans distinction de parti, ont exprimé le 4 octobre la pensée du pays. Ils ont voté pour l'accord de Munich donc pour la paix. Seuls, les 71 Députés communistes ont voté contre l'accord, donc contre la paix. ILS SE SONT*

*DÉMASQUES. En votant contre un accord qui épargna à la France la mort atroce et inutile de plusieurs millions de ses enfants, les meneurs communistes ont montré qu'ils voulaient la guerre. ILS VEULENT LA GUERRE ! POURQUOI ? Parce que, Staline l'a dit : "La guerre est la meilleure occasion pour la révolution". Français vous voilà avertis. Exigez la DISSOLUTION du PARTI COMMUNISTE . »*

S'il est vrai que le Parti avait sans le vouloir déclaré une guerre parlementaire, il avait trouvé à qui parler. Alors qu'entre politiciens bourgeois l'approbation ou la désapprobation de Munich était une question qui pouvait se discuter tranquillement, alors qu'en Angleterre elle définissait des camps farouchement opposés mais qui allaient s'affronter politiquement dans les termes et par les moyens usuels du parlementarisme, en France, dès lors que la position anti-munichoise ne fut presque plus que la position communiste, l'ostracisme qui frappait le Parti déteignit sur tous les arguments qu'il pouvait mettre en avant. On ne pouvait plus parler, aux yeux des politiciens bourgeois qui se targuaient de patriotisme, que de trahison, dès l'instant que l'on était en désaccord avec eux.

On sous-estime habituellement la radicalité autoritaire et proto-fasciste de la Troisième république finissante. Cinq mois après les pleins pouvoirs, Munich était pour Daladier la césure dictatoriale définitive, la fin effective de la Troisième république comme république. C'était, en même temps qu'en politique intérieure un alignement sur le modèle fasciste - une *Gleichschaltung* - en politique étrangère une soumission définitive aux visées allemandes. Au-delà de la cession de la Tchécoslovaquie à l'Allemagne, le congrès d'octobre du *Parti radical* préconisa une révision majeure de la politique étrangère de la France consistant à se *détourner de l'Europe orientale et centrale*. Exemplairement, l'*Alliance démocratique* de Pierre-Etienne Flandin, arguant de la faiblesse de la France, préconisa l'entente avec l'Allemagne et le *repli impérial*, toute politique de confrontation avec le nazisme, même et surtout en cas de victoire, ne pouvant, selon l'avantageux député de l'Yonne, qu'aboutir à une situation catastrophique '*pour l'Europe, pour la propriété et pour la race blanche*'.

Pour une partie grandissante de la bourgeoisie française, l'ennemi héréditaire allemand qui avait mobilisé la population dans l'intérêt de la bourgeoisie républicaine française jusqu'à la catastrophe d'août 1914 n'était plus l'ennemi principal. C'était, depuis 1917 contre le bolchévisme qu'il fallait dresser le pays. Ce transfert d'animosité trouvait son aboutissement à la fin des années trente parmi les élites, mais les résidus psychologiques, tous les réflexes anti-allemands de la population, si longuement et ardemment cultivés depuis les débuts de la Troisième république, n'avaient pu être effacés en quelques années. Ils étaient désormais pour les gouvernements bourgeois un inconvénient que le parti communiste incarnait plus que tout autre sans le savoir puisqu'il se pensait pro-soviétique et, imprégné d'idéologie et d'illusions internationalistes, avait encore à se découvrir *anti-boche* : un registre de vocabulaire qui ne s'imposerait pas dans les bouches communistes avant la fin de l'année 41. Pour la bourgeoisie au contraire, la fatalité de la confrontation avec l'Allemagne était d'ores et déjà un pesant legs du passé, et conduisait à cette situation que l'on préférait ne pas être entraîné dans une guerre contre Hitler, et que, si on y était entraîné, on allait craindre de la gagner davantage que de la perdre : car que faire si l'on se retrouvait dans la situation de tenir la frontière de l'Est non plus contre l'ordre germanique mais contre les hordes slaves ?

Telle était la position, tel était le souci, qu'incarnait maximalelement un homme comme Flandin. Telle était la position d'une des composantes au moins de la future *collaboration*, la collaboration illusoire du maréchal Pétain. Une autre, moins fondamentalement anti-nationale par intérêt de classe, mais très défaitiste, se bornait lucidement à constater qu'il n'y avait aucun risque de vaincre l'Allemagne, si ce n'est en recourant une fois de plus au protectorat anglo-américain, et que le choix était entre l'une ou l'autre de ces deux dominations. Or l'américaine semblait la pire, parce que l'Allemagne au moins était européenne, et nous protégerait en se protégeant elle-même des métèques de toutes sortes qui menaçaient de dominer le monde.

La défense de la race blanche et de la catholicité gauloise avait déjà conduit Flandin à donner un coup de main à Hitler lors de sa remilitarisation de la Rhénanie, et elle le conduirait par la suite à entrer au service du Maréchal quand ce dernier serait au service de l'Allemagne. Mais il n'était pas seul de son espèce. Par exemple, le 29 décembre 1938, le diplomate de premier plan Wladimir d'Ormesson allait expliquer dans le *Figaro* le cadre conceptuel des accords : les '*protocoles embrouillés*' comme l'accord franco-soviétique qui fondait l'alliance de revers en cas d'agression allemande devaient être abandonnés au profit d'une attitude plus opportuniste, misant sur un compromis avec les puissances de l'axe Rome-Berlin. Il concluait qu'il convenait de '*laisser les mains libres à l'Allemagne à l'Est*' pour poursuivre en revanche une politique ambitieuse en Afrique et en Méditerranée. A la même époque, le consul général de France à Bâle était encore plus explicite : « *La voie de Kiev est maintenant ouverte à l'Allemagne, depuis la dislocation de la Tchécoslovaquie. [...] J'ai toujours pensé que la Russie risquait de se disloquer. Si l'Allemagne est disposée à lui porter les premiers coups, pourquoi ne lui laisserions-nous pas tenter cette opération qui aurait le mérite de nous débarrasser du communisme et de détourner ailleurs les regards qu'elle porte sur le Rhin ?* » Le ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet soulignait pour sa part que la France devait se penser comme *une puissance occidentale, maritime, africaine et coloniale* : ce qui était décrire le compromis recherché avec Hitler par les bourgeoisies française et anglaise, mais dont Hitler ne voulait pas avec la France, mais seulement avec l'Angleterre, et qu'il continuerait à proposer à l'Angleterre seule après juin 40. C'était le hic.

Tout ce que disaient les élites droitières de la République finissante, ou *mutante*, c'était décrire une politique de '*collaboration*' avant que Pétain ne popularise le terme, mais dont sans attendre on aurait du côté français bien voulu écrire les premières pages. Ces premières pages, même si elles avaient été formellement sanctionnées par le partenaire d'outre-Rhin, seraient cependant restées les dernières, car l'idée même de collaboration franco-allemande allait en réalité mourir avec l'invasion. Aucune collaboration n'existerait jamais entre la France et l'Allemagne à l'échelle imaginée par les Bonnet, les Brinon, les d'Ormesson, les Flandin parce que pour le long terme Hitler n'en voulait pas. La France, il la voulait simplement soumise, et il voulait prélever sur sa substance, sans permission ni contrepartie, exactement tout ce dont il avait besoin. Avec un vaincu, il n'y aurait rien à négocier. Le principe serait énoncé en toutes lettres après la victoire écrasante de juin 40 : '*En Europe, l'Allemagne seule commande*'.

Hitler, naturellement, entendait par 'Europe' le même périmètre que les élites d'outre-Manche. C'est à dire qu'il en excluait les îles britanniques et leurs habitants,

frères de race auxquels on concéderait leurs libertés, leur autonomie, et même peut-être, si l'on ne pouvait faire autrement, la conservation d'une partie de leurs acquis impériaux. En bref : une collaboration équilibrée, Hitler n'en voulait pas avec la France, mais il l'espérait en revanche avec l'Angleterre. Le 25 octobre 1938, le ministre de la guerre britannique **Hore-Belisha** confiait à Ivan Maïski que les accords de Munich devraient être prochainement complétés par un accord colonial donnant des satisfactions à l'Allemagne au détriment des puissances coloniales autres que la Grande-Bretagne - autant pour les rêves des pro-nazis français de préserver leur propre emprise mondiale et les dividendes qui en découlaient - tout en donnant satisfaction à toutes les demandes d'Hitler sur le continent lui-même, au détriment des Slaves : une superbe construction géo-stratégique et diplomatique, mais sans avenir, des Picrocholes du Quai d'Orsay.

En attendant l'inéluctable confrontation du pot de terre et du pot de fer, pourtant, on continuait à se parler entre Français et Allemands. Bonnet et l'ambassadeur à Berlin François-Poncet s'activaient pour obtenir la signature d'une déclaration commune avec le Reich sur le maintien de la paix en Europe. Une déclaration qu'ils auraient voulue parallèle à la déclaration anglo-allemande signée par Chamberlain à Munich. Après un temps de tergiversations allemandes, ces efforts déboucheraient non certes sur un accord de fond, puisque les projets hitlériens pour la France étaient tout différents de ce que les Français imaginaient, ou dont ils se flattaient, mais au moins sur cette visite mémorable de Ribbentrop à Paris le 6 décembre 1939, venu, comme il devait lui-même le déclarer « *soutenir la position politique du cabinet Daladier* », puisque Daladier était, et resterait encore pour quelques mois le choix d'Hitler pour la France.

Parallèlement, la diplomatie française considérait le pacte franco-soviétique comme caduc, ce qui serait publiquement expliqué par l'article de Wladimir d'Ormesson du 29 décembre 1938. Du point de vue soviétique, c'était la faillite définitive de la ligne anti-fasciste définie par Staline en juin 1934 et portée par Litvinov et Maïski. La chute de Litvinov, acquise six mois plus tard, allait à terme signifier même aux plus obtus un changement de cap de la politique soviétique, et la recherche par Staline d'un modus vivendi avec Hitler. Le si souvent décrit '*coup de tonnerre du pacte germano-soviétique*' est donc un mythe : car la catastrophe diplomatique provoquée par l'aplatissement de Chamberlain et Daladier devant Hitler s'était bien plutôt déclarée à la façon d'une avalanche, comme un lent glissement, d'abord discret, puis devenant de plus en plus irrésistible, et enfin balayant tous les calculs. Et à l'origine, rien de plus que la détonation des bouteilles de champagne dont on fit sauter les bouchons après Munich.

C'est une légende qui veut que du côté des gouvernants français les responsables de l'accord du 29 septembre qui, à terme, livrait la Tchécoslovaquie à Hitler avec ses armes, ses fortifications et son industrie de guerre, en aient immédiatement ressenti honte et regret, ou se soient aussitôt lancés dans une préparation frénétique de la défense nationale par d'autres moyens à la faveur du temps ainsi acheté. C'est la légende de Daladier accablé rétrospectivement par la gravité des concessions faites, mais acclamé à son retour de Munich et traitant à part lui ses acclamateurs d'imbéciles : légende quant à l'interprétation au moins qui est donnée des sentiments de Daladier, car le propos au moins peut bien avoir été authentique. Mais on était loin de tout remords, sinon de cette lucidité, du côté du gouvernement Daladier,



puisqu'il s'agissait en toute connaissance de cause que l'on avait commencé à vendre la France à Hitler, et que l'on allait continuer à le faire. On s'était en réalité lancé dans la guerre civile intérieure qui pour la bourgeoisie prenait le pas sur la guerre extérieure : qui en réalité lui était alternative. Munich, même si le Parti communiste ne s'était pas fait remarquer en votant contre, aurait signifié, en même temps qu'une capitulation devant Hitler, une déclaration de guerre aux travailleurs français, à tous ceux qui, selon la remarque de Jaurès prenant le contre-pied de Marx, ne possédaient que la patrie : et ce fut donc le début de la chasse à tout ce qui pouvait être militant ou syndicaliste ouvrier. Cela allait avec. Mais en pratique le Parti communiste avait sorti la tête par-dessus le parapet, si bien que les choses étaient devenues plus faciles pour les forces réactionnaires dominantes : en France, si l'on était communiste, l'opposition à Munich valut une exclusion instantanée et définitive hors de la communauté nationale, prononcée par la presse gouvernementale sans attendre la répression judiciaire et policière qui allait venir, et qui sembla immédiatement aller de soi, car pour un pouvoir qui avait échangé toutes ses valeurs proclamées pour leur contraire, il s'agissait ni plus ni moins, si l'on défendait les traités qui liaient la France à la Tchécoslovaquie, que de *trahison*. Il faudrait s'y habituer : les traîtres de la bourgeoisie française convertie à l'hitlérisme, pendant six ans, allaient pratiquer à grande échelle l'inversion accusatoire.

L'accusation de trahison était la plus injustifiée qui soit de la part d'une bourgeoisie qui se présentait comme le rempart de la patrie tout en complotant avec Hitler : mais personne ne relevait la supercherie, et pas même les milieux étroits de la bourgeoisie patriote que représentait un homme comme de Kérillis et qui produirait de Gaulle. Les communistes ne souhaitaient pourtant pas la rupture avec le reste de la société, ni même avec les partis qui désormais l'attaquent alors qu'ils étaient entrés dans le *Front populaire* avec lui. Contre la politique de leur chef, Daladier, ils en appelèrent aux militants radicaux. Mais ils se trouvèrent confrontés à la réaction furieuse de l'ensemble de l'opinion française ameutée contre les *bellicistes*, et qui ne supportait pas que quiconque manquât à partager, pour reprendre l'expression de Léon Blum, le *lâche soulagement* du pays tout entier. Le 28 octobre 1938, lors du congrès radical, Daladier acta la fin du **Front populaire** en s'en prenant violemment à ses anciens alliés politiques : « *Le parti communiste [...] a rompu la solidarité qui l'unissait aux autres partis du rassemblement populaire* », dit-il. Il était dans l'ordre des choses que ce soit Daladier lui-même qui acte la mort du Front populaire, mais quant aux responsabilités, l'Histoire retiendra plutôt que ce sont Blum et Daladier, chefs respectivement du parti socialiste et du parti radical qui, en abandonnant la république espagnole, puis en traitant avec Hitler, avaient les premiers trahi le pacte antifasciste fondateur de l'alliance électorale de 1936.

La vengeance qui frappait le Parti communiste avait quelque chose d'ironique. Au Parti, la ligne anti-munichoise avait été choisie sur des considérations principalement internationales, et d'intérêt collectif de tous les peuples européens, mais rien n'avait pu empêcher que la question du fascisme et de l'attitude à adopter à son égard finisse par devenir un enjeu de politique intérieure. Dans ce jeu là, le gouvernement pro-fasciste de Daladier avait la partie facile car la peur de la guerre était en France la passion dominante, même si le Parti communiste pouvait faire valoir qu'il venait du pacifisme et qu'il ne prônait pas la fermeté envers Hitler par amour de la guerre. La faiblesse du côté anti-fasciste était sans doute conceptuelle : car le Parti communiste, qui avait sous la férule soviétique été si bon manoeuvrier en Espagne contre les

anarchistes et les socialistes de gauche, ne sut pas élaborer une tactique politique qui aurait permis de rompre son isolement. Et lui dont les militants allaient quelques années plus tard affronter l'occupant nazi à mains nues n'osa pas non plus affronter franchement l'ennemi de classe qui avait jeté le masque, et ne sut mieux faire après Munich et la dénonciation courageuse de Munich, que subir et rechercher la réconciliation avec des Daladier et des Reynaud.

Ceci s'explique sans doute par la même faiblesse irrémédiable qui avait produit au fil des mois sa politique toujours défensive et étonnamment conciliante devant des mesures anti-sociales et xénophobes : empêtré dans des considérations électoralistes et des intrigues parlementaires, le Parti communiste ne pouvait rien et n'envisageait rien en dehors d'une vie séparée en marge du système d'alliances que formaient entre elles les forces bourgeoises. Son seul article de foi positif et constant était l'appui inconditionnel à l'URSS : mais cela ne faisait nullement un projet ni réformiste ni révolutionnaire. Il n'était pas, il n'avait jamais été, il ne serait jamais, un parti imaginaire dans ce domaine et capable d'initiative. Sa nature était de se comporter en commensal du système bourgeois et parlementaire sous le contrôle de l'Internationale. Toute sa politique s'éclaire par ce trait congénital, on peut dire cette tare, qui parfois lui coûtait cher. Et dans les circonstances de l'immédiat avant-guerre, oubliant même la revendication salariale, le Parti, relativement indifférent aux avancées et aux reculs effectifs du mouvement social, peut-être parce qu'il était aux abois, utilisait seulement les luttes ouvrières pour peser politiquement sur le gouvernement et se poser en interlocuteur obligatoire, comme seul représentant du peuple travailleur. D'où une politique louvoyante, incompréhensible pour les masses populaires, passant en quelques semaines d'un étonnant désir d'accommodement avec un pouvoir qui réprimait et qui menaçait, à l'utilisation des revendications pour marquer des points de politique politicienne.

La conséquence de ce primat d'une politique manoeuvrière dans les mois qui séparèrent Munich de la déclaration de guerre et de l'interdiction du Parti fut l'incapacité à prendre et garder l'initiative sur le terrain de la grande politique, aussi bien que de la lutte sociale. Exemplairement dans la période, le Parti communiste avait d'abord soutenu les rododromes de Daladier contre tout ce qui pouvait sentir le progressisme : puis il avait rompu, tardivement et brusquement, lorsque Daladier n'avait fini que par tirer les conséquences ultimes de sa politique antérieure, subrepticement alignée sur le fascisme, en signant un accord avec Hitler. Le Parti s'était ainsi mis dans la position absurde de se faire accuser de *bellicisme* - lui, le parti pacifiste de naissance et par toute sa sociologie. Et de devenir une cible, et même la seule cible du gouvernement. S'étant mis dans cette situation, sa tactique consistait simplement à faire le gros dos. Ainsi, le 12 novembre 1939, en pleine campagne de dénigrement à son encontre, le Parti et la CGT donneront d'abord leur aval au nouveau train de mesures anti-ouvrières et de compression des salaires lancé par les décrets-lois de Paul Reynaud. Puis, se reprenant en apparence le 30 novembre, mais en réalité poursuivant seulement ses manœuvres, il poussera la CGT à lancer une grève générale vouée à l'échec. Heureusement pour lui, le Parti, s'il n'avait pas d'idées, avait désormais des ennemis, qui le faisaient tenir ensemble, et l'on assista à une sorte de miracle : ses effectifs seront passés à 3000.000 membres en 1939 contre 20.000 en 1934. Après Munich, en dépit ou peut-être à cause du déferlement de haine qu'il subit, il restera le plus grand parti de France, et la seule force organisée de la population française susceptible de s'opposer aux manigances

et aux trahisons des élites, qui devenaient criantes. Car loin de préparer la guerre contre l'Allemagne, le gouvernement, comme devait le proclamer fameusement Fernand Grenier, '*ne faisait pas la guerre à l'Allemagne, mais au peuple français*'.

### 3. Entente cordiale

Alors qu'en Angleterre le groupe de Chamberlain et la politique qu'il incarne vont survivre au désastre de Munich pendant encore plus de dix-huit mois, mais en face d'une opposition contestant de plus en plus énergiquement *l'apaisement*, l'après-Munich est en France le moment où l'étoile de Daladier commence à pâlir au profit de Paul Reynaud sans que cela signifie davantage qu'une concurrence des arrivismes. Reynaud allait à terme remplacer Daladier après que la guerre avait été finalement déclarée parce qu'il s'était *donné l'air* d'avoir des réserves contre Munich, alors qu'il avait voté pour et entendait poursuivre la politique de *non-confrontation en temps de guerre*, qui était probablement une innovation absolue dans l'histoire de l'humanité : en réalité parce que Daladier était usé et que son remplacement par Reynaud sanctionnait le glissement de l'opinion vers une droite encore plus nettement pro-fasciste qui voulait une réconciliation quoi qu'il en coûte avec le voisin allemand, et le pardon de l'offense faite à la Pologne.

C'est un des traits cruels de l'entre-soi et de la cooptation bourgeoise que, dans le monde de la politique comme dans celui de l'entreprise esclavagiste, les serviteurs usés du capital reçoivent habituellement pour dernière mission, avant leur propre mise au rencart, la promotion et la mise au courant de leurs successeurs désignés. En politique française, la pratique est de donner à la nouvelle étoile montante du régime quelque poste prééminent dans les conseils de la République, position d'où le fringant impétrant peut ruiner par mille moyens l'autorité de son chef, mentor et promoteur. Et pendant un temps, c'est sous cette autorité d'un ancien assidûment flagorné que subrepticement l'impétrant sapera l'action du gouvernement de la France, nuira spectaculairement au pays, mais sans en porter la responsabilité ni en supporter l'impopularité, et préparera au contraire par ce moyen la chute à son propre profit du vieux cacique désigné pour la rétrogradation par les vrais maîtres du régime.

A l'époque dont nous parlons, le vieux chef était Daladier ; d'action il n'y avait plus guère de sa part, car après Munich, le type était grillé, même s'il était mal vu de désapprouver Munich ; l'homme supposément nouveau était Paul Reynaud, et les vrais maîtres du régime étaient la Banque, le Comité des Forges et l'Inspection des Finances, avec en arrière-plan les influences anglaise, celle-là avouée, mais aussi allemande et américaine, plus confidentielles. Plus tard, le processus se répétant, Paul Reynaud allait à son tour, dans les circonstances fiévreuses de 1940, être éliminé par un Pétain auquel il avait fait la courte échelle pour qu'il prenne sa place : mais dans l'immédiat, c'était Reynaud qui devenait le jeune loup dans la coulisse, et le moyen

pour lui de rendre Daladier insupportable, c'était une politique d'austérité en période de récession économique. Semblablement aux mœurs des arachnides, Reynaud avait donc entrepris de dévorer de l'intérieur son patron Daladier à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1938, date à laquelle il était passé du ministère de la Justice à celui des Finances avec un programme de compression des salaires élaboré en commun avec ses amis banquiers Baudouin, du Moulin et Le Roy Ladurie. Et il ne céderait pas la place, en juin 1940, sans avoir auparavant installé aux manettes la séquelle de petits pétainistes qui assureraient la continuité du pouvoir bourgeois dans les débuts de l'occupation allemande. Daladier, Reynaud, Pétain : c'était en réalité la continuité d'une république qui se métamorphosait progressivement en dictature fasciste sous l'influence et à l'imitation de ce qui s'était passé plus brutalement en Allemagne, en Italie et en Espagne.

Aussitôt nommé, Reynaud s'entoure des conseils d'Alfred Sauvy, Yves Bouthillier, Dominique Leca et Gilbert Devaux : personnages que l'on verra s'agiter autour de lui dans la gestion de l'armistice et de la transition du pouvoir entre les mains de Pétain en mai-juin 1940, et aussi de quelques autres que l'on retrouvera auprès du général de Gaulle, mais habituellement après un passage par Vichy, comme Maurice Couve de Murville, Jacques Rueff ou Gaston Palewski. Cette équipe va prendre en l'espace de dix jours trente-deux décrets-lois sur les finances, le travail, qui ont été élaborés à l'avance par la Banque de France. D'autres textes, sur les étrangers, seront bientôt élaborés par le directeur de la Sûreté, Amédée Bussière, qui sera préfet de police de Vichy à partir de 1942, et son adjoint Yves Fourcade, qui dirigera le SPAC, service d'action violente anti-communiste, sous Darnand. Ces textes entameront, bien avant la guerre, la défaite et l'occupation, le tournant fasciste de la république.

L'époque est sombre. C'est dans un pays hostile, et dont les autorités traquaient comme délinquants les anciens des Brigades internationales qui avaient eu le mauvais goût d'échapper aux égorgés de Franco, que par exemple Pierre Georges, futur chef du premier groupe parisien de la guérilla urbaine communiste, revenu d'Espagne en un piteux état, avait entamé une lente convalescence. Rien n'est connu à ce jour des conditions dans lesquelles son retour avait été organisé, ni à partir de quand il avait pu reprendre une vie normale, à la nécessité près de dissimuler son passé récent. On ne retrouve pas trace de lui avant février 1939, date à partir de laquelle, les approches de la guerre venant à bout du chômage, il aurait travaillé à Aubervilliers à la Compagnie générale des voitures, avant de trouver un emploi d'ajusteur aux usines d'aviation CAPRA de la Courneuve en septembre 1939, à la veille de la guerre : ses premiers emplois stables, en vérité, et une situation presque normale dans laquelle les circonstances n'allaient pas le laisser perdurer bien longtemps.

A Paris, le 7 novembre 1938, un réfugié antifasciste du nom d'Herschel Grynspan assassine le diplomate nazi Ernst von Rath. et Hitler réagit en organisant chez lui la célèbre *Nuit de Cristal*. Alors qu'en Angleterre les pogroms lancés dans toute l'Allemagne relancent le débat sur la politique des apaiseurs et achèvent de polariser la société politique britannique sur l'attitude à adopter en face d'Hitler, en France l'événement tombe dans une atmosphère d'antisémitisme exacerbé par l'immigration des Juifs d'Europe centrale et par la montée du chômage, et l'on va dans de plus larges secteurs de l'opinion donner raison aux nazis, ou au moins à des gouvernements qui refusent d'entrer en conflit avec eux.

Les politiques xénophobes et antisémites, vont facilement de pair avec les politiques antisociales parce que les moyens et les exécutants sont les mêmes, et que les cibles forment également un continuum social. La répression du mouvement ouvrier sous Daladier et Reynaud sera pour la police et l'administration l'école de la lutte contre la résistance anti-allemande, le syndicalisme clandestin, le parti communiste devenu clandestin après l'invasion. En 1938, le vivier de la collaboration est bien caractérisé autour de Daladier et de la politique de Munich, tout comme en face le terreau de la résistance se cristallise autour du parti communiste, indépendamment parfois de l'action propre de la direction du Parti. Et les premières mesures xénophobes et antisémites de la république - contre les réfugiés espagnols ou antinazis - se confondent avec la lutte contre le mouvement communiste interdit le 3 septembre 1939 par le décret d'un ministre de l'intérieur socialiste : elles sont aussi les mesures qui permettent au même moment de faire passer par la force brutale de la répression policière les mesures économiques que réclament les milieux industriels pour reprendre le terrain perdu en 1936.

Aussi Paul Reynaud sait-il exactement ce qu'il fait lorsque, aussitôt arrivé au ministère des Finances sous l'égide de Daladier, il lance un nouveau train de compression des salaires. Dans une ambiance de guerre civile montante, alors que le chômage est au plus haut, les décrets-lois du 12 novembre 1938 prévoit que la semaine de travail passe à six jours et que les heures supplémentaires ne donnent plus lieu à majoration de salaire. Reynaud agrémente l'annonce de ces mesures d'un slogan agressif et méprisant : «**La semaine des deux dimanches, c'est fini !** », qui ne fait qu'accroître sa popularité dans les milieux patronaux et bourgeois, qui apprécient que l'on mate la résistance ouvrière, que l'on assouvisse leur désir de revanche sur le grand moment de frayeur du *Front populaire*, et que l'on consolide l'alliance avec le fascisme international qui, de par sa victoire espagnole cerne désormais entièrement le pays.

Le grand coup de novembre 1938 frappé contre la classe ouvrière est en même temps une confirmation de l'orientation prise à Munich de collaboration avec l'Allemagne hitlérienne et une préparation de la prochaine visite de Ribbentrop à Paris. Ce n'est pas un sympathisant du communisme, mais le syndicaliste Jouhaux, qui par anti-communisme aura été l'un des auxiliaires des manœuvres gouvernementales depuis l'intérieur de la CGT, mais qui allait finir par regretter la tournure prise par les événements, qui décrira le plus nettement la logique d'ensemble de la politique anti-ouvrière du gouvernement Daladier-Reynaud : «*Les décrets-lois sont la conséquence des accords de Munich et d'une politique qui tend à détruire les libertés ouvrières. M. Daladier, avant de recevoir M. Ribbentrop, avait voulu montrer qu'il était capable d'avoir, à l'égard de la classe ouvrière, la même attitude que M. Hitler*». C'est l'analyse d'un expert qui avait vécu les choses de l'intérieur.

Les décrets-lois du 12 novembre prévoyant le passage à la semaine de six jours sans augmentation de salaire fonctionnent comme une provocation et le 24 novembre, les ouvriers de Renault-Billancourt décident d'occuper leur usine. Cette lutte ouvrière s'engage en dépit de l'hostilité des bureaucraties syndicales anti-communistes, et sans que l'on puisse dire que la direction du Parti communiste l'ait voulue non plus. Aussi Daladier n'eut-il pas de difficulté à en organiser l'écrasement avec le concours du préfet Langeron et de l'industriel Lehideux, qui s'illustreront par la suite dans le pétainisme : l'affaire est rapidement expédiée après qu'au matin du 25 novembre

1938, 4.500 policiers et gendarmes envahissent illégalement l'usine – mais qui se soucie désormais de la loi - et arrêtent massivement les grévistes avec l'appui de chars et de mitrailleuses.

En butte à la répression, le monde ouvrier entre en débat et doit confronter ses options. Des clivages destinés à se creuser et à perdurer se précisent. Des comportements aussi s'ébauchent. Comme on parle de grève générale, les minoritaires de droite, Belin et Jouhaux, qui ont décidé que si les choses en venaient à la guerre civile ils choisiraient le camp bourgeois, négocient secrètement avec le gouvernement et promettent de saboter le mouvement. Et effectivement, ils manoeuvrent pour en retarder le déclenchement, laissant ainsi à Daladier le temps de faire monter des troupes à Paris. La grève est brisée par la force brutale de l'Etat avec de nombreux licenciements et des révocations de fonctionnaires. Se sont mis en avant dans la répression les commissaires Hennequin et Rottée, qui excelleront dans la chasse aux résistants pendant l'occupation. Pour l'historien, ces noms illustrent la continuité désastreuse des dernières années de la Troisième république avec le régime de Vichy : mais dans l'immédiat, Daladier devient le héros de la bourgeoisie. Il n'est pourtant qu'un vainqueur en trompe-l'oeil car tout le travail a été fait en sous-main par les éléments fascisants de l'administration comme Pucheu et Dautry sous la coordination de Pomaret et de Monzie : toutes personnalités qui passeront au zénith de leur carrière à Vichy, alors que Daladier aura été jeté en prison par l'ingratitude de ses protégés, disciples et successeurs. Belin pour sa part, deviendra lui aussi ministre du Maréchal.

Novembre 1938 est une démonstration spectaculaire de la volonté qu'ont Daladier et la bourgeoisie qui le soutient d'aligner la France sur les pratiques d'outre-Rhin. Dans l'immédiat, la façon dont les grèves ont été matées servira de recommandation auprès des nazis que l'on courtise. Elle sera avancée comme argument dans la démonstration que Bonnet fera un an plus tard dans ses échanges avec l'ambassadeur Welzeck pour le dissuader, dira-t-on, d'envahir la France, mais qui revenaient à peu près à dire : *nous pouvons être d'aussi bons nazis que vous, et c'est pourquoi nous devons pouvoir nous entendre*. Et les derniers gouvernements français avant Pétain ne trichaient pas : leur dérive fasciste était sincère au point que la venue au pouvoir de Pétain fut une transition sans heurt pour la police, qui ne connut aucune inflexion, ni au niveau du personnel, ni au niveau des consignes. Signe révélateur de ce que le *pétainisme*, dont tous voulurent se dissocier après 1945, était en réalité l'*esprit du temps*, c'est par le gouvernement Reynaud, pas Pétain, et c'est le 6 avril 1940, que fut pris le décret assignant les tziganes à résidence. La persécution républicaine des gitans sera seulement poursuivie par Vichy, qui la mettra en continuité avec l'exterminionisme nazi, et, plus scandaleux sans doute pour tous ceux qui crurent que *Vichy ce n'est pas la République*, elle ne prendra fin que longtemps après le départ des Allemands. La continuité entre Vichy et la république d'avant a pour pendant une continuité entre Vichy et la république d'après, qui conserva nombre de ses innovations.

La dérive fasciste en France nominalement encore républicaine s'accéléra avec l'institution, dès novembre 1938, de camps de concentration pour les rouges espagnols et les juifs allemands : un an avant que, le phénomène étant devenu énorme, l'ambassadeur Maïski et les Britanniques s'en avisent et, à des degrés divers, s'en indignent. Mais contrairement à son homologue d'outre-Manche la

bourgeoisie gouvernante française, à partir de Munich, s'enfoncera sans retour dans l'impasse où l'avait engagée Daladier.

Il se passe alors un phénomène qui peut sembler étrange : alors que Daladier et Reynaud sont occupés à saccager tous les acquis non seulement de 1936, mais du régime républicain, et alors que la rupture est objectivement consommée après Munich entre partis de l'ex-Front populaire, les mesures anti-sociales les plus criantes, assumées non pas même comme de dures nécessités, mais comme l'arrogante proclamation d'un esprit de revanche contre les acquis de 1936, reçoivent d'abord l'aval de la CGT et du parti communiste, qui poursuivent au-delà de toute raison leur politique d'apaisement à l'égard de la bourgeoisie. Et il semble au fil des semaines et des mois qu'aucun excès ne puisse venir à bout du pacifisme communiste étendu à la guerre sociale.

Certains historiens ont pu trouver à cela une explication : ils notent qu'en dépit de la répudiation explicite du *front populaire* par Daladier, comme si des galériens enchaînés au banc de nage s'étaient rassurés de voir la galère faire naufrage parce que le garde-chiourme avait sauté à la mer, la direction du Parti est portée par la perspective qui s'annonce de mettre la main sur la direction du monde ouvrier à travers la CGT où les communistes tendent à devenir majoritaires. Car il est exact que de ce point de vue, les choses allaient bien : au congrès de Nantes, la tendance Belin, travaillée par des influences nazies, s'était discréditée par la reprise de positions pacifistes radicales : *«plutôt que la guerre, la servitude, parce que de la servitude, on en sort, de la guerre, on n'en revient pas»*, auxquelles les communistes opposèrent, plutôt qu'un internationalisme ou un patriotisme véritable, un slogan chauvin : *«la France aux Français»*. L'astuce consistait à détourner l'attention populaire des menaces réelles et des véritables ennemis, le fascisme international et le fascisme national, qui faisaient face aux travailleurs. Ceci tend à conforter l'hypothèse du déficit de pensée d'une direction privée, entre deux lignes de l'Internationale, de direction ferme depuis l'étranger, et qui n'avait aucune visée révolutionnaire propre.

Cette stratégie Thorez-Duclos-Komintern, qui consistait à toujours négocier et à renoncer à toute perspective de lutte politique réelle avec les moyens politiques spécifiques du peuple - l'émeute, la saisie corporelle et le châtement des tyrans - préfigurait celle qui serait appliquée de façon caricaturale avec l'occupant étranger en juillet-août 1940. Contrairement à la légende répandue par ses ennemis, loin d'être une secte violente et complotiste encline à l'action, au coup d'État, à la subversion armée, et quoique inféodé à son parti frère soviétique, cette période confirme que le Parti communiste français fut toujours légaliste et modéré jusqu'à la mollesse : consentant à l'état des choses dans le monde capitaliste tant que le salut ne viendrait pas d'ailleurs, il était finalement homogène à la mentalité française générale depuis la saignée de 1914-18, qui avait montré que la France seule ne pouvait rien. Le Parti communiste français se trouvait donc bien sous la férule soviétique. Il était un parti stalinien et non pas léniniste, le stalinisme étant une doctrine adaptée à l'État communiste installé, une pratique policière du pouvoir et non plus une pratique révolutionnaire de l'opposition. Le Parti communiste français, qui n'était pas au pouvoir, avait donc une pratique politique pacifiste, ce qui n'était pas logique dans sa situation et très contradictoire par rapport à son discours mais qui allait évidemment avec cette autre doctrine stalinienne du *'socialisme dans un seul*

*pays*'. Et ce pacifisme s'étendait aussi à la guerre sociale dans la mesure où il avait un contrôle sur elle à travers le syndicalisme ouvrier. Au total, il put adopter les méthodes léninistes en matière de discipline interne, mais ne le fut jamais dans sa pratique de la lutte sociale au sens d'un esprit de décision en vue de la prise du pouvoir. Electoraliste et parlementaire, tribunicien et propagandiste, tout de parole en réalité après la fin de l'épopée espagnole, il était tel que Staline souhaitait le plus souvent voir exister les partis communistes enchâssés dans des pays bourgeois.

Confronté aux assauts du pouvoir autoritaire et de moins en moins légaliste de Daladier, donc, le Parti communiste restait résolument passif, attendant les coups, alors que ses ennemis programmaient l'élimination physique de ses militants et sa mise hors la loi. En haut de la société, pendant ce temps, on pensait, au delà de l'écrasement des milieux populaires les plus conscients et les plus organisés, à poursuivre le démantèlement des institutions républicaines. Le 1<sup>er</sup> novembre 1938, Jean-Louis Tixier-Vignancourt avait annoncé au congrès de l'Alliance démocratique de Flandin et Reynaud qu'il entendait bien obtenir du gouvernement le report des élections prévues pour le printemps de 1940. Il se montrera en l'occurrence bon prophète : ce qui est facile lorsqu'on est maître de transformer ses désirs en réalités. La prorogation de la seizième législature jusqu'au printemps de 1942 allait être prononcée par décret le 30 juillet 1939. Devenue, après la déchéance des 72 députés socialistes, intégralement munichoise, et l'une des plus réactionnaires de l'histoire de France, la chambre dite *du Front populaire* n'allait pourtant pas oeuvrer si longtemps puisqu'elle allait se mettre en sommeil en juillet 1940 après avoir confirmé en faveur du maréchal Pétain une dictature instaurée progressivement à partir du printemps 1938.

Le 6 décembre 1938, donc, le monde ouvrier et la gauche politique ayant été *mis à la raison*, pour reprendre les mots de l'ambassadeur Bonnet devant l'ambassadeur Welzeck à peu près un an plus tard, Daladier reçut Ribbentrop à Paris. La politique du ministère Daladier connut ce jour là son apogée, la visite de Ribbentrop à Paris devait rester dans les annales du Quai d'Orsay comme une réussite diplomatique éclatante tant les convergences entre les parties l'emportèrent sur les divergences. La signature d'un accord Bonnet-Ribbentrop vague mais censé garantir les frontières françaises eut lieu le jour même. La partie française faisait assaut de politesse. Ainsi, on s'abstint d'inviter les ministres juifs au dîner donné en l'honneur du visiteur, par ailleurs fêté avec enthousiasme par la bonne société parisienne. Le lendemain matin 7 décembre, Daladier conduisit ses hôtes à l'Arc de Triomphe pour un dépôt de gerbe, et l'on conserve dans les archives – quoique en le reproduisant rarement dans les manuels d'histoire – le cliché photographique qui montre les Allemands honorant le soldat inconnu du salut hitlérien aux côtés des Français qui semblent ne trouver à cela rien de particulièrement gênant.

Après la promenade, et une fois regagnés les salons, Georges Bonnet approcha von Ribbentrop pour l'assurer que *le gouvernement français était totalement opposé au triomphe du bolchévisme en Espagne*, et pour le féliciter d'avoir réglé la question juive en Allemagne. Sur un point seulement, Bonnet regrettait la façon dont les Allemands s'y prenaient avec les Juifs : c'était la façon qu'ils avaient de s'en débarrasser en les envoyant en France. Bonnet devait donc exprimer le vœu que le chancelier Hitler cessât d'exporter tant de mauvais sujets qui par la suite ne passaient pas tous les Pyrénées pour aller mourir en Espagne, ou bien qui, pire encore, en



revenaient vivants, risquant pour certains d'entre eux de provoquer des troubles sur le sol français. Georges Bonnet voyait loin, mais même sur ce point de convergence sans arrière-pensées entre les deux gouvernements il n'obtiendrait pas satisfaction, et au contraire le 24 mars 1939 Goering devait créer une '**Centrale du Reich pour l'émigration juive**', si bien qu'au début de la seconde guerre mondiale plus de la moitié du demi-million de Juifs allemands avaient d'ores et déjà été expulsés du Reich. Nombre d'entre eux seraient du noyau le plus dur de la résistance communiste à Paris et ailleurs.

Seul le parti communiste protesta contre la visite de Ribbentrop et contre les nouveaux accords de collaboration, en dénonçant une nouvelle capitulation de la république devant le fascisme. L'*Humanité* accusa Daladier de '*réhabiliter les assassins et les incendiaires du troisième Reich*' : mais la critique communiste ne faisait que mieux souligner l'importance de l'événement aux yeux de ceux qui l'avaient organisé. Vis à vis de l'opinion majoritaire, avide de tranquillité et donc d'entente avec l'Allemagne, le prestige du gouvernement en ressortit renforcé, d'autant que de son côté le Parti, toujours imprégné de son pacifisme traditionnel, ne définissait aucune politique alternative vis à vis de l'Allemagne. Or on connaît l'argument habituel en défense des politiques désastreuses : '*critiquer, c'est facile, mais qu'est-ce que vous proposez à la place ?*' Répondre : '*faire la guerre à Hitler*' évoquait désormais des images insoutenables, même si l'on sentait que si l'on ne faisait pas la guerre à Hitler, ce serait Hitler qui ferait la guerre à la France. La politique de l'autruche s'était généralisée comme une évidence incontournable, et le parti communiste lui-même désormais s'en tenait à des mots.

Pourtant, cette réussite éclatante, politique, économique, diplomatique, était aussi pour Daladier le début de la fin car l'étroitesse des rapports de collaboration entre les administrations française et allemande était désormais telle qu'il n'était plus besoin d'un Président du conseil tel que lui à Paris. En réalité, Daladier, telle est son œuvre politique, que l'histoire doit reconnaître, avait en quelques mois inventé, puis épuisé les effets d'une *collaboration* franco-allemande possible. Une collaboration d'avant guerre. Après lui, la bourgeoisie européenne, centrée sur Berlin, était passée à la *Gleichschaltung* – la *mise au pas*. La police française parlait déjà allemand et Otto Abetz, proconsul d'Allemagne et roi du Paris mondain était devenu l'homme le plus influent de France : ce qu'il allait demeurer, d'un régime à l'autre, par temps de *libre collaboration* comme ensuite par temps d'*occupation correcte*, tant que la faveur d'Hitler lui serait maintenue en tant que surveillant général des affaires françaises pour le compte du Reich. De fait, c'était, à l'orée de la guerre, le système de Vichy qui était déjà en place.

## 4. Désaccord cordial

Au début de l'année 1939, la guerre civile espagnole se termine. Franco entre dans Barcelone le 26 janvier et le 1<sup>er</sup> février le colonel Casado prend secrètement contact avec Franco sans en référer au gouvernement Negrin pour négocier les conditions

d'une reddition. Lorsque, le 23 février 1939, le Bureau politique du Parti communiste espagnol répétera une ultime fois son appel à une révision de la politique des démocraties occidentales par rapport à la guerre civile espagnole, le gouvernement Chamberlain restera ferme sur sa stratégie de tolérance envers les entreprises fascistes en général, et celles d'Hitler en particulier. Cependant, l'agonie de la république allait encore durer deux mois. Le gouvernement Daladier, pour sa part, avait les moyens de se montrer encore plus clair, et il manifestera la qualité de son engagement antifasciste par des mesures concrètes contre les antifascistes qu'il avait déjà sous la main, car le flot des réfugiés avait déjà commencé. De sa ferveur humaniste et progressiste, Daladier donne la pleine mesure lorsque, en février 1939, 500.000 réfugiés espagnols passent en France, et qu'il décide de les interner dans des camps de concentration, puis organise en collaboration avec la Gestapo la traque des brigadistes survivants. Ou lorsque, sous la menace de les livrer à Franco il les embrigade dans les **Compagnies de Travailleurs Etrangers**, des formations de bagnards voués à des travaux de terrassement selon le modèle établi par Franco en Espagne pour ceux des combattants républicains qu'il ne fusillait pas sur le champ. L'ambassadeur Maïski note : *"Rapports scandaleux venus de France. Plus de 200.000 Espagnols [...] ont fui la Catalogne et gagné la France, cherchant refuge et fuyant Franco. Jusqu'à 150.000 soldats républicains se sont repliés derrière la frontière française. [...] Et nous apprenons aujourd'hui ces nouvelles scandaleuses et terribles venues de France. Dès que les troupes républicaines ont traversé la frontière française, non seulement elles ont été désarmées, comme on pouvait s'y attendre, mais elles ont été mises dans des camps de concentration. [...] Les hommes doivent dormir par terre, sans les choses de première nécessité que l'on accorde d'habitude même aux criminels. Des héros dont l'histoire écrira les noms en lettres d'or sont traités plus mal que des voleurs et des meurtriers"*. Passé le temps de Daladier, le traitement infligé en France aux précurseurs de la résistance antifasciste ne s'améliorera pas. Plus d'un ministre républicain réfugié en France sera finalement livré à Franco et fusillé par la suite. Les autres, quand ils le pourront, passeront dans la clandestinité, avec la police française et la police allemande à leurs trousses.

En Espagne même, le président Azana se déchargera de sa fonction le 28 février, et le 6 mars, le gouvernement Negrin passera en France – non pas qu'il y soit franchement bienvenu – et une guerre civile se déclenchera dans la guerre civile à Madrid entre les tenants du colonel Casado et de la reddition et ceux de la résistance à outrance. Cette fois ce sera la fin. Franco entrera dans Madrid le 27 mars 1939, mais la France et la Grande-Bretagne auront reconnu le gouvernement franquiste un mois plus tôt. A la date du 27 février, l'ambassadeur soviétique Ivan Maïski note dans son journal : *"Ce jour restera dans l'histoire de la Grande-Bretagne et de la France comme un jour de honte et de folie. [...] Il a fallu sept ans à la Grande-Bretagne et à la France pour reconnaître le gouvernement soviétique. Et il leur a fallu à peine sept jours pour reconnaître Franco."* De fait, Franco, c'était le retour à la normalité bourgeoise européenne, et il ne fallait pas si longtemps pour la reconnaître.

Du côté de l'Angleterre, pourtant, il n'y avait pas un mouvement d'ensemble, mais deux mouvements inverses. Par exemple, revenant de Paris, l'intellectuelle **Lady Violet Milner**, écrivant dans la **National Review** de Londres, alerte ses compatriotes sur le fait qu'« il est en train de se former une nouvelle internationale - celle des riches – prônant de donner à Hitler ce qu'il veut dans l'intérêt de la paix, car Hitler représente l'ordre ». Cela, on le sait par ailleurs. Mais, et c'est là que réside

l'intéressante nouveauté : cette évolution inquiète Lady Milner, qui représente la fraction des groupes dirigeants anglais qui ont du mal à digérer Munich. Leur inquiétude s'est renforcée avec la *Nuit de cristal*, et le désamour avec *le nazisme*, *rempart contre le bolchévisme* s'est fait définitif avec la violation des accords de Munich à la mi-mars 1939. A Londres, par une désynchronisation habituelle entre les modes qui prévalent sur les deux rives de la Manche, l'opinion entamerait à partir de la violation par Hitler des accords de Munich un lent divorce d'avec le continent et ses classes dirigeantes, en particulier la française, tentées par le fascisme et qui ne faisaient pas de l'occupation de Prague et de l'exil du gouvernement tchécoslovaque élu un motif de fâcherie.

Les germes du retournement à venir de l'Angleterre avaient été semés depuis un certain temps, en particulier par l'ambassadeur Maïski. Maïski dès 1932, date de sa nomination et époque que l'on pourrait qualifier comme heureuse puisqu'elle précédait à la fois les procès de Moscou et les pires exactions nazies, avait formé une association amicale avec le groupe *Fabien* de *Béatrice Webb* et *George Bernard Shaw* et noué des rapports de confiance avec *Robert Gilbert Vansittart*, sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères de 1930 à 1938, puis conseiller d'Anthony Eden de 1938 à 1941. Vansittart voyait dans l'Allemagne la principale menace contre la Grande-Bretagne, et prônait, sur une base purement pragmatique, l'inclusion de la Russie dans un système de sécurité collective visant à maintenir la paix. *"Je ne vois pas un seul grand problème international qui puisse sérieusement diviser la Grande-Bretagne et l'URSS. Le cours même des événements et la logique des choses poussent nos deux pays l'un vers l'autre [...] Nous avons la même position sur l'endroit d'où va venir la menace pour le monde"* : ainsi décrivait-il en 1934 la structure du problème international à venir et de sa solution. Mais il faudrait traverser cinq ans de désert avec Chamberlain, Hoare et Halifax avant que l'évidence s'impose à la classe politique et au peuple britannique avec le recours à la fois à Eden, à Churchill, et aux armes. L'alliance soviétique suivrait six mois plus tard. Mais avant cela, il y aurait la catastrophe du Pacte germano-soviétique qui entraînerait le ministre Litvinov, et un peu plus tard son protégé Maïski, dans une disgrâce relative.

Pas nécessairement beaucoup plus hostiles que leurs homologues Françaises à Hitler, les élites britanniques s'inquiétèrent plus vite de l'évolution de Moscou après le pacte de Munich. En 1939, l'essentiel de la classe bourgeoise et aristocratique anglaise restait et resterait profondément anticommuniste et russophobe, mais il existait dès ce moment une frange pragmatique qui considérait qu'il fallait surmonter les aversions instinctives en raison des circonstances. Et ils commencèrent à ressentir comme un inconvénient les rapports suspicieux qui s'étaient instaurés avec l'Union soviétique.

Un état d'esprit comparable à celui de Lady Milner n'existait pas en France dans les milieux analogues. Là, les camps pro-fascistes d'un côté et anti-fascistes de l'autre avaient creusé leurs tranchées dès 1936 et avec l'expérience de la quasi-guerre civile qui avait conduit à la formation du *Front populaire*. Ils ne bougeraient plus de leurs positions jusqu'à l'invasion de 1940 et la réaction patriotique gaulliste. Envers Hitler, il n'y aurait jamais dans la bonne société française d'avant-guerre, depuis les Croix de feu jusqu'à la gauche socialiste, que de l'admiration teintée de crainte, les clameurs et les protestations étant laissées en partage aux seuls communistes honnis. En somme, Munich ne devait pas être en France l'acmé de la complaisance envers

Hitler et ses alliés, mais l'amorce d'une politique pro-fasciste au long cours, manifestant une profonde sympathie entre les élites françaises et le fascisme international. Alors que dans son discours au Reichstag du 30 janvier 1939, Hitler a levé pour la première fois en public le voile sur les idées génocidaires qui lui traversent la tête en proclamant que '*si la juiverie financière internationale plongeait le monde dans la guerre, le résultat ne serait pas le bolchévisme, mais l'annihilation de la race juive en Europe*', l'ambassadeur de France à Berlin, Coulondre confirme à Ribbentrop que la France '*ne poursuivrait aucune politique à l'Est qui gênât l'Allemagne*'. Et la collusion entre bourgeoisie française et pouvoir nazi allemand se concrétise par des accords formels en avance sur l'invasion militaire, le chef gestapiste Karl Boemelburg étant reçu officiellement à Paris le 3 décembre 1938 puis à nouveau le 25 janvier 1939 pour des conversations à la Sûreté générale sur la lutte contre le communisme. Je le souligne pour les lecteurs rapides : tout cela, c'était avant Vichy, avec les anciens acteurs du Front populaire au pouvoir.

Le comportement du gouvernement français avait de quoi étonner et choquer le monde qui se croyait libre, et non seulement les humanistes survivant tant bien que mal parmi la haute bureaucratie soviétique que représentait l'ambassadeur Maïski. Lorsque par exemple, le 17 juin 1939, en échange de la compréhension de la France sur la question de l'or de la Banque d'Espagne, Georges Bonnet obtint de Lequeriqua la promesse que l'Espagne *reprendrait* un premier contingent de 50.000 miliciens républicains parmi ceux qui étaient réfugiés et internés en France, et dénonça comme *propagande rouge* les récits attestant que Franco procédait à une répression impitoyable à leur encontre. Parmi ces réfugiés livrés par la France aux bagnes et aux pelotons d'exécution de Franco, l'auteur d'un des plus intéressants témoignages sur l'agonie de la liberté espagnole : l'ancien ministre de l'Intérieur de Juan Negrin, Julian Zugazagoitia, fusillé le 9 novembre 1940 à Madrid, deux jours avant la première manifestation de résistance parisienne contre l'occupation nazie.

La Banque de France ne tarderait pas à réintégrer dans le monde civilisé l'Espagne arrachée à la menace collectiviste en lui rendant l'or qui lui avait été confié et qu'elle avait séquestré pour en interdire l'usage au gouvernement de Valence. Le 28 juillet, Franco recevrait les 40 tonnes d'or mises en dépôt à Mont-de-Marsan, ainsi qu'un premier contingent de combattants anti-franquistes qui avaient été internés en France comme réfugiés politiques. Les antifascistes espagnols livrés par la France de Daladier seraient tantôt fusillés sans attendre, tantôt jetés en prison, tantôt transformés en bagnards astreints à des travaux de terrassement harassants. Quant à l'or, il allait servir à rémunérer Hitler et Mussolini qui venaient de présenter à Franco la facture de leur prestation militaire dans la guerre civile. Au prix du déshonneur, la France finançait indirectement l'agression dont elle serait victime moins d'un an plus tard, et la popularité du gouvernement s'en trouvait grandement confortée, car cette politique semblait garantir une paix durable avec l'Allemagne.

C'est ainsi également que très vite le maréchal Pétain sera envoyé comme ambassadeur à Madrid pour complaire à l'extrême-droite putschiste de Lousaunau-Lacau, Alibert, Deloncle, et Ybarnegaray qui forme le noyau central du parti pétainiste. Franco deviendra pour Pétain un modèle idéal du pouvoir autoritaire, et les relations nouées dans la période seront essentielles aux manœuvres pétainistes autour de l'armistice de juin 1940. Ce poste sera aussi pour le Maréchal l'occasion de mettre le pied à l'étrier à des personnages comme Jean-Hérolde Paquis comme

spécialiste de la propagande radiodiffusée, dans laquelle il débutera en Espagne aux côtés de Ramon Serrano-Suner, chef de la Phalange, ministre de l'Intérieur et beau-frère de Franco, avant d'en devenir le grand maître sur les ondes françaises pendant l'occupation. Après l'entrée de Franco dans Madrid à la fin mars, une grande réunion du fascisme français et européen allait avoir lieu à la salle Wagram, à laquelle participerait Doriot aux côtés d'Abel Bonnard et de José-Felice Lequerica, ambassadeur de Franco en France. Loustaunau-Lacau, bras droit de Pétain dans la Cagoule donnerait une analyse éclairante de la situation européenne globale lorsqu'il proclamerait : « *l'exemple de Franco ne sera pas perdu pour la France. Pétain est le plus qualifié pour le suivre. C'est le sort des républiques d'être toujours enceintes des régimes qui les suivent. Pour l'accouchement, nous serons là* ». De fait, l'ensemble de la classe politique bourgeoise était désormais lasse de Daladier et tombait d'accord avec le slogan qui courait dans les salons des femmes et maîtresses de ministres : « *c'est Pétain qu'il nous faut* ». Pétain qui gouvernerait comme Daladier, sans contrôle parlementaire et sans organiser d'élections, mais avec beaucoup plus d'autorité. Cependant, les choses n'étaient pas encore tout à fait mûres. Il faudrait encore le truchement d'un Paul Reynaud et quelques circonstances favorisantes pour que puisse s'organiser la transition.

## 5. Un tournant : *la guerre impérialiste*

Au printemps de 1939, l'inhumanité de Daladier et de sa famille politique envers les républicains espagnols qui se sont repliés en France étonnent et scandalisent mais le parti communiste ne se résout toujours pas à dénoncer la politique du gouvernement, et se contente d'organiser sur le terrain, à bas bruit et avec de petits moyens, la solidarité avec les réfugiés et avec ses militants persécutés. C'est pour cette fois très clairement sous l'impulsion de Staline que la politique du Parti va changer. En effet, le 15 mars 1939, jour où Hitler occupe Prague et où la Tchécoslovaquie est dissoute, venant juste avant la chute de Madrid le 27, représente pour Staline un tournant majeur, et qui va l'obliger à réorienter sa politique. C'est ce qu'il faut prendre en compte pour suivre l'évolution du Parti français dans la période.

La catastrophe de Munich, venant juste avant la défaite espagnole, avait mis fin à une époque diplomatique pour les soviétiques : celle de la main tendue à la France et à l'Angleterre. Les manœuvres diplomatiques qui précédèrent l'affrontement entre Munich et la signature du *pacte germano-soviétique* relevaient d'une logique strictement réaliste. Avec le tournant de *la guerre impérialiste*, de mars 1939, conduisant cinq mois plus tard à la conclusion du *pacte*, il ne s'agissait pour Staline que de la défense pragmatique et intelligente des intérêts de l'Union soviétique. Et par '*intérêts*', il faut entendre ici survie pure et simple.

C'est par deux séries causales convergentes que la défaite Espagnole conduisait à la fin de la Tchécoslovaquie : parce que d'une part elle avait convaincu Hitler qu'il

avait les coudées franches du côté des démocraties, et parce que d'autre part elle avait convaincu Staline qu'il ne pourrait pas compter sur une alliance avec elles. La mort définitive de la Tchécoslovaquie à la mi-mars 1939 coïncide presque exactement avec le moment où Staline fixe à l'occasion du dix-huitième congrès du PC soviétique la nouvelle vision communiste des relations internationales. C'est dans son discours du dix mars, resté célèbre comme '*le discours des marrons*' que Staline introduit pour la première fois le concept de '*nouvelle guerre impérialiste*'. La chronologie précise – le discours de Staline précède de quelques jours seulement l'entrée de la Wehrmacht à Prague - a conduit à considérer que le *discours des marrons* était comme un signal adressé à Hitler l'autorisant à porter un dernier coup mortel à la Tchécoslovaquie. En réalité, les dés étaient jetés depuis Munich, et le verdict confirmé par tout le ballet diplomatique qui avait suivi. Et en réalité, la mainmise sur la totalité de la Tchécoslovaquie, équivalant à une addition de 80 divisions au potentiel guerrier du Reich, était un troisième échec stratégique pour Staline, et qui en annonçait d'autres puisque la méfiance qui s'était installée entre les proies désignées d'Hitler lui donnait désormais une facilité accrue pour les intimider séparément. Après l'expérience amère de la solitude soviétique dans la guerre contre le fascisme en Espagne, Staline ne chassera jamais de son esprit la crainte d'un complot britannique - dont les plans existaient d'ailleurs dans les tiroirs du service de renseignement britannique MI6 - visant à l'impliquer dans une guerre contre l'Allemagne à laquelle la Grande-Bretagne aurait bien soin de ne pas participer.

Des négociations directes, excluant les autres puissances, allaient donc s'engager entre l'Allemagne et l'Union soviétique, qui aboutiraient le 23 août 1939, déclenchant l'invasion de la Pologne sur deux fronts et la seconde guerre mondiale : mais il y avait quelque différence entre négocier avec Hitler et avoir des relations confiantes avec lui. Il est de mauvaise foi d'admettre cette différence quand il s'agit de Munich et de refuser de voir que, Munich ayant été signé, l'on était devant la même question résolue de la même façon de la part de Staline. La situation du printemps 1939, découlant de Munich, conduisait logiquement Staline à repenser ses options diplomatiques, et la solution vers laquelle il allait s'orienter avait déjà un nom, que les historiens n'emploient habituellement que pour les occidentaux, alors qu'il applique aussi bien pour définir la politique stalinienne entre Mars 1939 et Juin 1941 : cela s'appelle '*apaisement*'.

Parlant de Munich, les historiens du consensus bourgeois décrivent la pression de la nécessité et goment la sympathie bourgeoise pour le fascisme. Parlant du Munich oriental que fut le pacte germano-soviétique, ils cherchent à l'inverse les explications du côté des équations morales et négligent le poids du réel. Or, pour trancher cette question en général, il ne faut pas s'exagérer l'influence de la morale dans l'Histoire. La nature démocratique ou non des systèmes politiques influe peu sur leur comportement diplomatique et guerrier : et la seconde guerre mondiale l'a montré à l'évidence, aussi bien avec l'alliance *contre nature* de l'Angleterre avec l'Union soviétique qu'avec la fausse neutralité de la Suisse et de la Suède, qui était en réalité une collaboration réticente avec l'Allemagne nazie que ces petits pays n'avaient pas les moyens de défier, ou bien à l'inverse avec le comportement si décevant pour Hitler de l'Espagne franquiste et du Portugal de Salazar, acquis de coeur à la cause hitlérienne mais soumis à la pression de la *Royal Navy* sur leurs importations vivrières. Nécessité fait loi, et les thèmes chers aux fictions héroïques de la '*lutte des démocraties contre le totalitarisme*' pour caractériser la guerre à l'Ouest, ou de

'la rivalité inexpiable entre frères ennemis' pour celle qui eut lieu à l'Est, sont de l'ordre de la propagande ou de l'Histoire mythifiante. De toutes parts, il ne s'est agi que de politiques nationales affrontées, et de leur défense rationnelle, cynique, impitoyable, et retorse.

Au printemps de 1939, et jusqu'à la déclaration de la guerre à l'Ouest, Staline, allait donc négocier à la fois avec la France, l'Angleterre, et l'Allemagne, sans avoir d'objectifs communs avec aucune de ces puissances, qui toutes trois désiraient sa chute et la destruction de l'Union soviétique afin d'en saisir les richesses naturelles et d'en exploiter les peuples comme des esclaves, quand encore il ne s'agissait pas d'extermination pure et simple. Staline traitait avec Hitler, tout en continuant de parler aux démocraties, mais même s'agissant du partage de la Pologne ou des accords commerciaux qui viendraient avec le Pacte, il s'agissait, bien plutôt que d'entraide, de concessions et de compensations réciproques entre des ennemis à venir, et qui prenaient leurs marques. D'une alliance confiante entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, il ne fut jamais question, même si l'on devait aller jusqu'à un *traité d'amitié* singulièrement hypocrite de part et d'autre. Les négociations et le compromis trouvé entre Staline et Hitler impliquaient seulement que pour un temps on s'abstiendrait de se faire la guerre. Entre la guerre en Espagne et la grande empoignade de juin 1941, il s'agissait d'une trêve entre des ennemis déclarés.

Dans le *discours des marrons*, les termes employés sont sans ambiguïté. Staline définit l'Allemagne, l'Italie et le Japon comme **les états agresseurs** qui ont déclenché la guerre '*de Shanghaï à Gibraltar*'. Il annonce sans dissimulation sa politique à venir, puisque si l'Allemagne est clairement désignée comme le pays dangereux en Europe, Staline en même temps avertit la France et l'Angleterre qu'il ne *tirera pas les marrons du feu dans une entreprise anti-hitlérienne pour le compte des puissances occidentales, puisque les états démocratiques non-agresseurs ont renoncé à la politique de sécurité collective*. Et il accuse le comportement inacceptable de la France et de l'Angleterre, qui, avec leur *non-intervention* en Espagne, se prétendent neutres en face du fascisme, et qui en même temps excitent l'Allemagne contre l'URSS. L'URSS traitera avec Hitler faute d'allié pour le combattre : parce qu'elle ne veut pas se sacrifier pour des puissances occidentales bourgeoises qui n'ont pas choisi entre l'amitié ou l'hostilité à son égard. Telle est la position.

L'usage stalinien du terme de *guerre impérialiste*, et le choix de ce thème pour justifier le tournant diplomatique mérite d'être expliqué. Staline désigne comme *impérialiste* par nature la guerre à laquelle tendent les puissances bourgeoises entre elles. Il reconnaît en même temps que ni la France ni l'Angleterre n'ont de visées expansionnistes sur l'espace germanique, puisqu'il distingue entre *agresseurs* et *agressés*. Il use du terme à sa façon, pour annoncer indirectement ses intentions et ses préférences, davantage que pour donner une analyse à valeur de philosophie politique de la situation.

On sait que pour Marx la guerre conduite par la France en 1870 était impérialiste dans sa phase initiale, en raison des objectifs qui devaient l'avoir motivée aux yeux de Napoléon III : le projet de dominer l'Europe, comme son oncle l'avait fait avant lui, et elle l'était donc restée jusqu'à la chute de l'Empire, mais pour devenir en revanche une *guerre civile révolutionnaire* après Sedan, parce que dans la France

vaincue mais débarrassée de son empereur, une victoire française aurait été une victoire du peuple français, et en particulier de ses milieux les plus progressistes, contre un autre impérialisme : celui de Bismarck.

Dans l'usage qu'il faisait du mot '*impérialisme*', Staline entendait se situer dans une tradition marxiste et léniniste modifiée, selon laquelle une guerre était '*impérialiste*' lorsqu'elle n'accroissait pas les chances de survie de l'Union soviétique, patrie du socialisme et pour longtemps destinée à rester le seul acquis de la révolution que Lénine, après Marx, avait voulue mondiale. Dans les conditions de 1939, était '*impérialiste*' tout ce qui menaçait l'Union soviétique, et '*anti-impérialiste*' tout ce qui favorisait ses buts, même définis de la façon la plus sinieuse et opportuniste. C'est dans cette acception que toute l'action de l'Internationale communiste tendrait à combattre l'impérialisme.

En l'occurrence, ce que disait désormais l'Internationale, c'était que la France et l'Angleterre d'un côté, l'Allemagne nazie de l'autre, tout en n'étant pas mises sur le même plan au niveau de leur valeur humaine intrinsèque, de leur proximité par rapport à un idéal social, de la désirabilité et de la faisabilité d'une alliance éventuelle avec le mouvement communiste visant à l'égalité entre les hommes, étaient en revanche engagées dans une lutte qui les regardait seules, pour des buts qui se ressemblaient : en somme, des concurrents dans une course en vue d'une domination mondiale injuste. Et il est impossible de prétendre que cela ait été entièrement faux, même si ce n'était pas la raison principale du retournement diplomatique de l'Union soviétique, et si c'en était seulement une rationalisation raisonnable, compréhensible surtout pour un esprit formé au marxisme tel qu'il avait été interprété par Staline.

Au niveau des actions qui allaient en découler, la politique inaugurée par le *discours des marrons* du 10 mars 1939 renouait avec un réflexe que l'on avait déjà observé, puisque c'était un retour à la ligne ancienne de la *révolution dans un seul pays*, dont l'intervention espagnole n'avait d'ailleurs dévié qu'aux yeux de l'ennemi, puisque le mouvement communiste avait toujours insisté qu'il ne voulait pas de révolution en Espagne. Ce repli relatif sur des positions anciennes était justifiée aux yeux de Staline par l'hostilité des soi-disant *démocraties* et par l'impuissance du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes. Pour Staline, dont l'objectif était la défense des intérêts de l'État soviétique, la guerre anglo-franco-allemande qui s'annonçait serait impérialiste *parce que la politique correspondant aux intérêts de l'URSS était de maintenir la paix*. Et c'est une atteinte partielle de cet objectif que Staline réaliserait avec le pacte Ribbentrop-Molotov : maintenir la paix au moins pour un temps, au moins entre l'Allemagne et l'URSS.

La longue et folle marche vers l'entente soviéto-nazie au détriment de la France et l'Angleterre, traduite en actes en septembre 1939, ne résulterait pas d'un choix stalinien absolu, qui dans des conditions de sécurité et de liberté diplomatique aurait été absurde. Il était un accommodement avec des circonstances adverses, et, pour être précis et sans complaisance, l'aboutissement de toute une saison d'actes inconsidérés de la part de Chamberlain, Daladier, Reynaud et leurs entourages, sans omettre la participation active de la prochaine proie du chancelier allemand : la Pologne. C'est un enchaînement de causes et de conséquences en cascade aboutissant à ce qu'à la fin toutes les erreurs, tous les mensonges, toutes les palinodies se paient, qui, après la honteuse année 1938, fit une farce tragique de l'année 1939. Incapables ou peu



désireux de s'unir contre lui, Daladier et Chamberlain d'un côté, Staline de l'autre, étaient entrés en concurrence dans un jeu diplomatique à trois avec Hitler. A la fin de la comédie, Staline apparaîtrait comme le gagnant, et la France comme la plus grande perdante. Hitler gagnerait un peu lui aussi, mais à court terme seulement car le temps gagné par Staline pour préparer l'Union soviétique à la lutte se révélerait plus décisif que la tranquillité à l'Est achetée par Hitler pendant qu'il écrasait une France qui en réalité, consentant à la défaite, ne se battrait pas.

Occultant systématiquement le fait, indispensable pour comprendre les événements, que les gouvernements fascistes ou pro-fascistes de Pologne, de France et de Grande-Bretagne refusaient de s'opposer à Hitler parce que tout en le craignant ils lui étaient favorables en tant que maître de l'Europe centrale, les propagandistes anticommunistes du passé, comme les historiens anticommunistes du présent, allèrent jusqu'à dire que Staline était devenu un allié d'Hitler, et ils le dirent encore davantage après le pacte de septembre 1939 : ce qui se comprend comme thème de polémique à l'époque, puisque l'information était brouillée par une presse vendue au fascisme et que la suite des événements n'était pas certaine, quoiqu'elle eût été imaginable, mais étonne comme thèse historique lorsque le déroulé complet des événements est connu. Sur le fait que de son temps Staline voyait dans le fascisme européen la menace principale, le *discours des marrons* est explicite, et une clarification n'était guère nécessaire après la guerre d'Espagne. Ensuite, les rapports entre Staline et Hitler entre septembre 1939 et juin 1941 furent ceux d'adversaires qui s'observaient et se préparaient à la lutte, comme la suite l'a prouvé, et comme presque immédiatement, en dépit des échanges commerciaux maintenus, divers indices, dont principalement les énormes préparatifs militaires qui se poursuivirent de part et d'autre après la signature du Pacte le montraient. Car Staline utilisa vraiment le temps gagné pour renforcer l'Armée rouge, alors que, contrairement aux mensonges d'une historiographie complaisante pour les gouvernements de trahison de l'immédiat avant-guerre, rien de tel ne se passa en France où, après Munich, le gouvernement bourgeois attendait les Allemands pour qu'ils le débarrassent des communistes.

En tout état de cause, on l'a compris : la révision générale de la politique allemande du mouvement communiste que représentait le *discours des marrons*, suivi de la proposition de la ligne nouvelle de la *guerre impérialiste*, n'était ni une monstruosité incompréhensible et injustifiable, ni une folie de Staline, ni comme on l'a parfois défendu par psychologisme de bazar, le résultat d'une sympathie naturelle entre des dictateurs qui se seraient mutuellement reconnus. Elle était une réponse imitative de l'allié potentiel soviétique aux alliés réticents français et anglais qui s'étaient défilés et que l'on pouvait soupçonner de penser à un retournement des alliances. Dans l'esprit de Staline, le *Pacte* avec l'Allemagne et le partage de la Pologne préserveraient l'intérêt national soviétique, qui n'était plus défendable autrement. Une décision qui venait de loin au niveau de ses causes, qui était prévisible et prévue de tous les acteurs et observateurs contemporains doués d'un peu de lucidité, mais qui ne devait trouver sa justification qu'à long terme : et pour cette raison peut-être, très largement incomprise sur le moment, y compris dans les milieux communistes.

Il y avait à vrai dire des raisons de s'inquiéter de la situation quand on était un communiste français. Appeler '*impérialiste*' en 1939 une guerre éventuelle entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne pouvait accessoirement signifier, certes,

que Staline la comprenait comme une guerre pour la défense ou l'acquisition de positions impériales - ce qui n'était pas entièrement faux - mais cela signifiait surtout très clairement qu'il n'y aurait pas lieu d'y mêler l'Armée rouge. Une conséquence, parfois seulement aperçue de façon confuse par les militants, mais qui serait bientôt vivement ressentie dans ses effets, de ce qui était la ligne nouvelle du mouvement communiste international, c'était que l'Union soviétique, après l'échec espagnol et la catastrophe tchécoslovaque, se retirait de la lutte anti-fasciste internationale. Elle renonçait à l'*internationalisme* de façade qui avait échoué en Espagne du fait de la France et de l'Angleterre, et ne poursuivrait plus que par la diplomatie, et encore pour un temps et après avoir ouvert d'autres pistes, à la recherche de la sécurité collective et de la défense de la paix en Europe. Pour Staline, l'heure était au repli, comme il est logique après une défaite : à la défense exclusive des intérêts les plus immédiats de l'Union soviétique. Une des dimensions de ce pragmatisme au service de la survie de l'Etat communiste, c'était pour les Soviétiques la recherche d'une trêve, une suspension d'armes, un accord de non-agression, que l'on saurait temporaire, mais que l'on ferait durer le plus longtemps possible, avec Hitler. Et pour les communistes français, une situation objective de désaccord avec l'opinion dominante dans leur propre pays.

Car la décision de Staline engageait à sa suite l'*Internationale*, et singulièrement le Parti communiste français, qui était pour sa part plongé dans une société française, une France dont les intérêts nationaux ne coïncidaient avec les soviétiques qu'aux yeux des militants qui voyaient loin dans l'avenir, ou qui au contraire relevaient de la myopie propre aux idéologues les plus confirmés du Parti, et qui faisaient aveuglément confiance au *génial Staline*. La conciliation pouvait se faire à leurs yeux par le primat stratégique de la défense de l'Union soviétique, *patrie du socialisme*. Etre anti-impérialiste et défendre l'Union soviétique faisait synonymie dans le discours communiste : et dans l'immédiat cela signifiait que les partis communistes du monde entier, et en particulier le français, s'abstiendraient, à l'instar de l'Union soviétique, de prendre parti entre l'Allemagne et l'alliance franco-anglaise. Une position à la longue intenable, et même un peu absurde : et sur laquelle ils ne se tiendraient pas en pratique. Mais en attendant l'épreuve qui montrerait où étaient les vrais patriotes, une pièce supplémentaire entre les mains des nombreux procureurs, beaucoup d'entre eux des traîtres véritables, mais qui depuis Munich lançaient des accusations insistantes de trahison.

## 6. La nouvelle donne politique

La peur continuant à être mauvaise conseillère, la même diligence à entériner et à récompenser les voies de fait fascistes qui avait été observée du côté franco-anglais dès avant la victoire définitive de Franco en Espagne se répéta en ce qui concernait la Tchécoslovaquie, dissoute le 14 mars 1939 avec la sécession slovaque et l'invasion allemande qui lui fit immédiatement suite. Le *discours des marrons* stalinien des

jours précédents avait certes rassuré Hitler sur le risque d'un engagement soviétique unilatéral sur son flanc oriental, mais le comportement post facto des démocraties montre qu'il n'aurait pas eu lieu de s'inquiéter davantage de l'autre côté, puisque dès le lendemain, battant tous les records de cynisme dans une époque cynique, Chamberlain déclarait aux *Communes* que : '*la Tchécoslovaquie n'existant plus*' les garanties britanniques étaient '*caduques*'. De longues années plus tard, François Mitterrand, alors jeune politicien conservateur, admirateur du maréchal Pétain et qui se formait à l'exemple de ses aînés, se souviendrait de ce terme ambigu, propre à déguiser la démission en réalisme, et les refourguerait aux organisations palestiniennes comme un cache-misère justifiant la conversation avec les vainqueurs israéliens en dépit d'une charte fondatrice qui niait leur légitimité.

L'Angleterre ayant tranché, il n'était évidemment pas question du côté français de prendre de quelconques mesures en réaction contre cette nouvelle violation des traités. En entrant dans Prague sans même cette fois avoir à enregistrer une réaction symbolique comme la mobilisation qui avait précédé Munich, Hitler venait d'éprouver en pratique ce qu'il avait des raisons de croire par hypothèse : à savoir qu'il avait les mains entièrement libres en Europe. C'était bien ce que le ministre Bonnet avait depuis longtemps signifié à son ami l'ambassadeur Welzeck : et c'était donc confirmé par les faits. D'ailleurs, les intérêts français qui comptaient aux yeux du gouvernement avaient été préservés : ceux des industriels qui avaient investi en Europe centrale, et dont on découvrait avec soulagement qu'ils étaient susceptibles de s'accommoder de tout découpage des frontières. Exemplairement bien introduit, bien renseigné, et un peu susceptible aussi d'influer sur les événements, le groupe Schneider, très engagé en Tchécoslovaquie, n'avait rien perdu dans un rapt qu'il avait anticipé en vendant ses actions Skoda à la maison Krupp dès le mois de décembre 1938.

Qu'Hitler fût désormais maître du jeu en Europe n'échappait à personne, et les gouvernements qui ne faisaient rien pour le contrecarrer, forcément, consentaient à son règne. Dès la mi-mars, les renseignements militaires français, aveuglément professionnels et donc capables d'émettre des jugements qui auraient dû faire honte aux politiciens et aux diplomates – mais on les y autorisait si leur communication restait discrète - annonçaient que la saisie de la Tchécoslovaquie conduisait à des menaces sur la France à brève échéance. Le message se perdit dans l'éther des bureaux et des cabinets ministériels, car même s'il avait été perçu et cru, il n'était pas de nature à inquiéter tout le monde dans les milieux politiques français : Pierre-Etienne Flandin, de l'*Alliance républicaine*, par exemple, très représentatif de l'opinion de la bourgeoisie possédante, exprima des regrets à propos de l'affaire tchécoslovaque, mais ce ne fut que pour en regretter les effets indirects, à savoir le choc que cela risquait de provoquer dans l'opinion, et le risque d'une regrettable réaction antifasciste et germanophobe : le récent agrandissement du *Reich*, expliquait-il, faisait le jeu de la '*juiverie internationale*' et du '*parti de la guerre britannique*', alors que '*tout détenteur de la moindre parcelle de propriété en France était sincèrement désireux d'éviter la guerre avec l'Allemagne*'.

Flandin était exceptionnel en matière de germanophilie, mais il n'était pas seul de son avis. Le seul inconvénient de la saisie par Hitler de la Tchécoslovaquie était, aux yeux des milieux français les plus proches du pouvoir incarné par Daladier et Reynaud, de contrecarrer les efforts en vue d'un véritable rapprochement franco-

allemand. Mais les hitlériens de Paris n'avaient pas lieu de trop s'inquiéter, car il en aurait fallu davantage pour mettre fin à l'hégémonie mondaine d'Otto Abetz. Par exception, quelques idiots utiles de l'impérialisme nazi furent, il est vrai, surpris, déçus, et transformés par l'événement - comme Jules Romains, qui cessa de travailler à l'amitié entre les peuples. Son *Comité France-Allemagne* serait finalement dissous le 24 mai 1939, soit trois mois avant la déclaration de la guerre, mais Otto Abetz, pourrisseur en chef des cercles dirigeants, allait s'attarder en France au delà de cette date, pour n'être finalement contraint au départ que le 18 juin. Encore fallut-il le convaincre de quitter la France discrètement, sans qu'un arrêté d'expulsion formel soit signifié, et non sans qu'il reçoive quelques excuses et promesses de rémission, dès que les vaines alarmes de certains Français qui ne comprenaient pas le profond pacifisme du chancelier allemand auraient pu être atténuées. Toutefois, à titre de compensation, pour que cet éloignement temporaire ne soit pas mal interprété, et pour que ne se perde pas la valable tradition des réceptions et du champagne, on allait recevoir à Paris le baron Kurt von Schröder qui avait organisé le financement de l'accession au pouvoir du parti nazi. Malgré toutes ces précautions et professions de bienveillance, Hitler devait manifester à cette occasion et à d'autres une mauvaise humeur à laquelle Daladier ne pouvait pas être insensible.

A tous les niveaux, la lune de miel continuait entre les élites françaises et allemandes. L'Allemagne avançait ses pions de telle façon que la Wehrmacht puisse entrer en France sur des positions préparées à l'avance. C'est pourquoi, lorsque par exemple en octobre 1941 l'*Organisation spéciale* du Parti communiste français procéderait à l'une de ses premières exécutions de haut militaire allemand en France occupée : le commandant Hotz à Nantes, la presse locale, éplorée, dénoncerait ce crime affreux en soulignant que le commandant était connu et apprécié dans la région, *où il avait longuement séjourné et travaillé avant la guerre*. Ce n'était qu'un exemple, offert par le hasard à la méditation de l'historien, du noyautage qui avait eu lieu : et dans ces derniers mois qui précédèrent le conflit armé, ou son sanglant simulacre, loin de préparer la défense nationale, le gouvernement était resté décidé à laisser faire. Ainsi lorsque sera pris le 21 avril le décret-loi Daladier réprimant '*les propagandes étrangères*', les agents d'influence allemands et italiens ne seront pas visés, mais seulement la propagande communiste. Bien loin de manifester de l'inquiétude, Otto Abetz continuerait donc presque jusqu'au dernier jour à se pavaner dans les salons parisiens et, un verre de champagne à la main, à énoncer devant ministres, femmes de ministres et maîtresses de ministres, un programme simple et qui ravissait certains : « *Rome a conquis Athènes, nous sommes Rome, soyez Athènes.* »

Contrairement au communisme, le philonazisme n'était pas un motif d'exclusion sociale dans la France de Daladier, et les avances d'Otto Abetz ne tombaient pas dans des oreilles de sourds. Toute l'intelligentsia collaboratrice des années d'occupation, depuis Abel Bonnard jusqu'à Henri de Montherlant, sous le prétexte d'un hellénisme transfiguré par le nazisme, avait déjà commencé à célébrer une race européenne à la fois supérieure et menacée à laquelle elle prétendait appartenir, bien que pour beaucoup le seul point de convergence avec l'hellénisme eût été, parfois, la pédérastie. A considérer des spécimens comme Bonnard ou Montherlant, la prétention de se rattacher d'une main à Lacédémone et de l'autre à la Waffen-SS pouvait prêter à rire, et certains riaient et usaient parfois de quolibets offensants. Mais du Führer il était interdit de rire, et lorsque la presse parisienne se permit quelques traits ironiques, l'ambassadeur Coulondre écrira de Berlin pour réprimander

son Président du conseil, faisant valoir que «**le gouvernement a le devoir de mettre en œuvre les pouvoirs dont il dispose pour interdire à la presse toute attaque susceptible d'être considérée comme une offense personnelle pour le chef de l'État allemand**». La France officielle était donc presque unanimement nazifiée.

Cependant, avec l'occupation totale de la Tchécoslovaquie le 15 mars 1939, qui représentait une violation inacceptable des traités, un dégoût montait en Angleterre qui n'avait pas d'équivalent en France, si ce n'est dans les fractions de l'opinion extrêmes et exclues du pouvoir. A cette époque, Samuel Hoare, avec un brin de nostalgie qui pourrait confiner à la contrition, confiait à Maïski : "*Nos ennemis sont exactement les mêmes...*". C'est ce courant d'opinion que Churchill saurait unifier et faire triompher en mai 1940. Mais dès mars 1939, piaffant dans la coulisse car toujours victimes de l'ostracisme de Chamberlain, Churchill et Eden avaient appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale, et une coterie churchillienne s'était organisée, visant à mettre fin à l'administration des apaiseurs. Or dans le même temps, il n'y avait rien de tel en France, où même à gauche la propension à approuver une recherche de coopération avec Staline vous valait automatiquement d'être mis au ban de la société comme compagnon des communistes. Une divergence politique allait donc s'élargir progressivement entre la bourgeoisie française et l'aristocratie anglaise sur la question de l'attitude à adopter en face des entreprises hitlériennes. Et c'était l'aristocratie britannique qui, rejoignant le sentiment populaire international, se cabrerait à la fin contre Hitler et contre ses méthodes, alors que du côté français, il y aurait au contraire un ralliement des mouvances qui jusque là se présentaient comme '*progressistes*' ou '*de gauche*' - essentiellement le parti radical et le parti socialiste - aux positions du centre-droit, lui-même gagné aux idées fascistes. Une collusion qui serait celle du pétainisme de l'occupation.

Au printemps de 1939, Hitler déchirant le pacte de Munich, Chamberlain avait fini par bouger. Il avait senti le vent tourner, et sa politique en danger d'aller vers un fiasco : mais on sait qu'il était tout le contraire d'une girouette. Il était au contraire décrit par ses adversaires churchilliens comme '*entêté jusqu'à la bêtise et obsédé par quelques idées fixes très simples*'. Or, parmi ces idées fixes très simples, il resterait jusqu'au bout - c'est à dire tout de même mai 1940 - un réactionnaire, un anti-communiste et un anti-soviétique forcené. "*Il admet théoriquement et sent dans toutes ses fibres que l'URSS est l'ennemi principal*", devait constater Ivan Maïski. S'il est sensible au vent, c'est donc à la façon d'une girouette rouillée, et voyant le chef nazi agir comme si Munich et toute la convivialité qui avait précédé lors de ses deux premières visites n'avaient pas existé, bien déçu par son ami *Herr Hitler*, il s'était mis certes à tourner, mais de quelques degrés seulement, en grinçant : car il y avait des points structurels inaltérables dans sa mentalité. En particulier, aucun désarroi découlant de son amitié brisée avec *Herr Hitler* n'était de nature à modifier sa définitive aversion envers l'Union soviétique. Il l'avait dit : "*I confess to the most profound distrust of Russia. I have no belief whatever in her ability to maintain an effective offensive, even if she wanted to. And I distrust her motives, which seem to me to have little connection with our ideas of liberty, and to be concerned only with setting everyone else by the ears*".

Chamberlain fit donc quelques gestes de rapprochement avec Staline, mais qui restèrent sans lendemain. Par exemple, il accepta pour la première fois une invitation à l'ambassade soviétique. Puis il envoya la mission **Hudson** à Moscou pour sonder

les possibilités de sortir de ce que les Britanniques définissaient comme un *'isolationnisme soviétique'*, en inversant les rôles puisque l'isolement soviétique résultait d'une mise à l'écart voulue par les puissances occidentales. Le 8 mars, Hudson viendra trouver Maïski pour lui expliquer le sens de sa mission : *"Le préjugé contre le communisme, qui a entravé la coopération entre nos deux pays, est presque entièrement surmonté. Cependant un doute subsiste à Londres sur le point de savoir si vous souhaitez ou non cette collaboration."* Maïski n'était pas homme à ne pas vouloir le rassurer sur ce point, mais il se trouvait que ses préférences personnelles divergeaient de plus en plus nettement des options de son redoutable maître. A la fin, ce n'était pas lui qui pouvait empêcher Staline de trouver qu'Hitler offrait un meilleur *deal*. Ni Chamberlain de demeurer réticent et hésitant quant à ses orientations les plus fondamentales. En somme, l'Angleterre, animal marin et lymphatique bougeait, mais trop peu et trop tard. Ainsi, lorsque, le 19 mars 1939, Staline, ayant mis en route une politique étrangère alternative, mais ayant peut-être étudié de près les bonnes pratiques britanniques, qui dialoguaient avec les Allemands dans le dos des Français, et dans l'idée d'avoir lui aussi deux fers au feu, renouvela malgré tout ses propositions de coopération avec la France et l'Angleterre, Chamberlain refusa d'entrer en discussion, en dépit de son discours de Birmingham trois jours plus tôt, qui manifestait un durcissement du ton envers l'Allemagne.

Les justifications que Chamberlain donnait de ne pas dialoguer avec Staline étaient inégalement perspicaces, car si le régime soviétique était d'un libéralisme contestable, et s'il y avait lieu de s'interroger sur ses intentions, en revanche pour ce qui était de sa capacité à affronter l'Allemagne, en dépit de l'échec Espagnol, cela restait à voir. Staline lui-même était sans certitudes sur ce point, comme en face l'état-major de la Wehrmacht. Hitler pour sa part était comme Chamberlain assez confiant que le régime soviétique s'effondrerait à la moindre pichenette, ainsi qu'en France les penseurs de l'Ecole de guerre et les politiciens anti-communistes qui prenaient leurs désirs pour des réalités. De Gaulle lui-même, dont l'anti-communisme ne le cédait en rien à celui de Chamberlain, avait donné dans ces illusions. Personne n'avait compris ce que signifiaient les grandes purges staliniennes : que Staline avait réussi à construire un système de pouvoir stable autour de lui, fondé sur la terreur. Et que jusqu'à l'extermination du corps des officiers et des vieux cadres bolchéviques, qui passait pour un handicap en cas de crise pouvait au contraire se révéler un atout si elle signifiait l'instauration d'une discipline sans faille, même au sein d'un personnel médiocre. Au moins, il n'y aurait pas de tire-au-flancs, de lâches ou de complot des généraux en Union soviétique. Quant aux traîtres, on en avait déjà tué beaucoup plus qu'il n'y en avait.

Les divagations sur les véritables rapports de force tels qu'ils se révéleraient dans les années à venir étaient générales : il faut bien réaliser cela pour comprendre les attitudes adoptées par les uns et les autres. Churchill, dans ses mémoires, raconte en détail comment la Pologne intrigua obstinément pour ne pas recevoir de garanties communes des occidentaux et de l'Union soviétique pendant les semaines cruciales où la France et l'Angleterre tentèrent malgré tout de s'entendre sur les moyens d'arrêter Hitler. Une des raisons de cela était qu'elle se croyait capable de résister seule à la fois à la Wehrmacht et à l'Armée rouge. L'hubris polonaise ne se limitait pas à la croyance que l'on pouvait arrêter des blindés avec des charges de cavalerie. Aussi, au début du mois de mars, les autocrates écervelés qui régnaient à Varsovie n'avaient eu aucun scrupule à collaborer avec leurs voisins nazis, et la Pologne avait

pris sa part – très modeste comme il convenait aux yeux des maîtres - de la Tchécoslovaquie démembrée. Elle ne pouvait ignorer qu'elle était la prochaine proie sur la liste des conquêtes prévues par le Reich, tout du moins après le 23 mars 1939, date à laquelle les troupes allemandes avaient pris position de façon à la menacer directement en occupant Memel : mais cela semblait ne compter pour rien dans ses calculs diplomatiques.

L'occupation de Memel était un fait nouveau, et qui fit visiblement réfléchir à l'Ouest puisque alors la Grande-Bretagne, bientôt suivie de la France, prit l'initiative de garantir les frontières polonaises. C'est Chamberlain qui, le 29 mars, avait le premier produit une déclaration unilatérale dans ce sens : une décision qui devait beaucoup à l'implication personnelle d'Ivan Maïski. On sut par la suite que Maïski, qui avait agi de façon insinuante, sans instructions en ce sens de la part de Staline ou même de Litvinov, avait outrageusement outrepassé les limites de sa mission d'ambassadeur en poussant le pays hôte à adopter une politique que Moscou n'avait pas sanctionnée. Il s'était employé à convaincre **Lord Cadogan**, *permanent under Secretary for State*, que de telles garanties "*constitueraient un changement révolutionnaire de la politique britannique*" et "*accroîtraient énormément la confiance des autres pays*". Chamberlain avait donc pris une initiative que l'on peut au choix admirer comme audacieuse, ce qui était après tout son genre – n'y avait-il pas déjà eu Munich ? - ou bien au contraire critiquer comme aventurée.

Il faut croire qu'initialement les initiatives de Maïski s'inséraient dans un contexte qui était dans son camp favorable, ou bien qu'il avait travaillé à créer un tel contexte, puisque le 16 avril le ministre Litvinov allait faire officiellement des offres de garanties à la Pologne et aux Pays Baltes données en commun avec la France et l'Angleterre. Mais le projet sombrerait, en partie à l'instigation des intéressés, qui ne souhaitaient pas être protégés, et pensaient s'en tirer mieux par leurs propres moyens. En partie sans doute aussi en raison des ambiguïtés et des gestes contradictoires du premier ministre britannique. Chamberlain, universellement décrit comme entêté et habité de quelques idées simples avait une fois pour toutes livré à son homologue polonais la philosophie de sa diplomatie : "*je regarde la Russie comme un ami très peu fiable, dont la capacité d'assistance active est faible mais qui a sur les autres une énorme capacité irritative*" : sans doute voulait-il dire, en l'occurrence, qu'il était impossible de faire tenir l'ours russe et l'aigle polonais dans un même sac : ce qui n'était pas faux. Et il en concluait, plus généralement qu'il était inutile de s'entendre avec l'Union soviétique sur quoi que ce soit. Tout ce qui de sa part semblait aller dans un autre sens doit à tout prendre être considéré comme un faux-semblant, une diversion, un atermolement, ou au mieux une fougade sans lendemain. On sait qu'à la fin, la conclusion du ballet diplomatique autour de la question de Dantzig fut que la France et la Grande-Bretagne en viendraient à offrir sans l'accord de Staline une garantie à la Pologne qui n'aurait eu de valeur dissuasive qu'avec son concours. Car que valait une garantie franco-anglaise de la Pologne – surtout après Munich - si elle n'était pas assortie d'un minimum d'entente avec la Russie ? Pour autant, mis à part Lloyd George dont la combinaison suscita les sarcasmes, personne dans les milieux autorisés n'eut l'impolitesse de soulever l'objection.

Peut-être Chamberlain et son cabinet avaient-ils dans un premier temps péché par optimisme, et cru que c'était Staline qui agissait en sous-main à travers son ambassadeur, n'imaginant pas que l'indiscipline ou même l'esprit d'initiative fussent

possible en Moscovie. Ce que montre l'argumentaire du rusé diplomate, c'est qu'il comptait convaincre ses supérieurs de seconder ses efforts, tisser sa toile dans d'autres directions, et aboutir à une large coalition anti-allemande autour d'un même objectif, qui aurait été dans un premier temps de sauver la Pologne, et par là-même de mettre fin aux succès d'Hitler. Il avait agi comme ces marieuses qui rapprochent deux jeunes gens qui ne s'aiment pas en leur faisant croire séparément à une inclination réciproque. Mais même avec des efforts moins acrobatiquement coordonnés, sauver la Pologne contre un gouvernement militaire polonais, obtus, réactionnaire, russophobe, anticommuniste et belliciste comme il était, aurait été une tâche ingrate. On le verrait tout du long de la comédie diplomatique qui se jouerait à Moscou entre Vorochilov et les envoyés occidentaux Drax et Doumenc venus à Moscou '*pour voir ce que voulaient les Russes*' dans les semaines précédant immédiatement la signature du pacte germano-soviétique : formule qui en dit long sur cette guerre sociale intérieure en France, devenue très vive depuis Munich, tandis qu'en Angleterre on ne peut que conclure, en dépit du mouvement de l'opposition anti-munichoise, que Chamberlain n'avait jamais bougé de sa position maintes fois exprimée : il valait mieux ne pas avoir de pacte avec l'Union soviétique.

Du point de vue allemand, la garantie unilatérale des frontières polonaises par Londres mettait le dernier clou dans le cercueil des accords de Munich, qui pour Hitler n'avaient nullement été remis en cause dans le volet qui était à son avantage par son entrée à Prague quinze jours plus tôt. Il avait cru comprendre que Londres et Paris ne s'occuperaient plus de l'Europe centrale. L'Angleterre venait de signifier qu'elle ne jouait plus ce jeu là, et cela reposait la question de la guerre à l'Ouest. Du point de vue du Kremlin, la déclaration britannique de garantie unilatérale signifiait que Londres renonçait à l'alliance de revers soviétique pour une alliance de revers polonaise. Plaçant la Grande-Bretagne en opposition franche avec l'Allemagne sans avoir trouvé ni même recherché un appui soviétique, la nouvelle posture britannique, sur laquelle la France s'alignait, poussait Hitler à rechercher une entente avec Moscou, qui devenait l'arbitre de la situation. La voie consistant à conduire des négociations parallèles à la fois avec Hitler et avec les supposées *démocraties* occidentales – mais surtout avec Hitler - s'ouvrait pour Staline comme une évidence. Et pour Hitler, la perspective de prendre la Pologne puis de liquider la menace à l'Ouest avec la garantie de la neutralité soviétique. La logique du pacte Ribbentrop-Molotov avait été mise en place par ceux-là mêmes qu'il allait cinq mois plus tard accabler et, paraît-il, surprendre.

## 7. Le spectre de la guerre

Le printemps 1939 est le moment où l'Espagne républicaine meurt, où la Tchécoslovaquie disparaît, où l'Union soviétique se retire de la lutte antifasciste, où les combattants antifascistes sont emprisonnés ou en fuite partout en Europe, et où les militants ouvriers sont mis au ban de la société. Un printemps noir assurément :



mais le gros des populations en France et en Angleterre trouve que tout va à peu près bien puisqu'on a évité la guerre. Le gouvernement est-il populaire ? Peu importe au fond puisque le 29 juillet 1939, Daladier annulera par décret les élections prévues pour juin 1940 et prolongera théoriquement la seizième législature jusqu'en 1942. Des élections en 1942 ? Le sort des armes en décidera autrement, et le maréchal Pétain, dont l'action n'aura pas été pour rien dans le sort des armes, n'aura plus, pour que se perde le souvenir des libertés républicaines, qu'à pérenniser les mesures anti-républicaines du dernier gouvernement républicain. La transition de la Troisième république à son nouveau régime fut la plus douce et la plus insensible qu'eût connue l'histoire riche en ruptures institutionnelles de la France.

A la radio, en attendant la guerre dont personne ne voulait mais que tout le monde attendait en secret, Charles Trenet chante *Le soleil a rendez-vous avec la lune*, Jean Sablon chante *La valse au village*, Lucienne Delyle chante *Sérénade sans espoir* et *Sur les quais du vieux pays*, et Jean Sablon chante *Je tire ma révérence*. Le 30 mars, le congrès des Lycéens de Paris se tient à la Maison de la métallurgie, 94 rue d'Angoulême. Olivier Souef, du lycée Rollin, l'anime. Jacques Decour et Georges Politzer sont présents. On y dénonce violemment la montée du fascisme, et aussi, les lycéens ne semblant pas saisir l'évolution rapide des positions diplomatiques, les accords de Munich de l'année précédente. Au mois d'avril a lieu le congrès de fondation de l'**Union des étudiants communistes de France**. L'événement fait date dans un milieu étudiant bourgeois et marqué à droite. Au mois d'avril encore, Pierre Georges est élu au *Comité national* des Jeunesses communistes. On doit supposer qu'il s'est remis de ses blessures : pour mémoire, une rafale de mitrailleuse dans l'abdomen et un poignet fracassé. Du point de vue du gouvernement, sa nouvelle fonction dans l'appareil du Parti est peu compatible avec l'emploi que, dans sa vie civile de jeune marié, il va prendre en septembre dans une usine travaillant pour la défense nationale. Il est difficile d'imaginer qu'il ne fasse pas l'objet d'une surveillance particulière de la part de la police, désormais spécialement dotée d'une section anticommuniste qui travaille en collaboration avec la police allemande, et qui anticipe de vastes arrestations préventives dans les milieux hostiles au gouvernement.

Au mois de décembre précédent, le cagoulard André Masson avait demandé la mise hors-la-loi du Parti communiste et l'arrestation des chefs : il n'obtiendra satisfaction qu'après la déclaration de guerre, mais sans vouloir aller si vite en besogne, Daladier était clairement d'accord sur le fond. S'il est d'ores et déjà possible de pourchasser individuellement les rouges qui se sont commis dans la lutte contre le franquisme, il n'est pas encore loisible au printemps de 1939 d'interdire le parti communiste, mais Daladier montre sa bonne volonté contre les *séparatistes moscoutaires* avec le décret-loi du 21 avril réprimant '*les propagandes étrangères*', qui menace l'expression communiste tout en épargnant les propagandes fascistes. Un abîme politique s'est creusé entre le parti communiste et ses anciens alliés du défunt *Front populaire*, et il n'existe en revanche plus aucun sujet sérieux de désaccord entre les formations bourgeoises, depuis le parti socialiste jusqu'aux organisations politico-mafieuses d'extrême-droite. Il n'y a plus que deux partis en France : celui des munichois, et celui des anti-munichois, et un grand consensus règne sur un point parmi les premiers, qui sont une écrasante majorité : *il faut briser le mouvement ouvrier*. Un consensus qui ne sera pas pour rien dans l'ordre et la facilité avec lesquels s'effectuera la transition de juillet 1940.

Au plan international, la faction pro-nazie projetait ce qu'elle appelait '*un second Munich*' qui consisterait à rendre Dantzig à l'Allemagne. Cela semblait raisonnable, puisque sous l'influence de ses partisans dans tous les pays d'Europe, Hitler avait initialement obtenu une prorogation des accords de compensation financière avec les puissances capitalistes qui valait reconnaissance et acceptation implicite de ses empiétements passés et de ses prétentions pour l'avenir en Europe centrale. La leçon était claire : dans la profondeur des classes dirigeantes mondiales, personne ne souhaitait faire la guerre à l'Allemagne, et l'ampleur des concessions qu'on était prêt à consentir pour l'éviter semblait illimitée.

Du côté français, Laval, qui ambitionnait de devenir ministre des Affaires étrangères à la place de Bonnet, s'activait et faisait valoir sa capacité de trouver un terrain d'entente avec Mussolini, et à travers lui avec Hitler, auprès de qui il jouissait d'un préjugé favorable, surtout depuis que Daladier avait reculé devant la suggestion qui lui avait été faite d'instaurer une pleine dictature fasciste en France, permettant une collaboration plus étroite encore avec le grand frère d'outre-Rhin. Dans cette situation, le parti communiste, qui avait jeté tout son feu en dénonçant Munich, et qui devait considérer qu'après tout il y pouvait y avoir pire qu'une république en sommeil sous l'égide d'un radical usé, faisait l'autruche, pariant peut-être qu'il échapperait à la persécution : et il le pouvait, car d'abord il ne se passa rien. Le changement le plus notable était qu'avec ses premières mesures anti-communiste et subrepticement pro-fascistes, Daladier faisait prendre à la France un chemin qui l'écartait de son seul allié, la Grande Bretagne, à un moment où cet allié entamait une évolution irréversible vers la résistance aux entreprises nazies, répondant à un durcissement de l'opinion britannique que Maïski notait déjà à la fin mars. Obsédée par la menace bolchévique, la France créait ainsi les conditions de son isolement et de sa débâcle de juin 1940.

Hitler n'avait pas lieu de s'inquiéter sérieusement de l'antinazisme d'apparence et d'apparat d'un Daladier, de ses soutiens et de son entourage. Au printemps de 1939, les rapports entre la France et l'Allemagne étaient en réalité, au niveau des élites, les meilleurs du monde. En France, les étoiles salonnardes du régime Daladier comme Bonnet, Flandin, Pietri, Patenôtre, Laval, de Monzie, Chautemps, de Polignac, de Castellane, Jean Prouvost, Jean Luchaire et Léon Bérard étaient celles-là mêmes qui s'illustreraient de façon passagère ou permanente selon les cas dans une désormais mal nommée '*collaboration*', en réalité soumission, ou *Gleichschaltung*, pendant l'occupation. Car la *collaboration*, au sens du dictionnaire, ce n'est pas Pétain-Laval entre 1940 et 1944 – Goering devait le rappeler : '*vous remarquerez que je ne collabore pas*' - mais bien plutôt Daladier 1938-1939. En pratique, dans la France de l'immédiat avant-guerre, les organisations hitlériennes répertoriées sur le sol français ne seraient jamais formellement dissoutes. Et au contraire, quoique discrètement encore, les fonctionnaires les plus éminents de la Gestapo et de l'OVRA (espionnage italien) en France s'installèrent, par anticipation puisque cela sera le repaire le plus notable de l'occupant après juin 40, à l'hôtel *Majestic* de l'avenue Kléber. Il faut savoir par ailleurs que, tout comme si les rapports entre la France et l'Allemagne avaient toujours été et promettaient de toujours être les meilleurs du monde, la coopération économique entre les deux pays comportait tout un pan d'accueil de cadres et ingénieurs allemands dont certains étaient destinés à revenir sous l'uniforme après l'invasion, avec les mêmes fonctions techniques et gestionnaires à peu près, mais désormais pour optimiser la participation française à la lutte du grand

Reich contre le bolchévisme. Nous aurons à reparler de l'un d'eux et de son destin tragique, le commandant Hotz, très aimé à Nantes dès avant la guerre et aussi pendant la guerre jusqu'aux événements tragiques du 20 octobre 1941.

Cédant aux récriminations des voix patriotes, Daladier se décida à quelques gesticulations de portée strictement locale à l'encontre des organisations noyautées par Hitler, comme la dissolution du Comité France-Allemagne, mais dans aucune des *démocraties* il n'était question de mettre fin aux conciliabules entre espions allemands et les membres de la bonne société qui étaient favorables au '*dialogue*' avec les pouvoirs de l'Axe, et c'est en France qu'on allait le plus loin dans les confidences et la collaboration. Quelques petites anicroches n'allaient pas troubler le ciel serein des rapports franco-allemands, comme on le vit par la suite, puisque Léon Blum, un peu long à comprendre - on s'en doute en voyant qu'il se croyait un avenir politique en s'associant à des Marquet, des Brinon, des Baudouin - devait pour sa part pousser les choses un peu loin et un peu tard en recevant le docteur Schacht en août 1939, alors qu'Hitler finalisait ses ordres concernant l'invasion de la Pologne. Il faut dire que les recettes du meilleur économiste nazi avaient de quoi séduire : compression salariale, rationnement de la consommation, pression fiscale, emprunts forcés et allongement du temps de travail pour les plus modestes, spéculation et consommation ostentatoire pour la classe dominante. Et surtout une innovation géniale qui ne devait jamais disparaître de la palette capitaliste : le remplacement du salaire par le crédit. En manifestant son intérêt pour toutes ces solutions, Blum voyait sans doute la perspective de faire, comme cela était arrivé plus d'une fois, renflouer les caisses de son parti et de son journal par le patronat, carrément enthousiaste. Mais le temps manquerait pour un retour aux arrangements du passé. La guerre arrivait, et au lieu de cela il allait finir en prison, avec ses acolytes Daladier et Reynaud, envoyés tous trois derrière les barreaux par le Maréchal qu'ils avaient, les uns par omission, les autres par commission, hissé au pouvoir.

En Angleterre, les choses ne se passaient pas aussi bien du point de vue hitlérien. En raison peut-être de l'absence d'un parti communiste significatif, s'imposait peu à peu une nouvelle hiérarchie des menaces. Le bolchévisme semblait un ennemi moins proche et moins immédiat que l'Allemagne, et des convergences que l'on aurait cru impossibles se firent jour en réaction contre les initiatives de plus en plus agressives d'Hitler. Il n'est pas de signe plus certain que l'on allait à la guerre et que les choses se présentaient mal que de voir l'Angleterre faire des ouvertures à l'Union soviétique. Déjà, lorsque le 7 avril Mussolini avait envahi l'Albanie, Halifax était allé, paraît-il, jusqu'à évoquer devant Maïski la possibilité d'associer Moscou au pacte d'assistance anglo-polonais -si l'on arrivait à convaincre les intéressés. C'est au moins ce que rapporte Maïski, et qu'il faut prendre avec circonspection car l'ambassadeur anglophile n'était pas incapable d'optimisme exagéré lorsqu'il interprétait les dires de ses interlocuteurs britanniques : et certaines de ses initiatives, certaines de ses mains tendues en retour qui allaient au-delà des intentions de Staline lui valurent des réprimandes. Mais le 16 avril, c'était son patron en personne, le secrétaire aux affaires étrangères **Litvinov** qui faisait en retour des offres de garanties à la Pologne et aux Pays Baltes qui seraient données en commun par la France, l'Angleterre et l'Union soviétique. Faux espoir, toutefois pour les tenants d'une paix fondée sur la résistance à Hitler : le temps n'était plus à de telles possibilités. A Moscou, le rival de Litvinov, Molotov, qui préconisait depuis longtemps l'ouverture de négociations avec Hitler, avait pris le dessus, et c'est ce nouveau cours qui allait

l'emporter quinze jours plus tard avec le renvoi de Litvinov et son remplacement par Molotov.

Il faut croire que Chamberlain avait des inquiétudes sur la direction prise par les événements, et envisageait un nouveau coup politique corrigeant drastiquement la trajectoire prise avec sa déclaration du 29 mars garantissant les frontières polonaises, puisque tout en introduisant la conscription en Grande-Bretagne le 27 avril, il lança des conversations secrètes avec l'Allemagne visant à échanger un renoncement aux garanties sur la Pologne contre un accord de non-agression et de coopération économique et politique générale entre l'Angleterre et le Reich. Renoncer à s'entendre avec l'Union soviétique, prétendre défendre la Pologne en négociant avec Hitler : c'était aller vers un second Munich. Révélée par la presse, la tentative dut être abandonnée : mais sans se tromper de beaucoup, Hitler sortit de l'épisode convaincu que l'Angleterre n'était pas absolument résolue à s'opposer à ses visées en Europe. Et Staline en conclut probablement que la tenue de conversations avec Hitler n'était pour l'Union soviétique plus seulement une option, mais une nécessité absolue. Cela n'excluait pourtant pas que l'on continuât aussi à converser avec les anciens alliés naturels. Des négociations politiques anglo-franco-soviétiques sur des garanties mutuelles en cas d'agression allemande auraient donc lieu parallèlement aux conversations soviéto-allemandes sur un partage de la Pologne, quoique parallèlement aussi à des conversations particulières entre la France et l'Angleterre.

Le 28 avril, la Tchécoslovaquie étant digérée, le dictateur nazi avait fait un grand discours contre la Pologne, mais qui ne contenait pas que cela. On était surtout attentif en Angleterre à la dénonciation de l'accord naval anglo-allemand du 18 juin 1935, ce qui n'est pas pour surprendre puisque c'était sur sa confirmation qu'avait insisté Chamberlain pour présenter Munich comme un succès. L'Angleterre regarda alors du côté de ses alliés potentiels s'il s'agissait de contrer l'Allemagne, et ne fut guère rassurée par ce qu'elle voyait. La France avait certes suivi l'Angleterre et garanti les frontières polonaises, mais l'éventualité d'associer Moscou à un dispositif effectif de défense se heurtait aux réticences aussi bien de la Pologne elle-même que désormais de Staline, aux yeux de qui la politique défendue par Litvinov et Maïski était un échec. Le 3 mai 1939, **Litvinov** est remplacé par Molotov, qui est chargé du rapprochement avec l'Allemagne dont il s'était fait depuis un bon moment l'avocat : mais cela ne faisait que confirmer la tendance puisque le 6 mai Halifax réagit au nouveau cours soviétique en confirmant que l'Angleterre se refusait de toutes façons à un nouvel accord de type *Triple alliance* de 1914. Il semblait ne pas percevoir que la rigidité anti-soviétique et les atermoiements de son pays avait achevé de rejeter Staline vers une entente avec Hitler, renforcé en France les coteries pro-nazies et pacifistes, et en pratique isolé l'Angleterre.

Ce n'est pas que Staline ait soudain rêvé d'une belle et bonne alliance avec Hitler, comme l'écrivirent les historiens qui le sous-estimaient. La menace principale restait la menace principale. Mais les tergiversations britanniques, le pourrissement de la situation intérieure française, la trahison de la cause espagnole, et par-dessus tout Munich l'avaient convaincu que la France et l'Angleterre, qu'il définissait comme des *pays non agresseurs*, ne prendraient jamais l'initiative d'un conflit avec l'Allemagne. Et qu'il était vain de compter sur eux aussi bien pour maintenir la paix que pour gagner la guerre. *Ils ne se battront pas tant qu'Hitler ne les attaquera pas, et quand Hitler attaquera, ils ne tiendront pas le coup* : voilà peut-être ce qu'il se

disait, que la suite devait justifier, quoique des historiens très fiables rapportent au contraire qu'il avait compté sur une bien meilleure résistance de la part des Français. Evidemment, cela peut sembler contradictoire, mais Staline était homme, et peut-être est-ce que cela dépendait des jours.

Cependant, toujours à contre-temps, en dépit de son indigne couple royal, l'Angleterre commençait déjà à faire de la résistance. La classe aristocratique britannique avait évolué avec la violation des accords de Munich, et aussi sa position par rapport à l'Union soviétique, selon le vieux principe diplomatique de l'*équilibre européen* qui veut que l'on coalise les puissances dominées du continent contre la puissance dominante. Chamberlain lui-même avait évolué, quoique ses réticences à l'égard de Staline, du bolchévisme et de l'Union soviétique n'eussent nullement disparu. Mais l'inattendue plasticité d'un cerveau aussi rigide que celui de Chamberlain venait trop tard : car Staline, comme cela lui arrivait très souvent au contraire, avait lui aussi changé de vision stratégique globale, et très radicalement puisqu'il avait décidé de céder à la nécessité de s'entendre, au moins pour un temps, avec l'Allemagne, qu'il décrivait quelques semaines plus tôt comme le principal pays potentiellement *agresseur*. Et Molotov à peine nommé, traduisant le cours nouveau pensé par son maître devait bientôt déclarer qu'il n'était "*pas nécessaire de refuser d'avoir des relations commerciales avec des pays comme l'Allemagne et l'Italie*" : ce qui était dessiner avec une certaine précision les détours diplomatiques qui déboucheraient sur la relative surprise du célèbre et honni *Pacte germano-soviétique*.

En réalité, tout le monde le sentait : c'était le dernier été de paix qui approchait. On ne le disait pas aux peuples, mais les peuples l'avaient compris. Les débats et les conversations diplomatiques qui suivirent le renvoi de Litvinov le 3 mai montrèrent que partout, sans la regarder d'un même œil, on ne pensait plus qu'à la guerre. A Paris, la réaction fut de faire l'autruche. La presse unanime comme après Munich se félicita que se fût éloignée la perspective d'une alliance de revers avec l'Union soviétique. Et que l'on semblât renoncer à contrecarrer les visées hitlériennes sur la Pologne. Le 4 mai 1939, l'article de Marcel Déat soulignant l'absurdité de '*mourir pour Dantzig*' resterait principalement dans les mémoires : mais le comportement du gouvernement lui-même montrait de plus en plus son inspiration défaitiste et préparatoire à la trahison de mai-juin 1940. Tout allait dans le sens d'un éparpillement des forces potentiellement antifascistes. C'est l'époque où en France, sollicitée par le gouvernement de conduire une campagne sur ce point, la presse unanime se félicitait des réticences qui empêchent de conclure une alliance de revers avec l'Union soviétique pour contrecarrer les visées hitlériennes, tandis que, très paradoxalement, le Parti communiste, isolé une fois de plus, et une seconde fois après Munich s'était retrouvé dans la position de prendre seul la défense de la fermeté et du gouvernement réactionnaire polonais. L'*Humanité* avait titré : '*On veut encore trahir la France en sacrifiant la Pologne*'. Spectacle peu banal, on vit les députés communistes prendre part à une rencontre avec les parlementaires britanniques visant à renforcer l'alliance franco-britannique pour la '*défense commune de la démocratie*'. J'espère trouver un jour dans les œuvres de George Orwell un passage, même succinct, même allusif, qui révélerait ce qu'il pouvait bien en penser.

On dit que le gouvernement était derrière cette campagne de propagande, lui qui, décidé à ne rien faire, s'inquiétait de voir que l'opinion publique devenait plus

favorable à un coup d'arrêt mis aux ambitions nazies : mais l'occasion était passée de l'accord diplomatique qui l'aurait permis tout comme le personnel politique en place n'était pas celui qui aurait pu la faire. Au lieu de cela, l'Union soviétique, avec qui on avait refusé de traiter, allait plus que jamais devenir le grand vilain : et les plus germanophiles des Français seraient les premiers à s'indigner qu'elle traitât avec l'Allemagne, et à accuser de trahison les communistes qui défendaient sa stratégie comme visant à maintenir la paix. Il convient d'accorder que la paix n'était plus vraiment sauvable et que face à Hitler chacun ne songeait plus qu'à faire tomber la foudre sur le voisin. Dans un débat aux Communes du 19 mai, Chamberlain révèle l'impasse des tentatives d'entente entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, et la dernière session de négociations multilatérales ouverte le 21 mai à la SDN de Genève ne fera que constater l'impossibilité de constituer un '*bloc de la paix*' en face des '*Etats agresseurs*', qui se comporteront désormais en tous points comme si la SDN n'existait pas. Le 22 mai l'Allemagne et l'Italie contractaient le '*Pacte d'acier*', qui avait ceci de bon que son existence condamnait les espérances françaises de négocier avec Hitler le sort de la Pologne comme il avait fait à Munich.

Entre Français, Anglais et Soviétiques, aucun accord ne semblait plus possible sur le modèle de la *Triple alliance*. On imagina cependant, pour ne pas rompre tout contact, des conversations *militaires* visant à établir des plans d'action concertée en cas d'agression contre la Pologne ou la Roumanie. L'exercice était de portée limitée : il est clair que des accords *militaires* n'ont pas d'intérêt s'il n'y a pas d'accords *politiques* en parallèle, et Staline inclinait désormais irréversiblement à un pacte de non agression avec Hitler. Mais il ne voulait se fermer aucune porte et entendait faire du succès de ces conversations un test de la bonne volonté franco-anglaise. Dans une extraordinaire saison des dupes, des conversations anglo-franco-soviétiques allaient donc avoir lieu à Moscou sous la responsabilité de Vorochilov, ministre de la défense, jusqu'à la veille de la déclaration de guerre, parallèlement aux contacts germano-soviétiques qui déboucheraient sur le pacte finalement conclu par Ribbentrop et Molotov.

Le 23 mai, Hitler avait confirmé devant ses généraux son intention d'annexer la Pologne en dépit des affinités idéologiques entre les deux gouvernements. Ayant eu vent de tractations entre des membres du haut commandement de la Wehrmacht et les autorités britanniques, Heydrich enverra au mois d'août deux espions en Angleterre. Il donnera leur chance à deux jeunes universitaires prometteurs, Schellenberg qui deviendra son second, puis sera mis à la tête de la ***Sicherheit Polizei (SiPo-SD)***, communément appelée '*Gestapo*', et Knochen, qui en deviendra le chef pour la France occupée. Mais Hitler n'a plus rien à craindre de ce côté là. Même la Wehrmacht n'espère plus empêcher la guerre. Les chefs des *démocraties* étaient vraiment trop incapables. Par exemple : conscient de l'urgence, Chamberlain veut pourtant reprendre langue avec Staline et accepte le 12 juin des pourparlers politiques. Mais au lieu d'envoyer à Moscou le ministre Halifax ou une autre personnalité de poids comme Eden, il estime que Staline ne mérite pas mieux comme interlocuteur qu'un fonctionnaire du nom de ***Strang***, dont la parfaite honorabilité ne compensait pas le rang subalterne. Ce n'est pas le dernier des camouflets que par inconscience ou de propos délibéré le gouvernement anglais infligera à ses interlocuteurs soviétiques. L'histoire des pourparlers franco-anglo-soviétiques entre ce 12 juin et le 24 août 1939 est un musée des erreurs à commettre si l'on veut faire échouer une négociation et s'aliéner un allié potentiel. Il ne sortit donc rien de cette

mission, tandis qu'au même moment, par ailleurs, Molotov allait entamer ses conversations avec la partie allemande, qui se déclarait ouverte à un partage de *zones d'influence* avec l'Union soviétique si celle-ci renonçait à avoir des accords avec la France et l'Angleterre.

Les franco-anglais étaient engagés dans une course de vitesse et ils agissaient comme s'ils n'en avaient pas conscience. Et la course semblait perdue d'avance, puisque le 29 juin Andreï Jdanov, interprète habituel de la pensée de Staline, publiait dans la *Pravda* un article incendiaire contre l'attitude franco-anglaise envers l'URSS. «*Les gouvernements français et anglais ne veulent pas d'un accord à égalité de droits avec l'URSS*», grondait-il. L'URSS était traitée '*comme un valet de ferme*'. C'était vrai, et ce n'était pas bien malin. La dernière proposition en date des négociateurs occidentaux consistait à exiger une garantie par l'URSS de la Pologne et de la Roumanie sans garantie par eux-mêmes de l'URSS et des pays baltes. Elle n'était certes pas de nature à mettre en péril la tenue des conversations entre Ribbentrop et Molotov, qui allaient commencer un mois plus tard.

Il est difficile de dire si en France le sabotage de l'alliance soviétique, premier acte de la livraison du pays à Hitler, était intentionnel ou résultait de la seule bêtise. Marc Bloch a donné dans '*L'étrange défaite*' quelques réponses sur ce point. Peut-être faut-il tenir compte de la complexe intrication des intérêts qui conduit les pouvoirs bureaucratés et réduits à de l'administration à des décisions absurdes en dehors de toute intention maligne et dans des domaines où nul n'en retire un profit quelconque. Ce n'était pas le cas ici. Si je me souciais de me faire ici son truchement, moi qui ne parle pas sa langue, le vingt-et-unième siècle producteur de concepts sinon de lumières parlerait sans doute, comme lorsqu'il décrit ce que les décideurs ensemble produisent sans l'avoir individuellement tout à fait voulu, de trahison *systémique*. On vit un peu l'effet de cela en juin 1940 lorsque les traîtres et philonazis français rassemblés à Bordeaux furent pris de panique devant la réalité concrète de l'invasion allemande qu'ils avaient préparée et pour certains d'entre eux explicitement appelée de leurs vœux.

Au mois de juillet 1939, à Londres, les churchilliens s'agitent en faveur d'un remaniement ministériel : mais ce sera en vain. En France, mise en difficulté par la réaction antinazie de l'opinion, la coterie pro-nazie Flandin, Bonnet, Laval, Marquet, Déat s'active pour éviter que le gouvernement français agisse sérieusement en faveur de la Pologne. Mais elle a nettement conscience de la difficulté de la tâche. «*La majorité du peuple français est résolue à s'opposer à un nouveau coup de force par tous les moyens, même les moyens de la guerre*» déplore Flandin. Déat, moins aisément découragé, contacte ses traitants allemands pour leur demander des fonds et promet en échange de retourner la tendance : «*les milieux qui travaillaient en France pour la collaboration avec le Reich allemand pourraient exercer une influence décisive sur l'opinion publique afin de remettre les bellicistes à leur place*», explique-t-il. Et en dépit du mouvement de l'opinion, le gouvernement Daladier marque discrètement qu'il incline de ce côté. L'homme du *Front populaire* est indéfectiblement devenu l'homme de *Munich*.

Si Daladier prépare la guerre, c'est une guerre civile qu'il prépare. Le 24 juin, il prend un nouveau décret *concernant la répression de la distribution et de la circulation des tracts de provenance étrangère*. Déguisé en mesure nécessaire à la défense nationale, ce texte vise en réalité la propagande communiste, et ne sera en

pratique utilisé que contre elle, sous Daladier et Reynaud d'abord, puis, après aggravation des peines, sous Pétain et Barthélémy. Ce schéma tout de continuité est généralisable : la répression anticommuniste de la période d'occupation jusqu'au 14 août 1941 et l'entrée en scène de Pucheu se suffira de la législation républicaine, déjà d'inspiration dictatoriale. Une législation de guerre civile en vérité, que Pétain trouvera toute constituée le 10 juillet 1940, avec une police et une justice rompues à son maniement.

La persécution anticommuniste du gouvernement radical, à laquelle les communistes eux-mêmes se refusèrent longtemps à croire parce qu'ils n'en comprenaient pas la logique, se présentait comme une mesure de défense nationale : mais après la fin de la guerre, Paul Reynaud révélerait lors du procès Pétain l'une de ses motivations jusque là sous-estimée : faire taire la contestation communiste tout en s'assurant la neutralité bienveillante de la droite et de l'extrême-droite. Une opération essentiellement politicienne, donc. Mais s'il s'était agi d'être véridique, Reynaud aurait dû ajouter qu'il s'agissait aussi de se concilier Hitler. La persécution anticommuniste faisait en réalité partie de la politique d'apaisement munichoise. Ce qui l'atteste est qu'elle ait pu être un thème de certaines conversations franco-allemandes. Un cas connu, remarquable, et débattu par les historiens est celui d'un échange entre Welzeck et Bonnet sur le tournant autoritaire en France. Bonnet y annonce à Welzeck, dès le 1<sup>er</sup> juillet 1939, que son gouvernement envisage, au moins à titre de possibilité, la suspension des élections, l'interdiction des réunions publiques et la mise hors-la-loi du parti communiste. Cette dernière mesure dut attendre la déclaration de guerre, mais dès le 29 juillet, Daladier annulait en effet par décret les élections prévues pour juin 1940 et prolongeait théoriquement la seizième législature jusqu'en 1942. Si l'on ajoute à cela que Daladier gouvernait désormais par décrets-lois, on doit admettre que l'on était sorti du cadre démocratique. « *Nous étions tous d'accord pour reconnaître que les institutions de 1875 ne correspondaient plus avec la situation et qu'une réforme s'imposait : d'ailleurs le Parlement était en sommeil depuis 1939 et c'était presque une dictature* », dira Laval dans son témoignage au procès Pétain : et même s'il avait un intérêt personnel évident à minimiser son propre rôle dans la fin de la Troisième république, on ne peut lui donner tort. Dès avant la déclaration de guerre et la défaite, le ministère Daladier marquait le début de la fin du régime républicain en France.

La dictature Daladier était-elle celle d'un patriote ou bien celle d'un traître ? Et qu'avait voulu faire Bonnet en annonçant à Welzeck du bâton pour les Français ? Les interprétations divergent sur le sens à donner à ces confidences précoces de ministre à ambassadeur d'une puissance potentiellement hostile. Dans ses écrits anticommunistes, le futur collaborateur **A. Rossi** (de son vrai nom **Angelo Tasca**), parie comme historien sur un patriotisme gouvernemental que le comportement ultérieur des élites dirigeantes, et le sien aussi, sont loin de démontrer. Il veut voir un acte de fermeté dans cette affirmation de la capacité du gouvernement français à maintenir l'ordre et à affirmer son autorité : il se serait agi d'impressionner le *Führer*. Mais on peut aussi y voir une promesse de collaboration renforcée en vue d'une Europe débarrassée de la menace bolchévique. Plaisante ou non à entendre pour le *Führer*, l'annonce fut suivie de l'effet : après le 3 septembre 1939 et avec la déchéance et l'emprisonnement des députés communistes, la France allait se donner une dictature anticommuniste, mais qui ne ferait en rien dévier le dictateur allemand



de ses projets d'expansion. Sans doute Hitler se souciait-il aussi peu des menaces que des promesses enfermées dans les mots et les actes de Daladier.

Le 9 janvier 1940, constatant que la guerre déclarée à l'Allemagne pour aider la Pologne n'avait tout simplement pas été faite, et la Chambre des députés examinant au lieu de cela le principe de la déchéance des députés communistes, quatre d'entre eux, non encore arrêtés car protégés par leur statut militaire : Raymond Guyot, André Mercier, Charles Michels et Fernand Grenier refuseront de se lever pour rendre hommage aux armées. Ils feront ressortir la contradiction entre les accusations de trahison formulées contre les communistes et la passivité de l'armée française sur le front. Renvoyant aux persécutions anticommunistes, ils interpellèrent leurs collègues : *"Ce n'est pas à l'Allemagne que vous faites la guerre, mais au peuple français"*. Deux jours plus tard, Etienne Fajon, seul cette fois, adoptera une attitude identique et sera expulsé de la Chambre. Ce sera le dernier discours donné par un communiste sous la Troisième république, dénonçant les motivations réelles du gouvernement dans sa campagne anticommuniste en rappelant que celle-ci était prévue et annoncée deux mois avant le pacte germano-soviétique qui en fut le prétexte. Après la fin de la guerre, Paul Reynaud révélera lors du procès Pétain une motivation annexe, basement politicienne, de cette persécution : conforter son assise parlementaire en faisant taire la contestation communiste tout en s'assurant la neutralité bienveillante de la droite et de l'extrême droite. Il faut comprendre que la persécution anticommuniste, qui se présentait comme une mesure de défense nationale, faisait en réalité partie intégrante de la politique d'apaisement munichoise, associant des mesures de politique intérieure qui devaient se prolonger au delà de la déclaration de guerre, puis dans la période vichyste, à l'objectif affiché de politique extérieure : éviter la guerre et en même temps contenir Hitler, qui était illusoire, et peut-être factice.

Pourtant, la vie continuait. Le 8 juillet 1939, Pierre Georges a épousé Andrée Coudriet. Profitant des congés payés arrachés par les grèves de 1936 à la cupidité patronale, ils sont partis en voyage de noces en Touraine. Après un stage de formation accélérée comme ajusteur aviation, Pierre trouve en septembre un emploi correspondant aux usines CAPRA de la Courneuve. La CAPRA (*Compagnie Anonyme de production et de Recherche Aéronautique*) fabrique pour l'armée de l'air : un emploi que la politique de Daladier va rendre dangereux pour un responsable du Parti communiste.

## 8. L'été des dupes

Dès la mi-juillet 1939, l'allure prise par les négociations qu'il avait cahin-caha entreprises à Moscou avait fait soupçonner au gouvernement britannique que Staline négociait secrètement avec Hitler. Et c'était effectivement le cas. En dépit de ses incertitudes et de ses louvoiements sur la ligne générale qu'il voulait faire prendre à

l'union soviétique, et quelles que fussent ses déceptions occasionnelles, et ses fougades dans le traitement qu'il faisait subir à ses subordonnés, Staline était d'une grande constance dans sa pratique de la politique extérieure, et dans ces moments de la montée des périls, dont personne de raisonnable ne pouvait douter que d'une façon ou d'une autre cela finirait mal, il négociait en permanence avec tous les acteurs importants de la situation centre-européenne, à l'exception des Polonais, qui ne voulaient pas entendre parler de lui. Français, Anglais, Allemands : il allait pendant deux mois utiliser un cours de négociations avec les uns pour activer le cours de négociations avec les autres, et réciproquement. Mais en même temps sans hâte d'aboutir. Courtisé par de multiples prétendants, Staline, en dépit de ses échecs, était dans une position diplomatique paradoxalement avantageuse, et il en profitait.

Si le gouvernement britannique était bien renseigné - généralement il l'était - il devait savoir aussi que la France de son côté n'avait pas tout à fait renoncé à dialoguer avec l'ennemi commun. Il faut préciser : celui d'outre-Rhin, car cela n'allait pas de soi. Pour beaucoup de Français des classes dirigeantes, il fallait plutôt parler de '*partenaire*', l'ennemi principal étant le bolchévisme, mais l'Angleterre en étant un autre, et aussi à l'occasion les Etats-Unis d'Amérique. C'est grâce à ces intrications multiples et inattendues que la diplomatie est un sujet de conversation intéressant.

Le 20 juillet 1939, le sous-gouverneur de la Banque de France Yves Bréart de Boisanger était allé à Rome demander l'intermédiation de l'Italie pour mettre sur pied avec l'Allemagne un accord qui dans un premier temps serait quadripartite et tourné contre les Etats-Unis. Dans l'esprit de Baudouin et Lehideux, représentants dans l'administration et au Quai d'Orsay de l'anglophobie traditionnelle de droite et futurs ministres du Maréchal, il s'agissait d'aboutir à terme à un accord tripartite France-Italie-Allemagne globalement dirigé contre les puissances anglo-saxonnes, après exclusion de la Grande-Bretagne. Mais cela aussi, il n'est pas exclu que l'Angleterre l'ait su et ait pris les mesures de nature à l'éviter. Petites taquineries entre alliés.

Emmanuel Berl dit quelques part que '*les élites communiquent entre elles beaucoup plus que l'on n'imagine*' : et comme il en faisait un peu partie, il en savait quelque chose. La seconde guerre mondiale commençait comme une guerre civile dans une économie mondialisée : aucun ennemi n'était absolument l'*Ennemi*, chacun d'entre eux était en même temps un partenaire commercial, à l'exception des bolchéviques qui avaient dénoncé leur dette commerciale en 1917 et saisi les investissements étrangers, et que l'on avait pour cette raison entourés d'un *cordon sanitaire* qui dure encore un siècle plus tard. Ces régions neigeuses mises à part, des échanges, il y en avait vraiment dans tous les sens : et pas seulement des échanges de paroles. De fait, la France, principal pays fournisseur de produits sidérurgiques à l'Allemagne, avait pris le 20 juillet 1939 l'engagement formel de poursuivre ses ventes de produits industriels stratégiques en dépit des perspectives de conflit. Il vaut la peine de rappeler qu'elle était en situation de monopole pour l'aluminium, essentiel en aviation : mais trop d'argent en jeu interdisait une rupture radicale des échanges, et l'on ne pouvait pas demander à l'industrie de renoncer à un débouché sous prétexte de gêner Adolf Hitler. L'union soviétique, elle, allait mettre un coin dans la solidarité capitaliste avec les accords commerciaux associés au *Pacte* militaire honni avec l'Allemagne : et ce n'était pas le moindre de ses crimes. Et donc si en mai 1940 le

carburant de la *Luftwaffe* serait soviétique, les avions eux-mêmes seraient un peu français.

Français et Anglais, tout en se faisant des cachotteries par ailleurs, se retrouvaient à Moscou pour parler avec les Soviétiques. Là, en dépit des imprécations de Jdanov, des négociations politiques se poursuivaient, et à la fin juillet, à contre-courant de tout ce qui se jouait en dehors et au-dessus d'eux, les négociateurs avaient abouti à un quasi-accord sur les termes d'un *pacte tripartite d'assistance mutuelle*. Mais ce résultat n'eut pour conséquence que de décider Hitler à faire quelques concessions pour s'entendre avec Staline de son côté : et le 25 juillet, Mikoyan annonçait publiquement la reprise de négociations *commerciales* avec l'Allemagne, ce que les observateurs informés reçurent comme le prélude à des développements diplomatiques majeurs. Ceux qui disaient cela n'exagéraient pas en soulignant l'importance de la nouvelle : car après tout, six semaines plus tard, c'était la guerre.

Au début du mois d'août 1939, alors qu'il avait entamé des négociations avec l'Union soviétique et que les franco-anglais en faisaient autant de leur côté, Hitler finalisait ses ordres pour qu'une armée de deux millions d'hommes soit sur pied contre la Pologne à la date du 15. Il ne prévoyait pas de conflit avec la France et l'Angleterre dans l'immédiat. Rencontrant Ciano le 13, Hitler lui expliqua que l'action serait '*rapide, décisive, implacable*' et que les puissances occidentales n'interviendraient pas. Hitler pouvait deviner dans quel esprit Français et Anglais négociaient avec les Soviétiques, connaissant l'esprit dans lequel ils négociaient avec lui.

Puisqu'on butait entre Soviétiques et occidentaux sur la question des garanties aux pays baltes et à l'Union soviétique elle-même – Londres et Paris ne voulaient assurément pas s'interposer dans le cas d'une offensive allemande contre la seule Union soviétique - on avait décidé à Paris et à Londres d'explorer une voie diplomatique alternative, moins ambitieuse. Il s'agissait désormais seulement de donner une apparence d'effectivité aux garanties déjà données à la Pologne par la France et l'Angleterre en y associant le partenaire soviétique. Défendre la Pologne était en effet devenu l'urgence du moment, et de l'autre côté de la table de négociation, Staline ne voyait pas d'inconvénient à explorer la voie consistant à s'associer à une construction qui, même à défaut de contribuer significativement à la sécurité de son pays, avait quelques chances de faire un peu durer la paix. Cela ne supposait pas que l'on renonce à discuter par ailleurs avec l'agresseur présumé, et c'était même susceptible de faciliter l'avancée de telles discussions.

Du côté franco-anglais, l'idée était, très vaguement, puisque on en avait pris l'habitude depuis 1934, de *causer avec les Russes pour voir ce qu'ils voulaient*. Une nouvelle délégation franco-anglaise était donc partie négocier à Moscou une simple convention d'assistance militaire coordonnée en cas d'agression de la Pologne. C'est de ce moment là que l'on peut dater le début d'une comédie diplomatique intéressante, et même assez drôle en son genre, mais peu publiée car elle est incompatible avec le mythe du '*coup de tonnerre du pacte germano-soviétique*', qui lui fait donc écran dans les compte-rendus historiques : ou au moins dans ceux qui ont cours en occident.

Le récit soviétique devait lourdement insister au contraire sur les circonstances peu favorables à la confiance dans lesquelles le dialogue avait été renoué avec la France

et l'Angleterre. En effet, pour se rendre à Munich et donner la Tchécoslovaquie à Hitler, Daladier et Chamberlain avaient pris l'avion, mais pour défendre la Pologne, en dépit de l'urgence apparente, l'amiral Drax pour la Grande-Bretagne et le général Doumenc pour la France avaient commencé par prendre leur temps. Churchill, on le sait, lorsqu'il s'agirait d'aller voir Roosevelt, affectionnerait les plus rapides de ses croiseurs : mais Drax et Doumenc, qui étaient il est vrai de bien moindre rang, mais cela était déjà un problème, avaient pris place sur le *City of Exeter*, un navire marchand filant ses seize nœuds, le plus lent sans doute de tous ceux qui naviguaient dans ces parages. Le contraste avait été remarqué, et dans son petit carnet de souvenirs Ivan Maïski avait noté : *"Le gouvernement britannique veut-il vraiment un accord ? Je suis de plus en plus convaincu que Chamberlain mène en dépit de tout son propre jeu : ce n'est pas d'un pacte tripartite qu'il a besoin, mais de pourparlers sur un pacte, comme carte maîtresse pour passer un accord avec Hitler."* Le jugement de Maïski était peut-être injuste pour Chamberlain, qui n'avait pas encore choisi et était en pleine crise de reconsidération de ses options, mais il avait donné prise au soupçon, et lorsque Maïski se défiait d'une manœuvre anglaise, on imagine ce que devait penser Staline.

A regarder les choses avec le recul, les conversations venaient dans un dispositif diplomatique et militaire qui en garantissait l'échec. Pour chacune des trois parties qui négociaient une défense commune contre Hitler il était en même temps envisageable et peut-être même avantageux de s'entendre plutôt avec lui : et il semble bien que tout le monde l'ait compris, parce que l'état des calculs stratégiques hitlériens devait malgré tout bien être compris, tels que le dictateur allait lui-même les formuler ouvertement le 11 août 1939 devant le Président de la *Croix-Rouge Internationale* : *"Si l'Ouest est trop bête et aveugle pour comprendre que mon ennemi principal est le bolchévisme, alors je serai contraint de m'entendre avec les Russes pour frapper l'Ouest puis, après sa défaite, me retourner avec toutes mes forces contre l'Union soviétique"*. Si cet état abouti - conforme à ce qui devait arriver - de la pensée hitlérienne était connu à la fin de l'été 1939, la voie la plus sûre pour des franco-anglais qui croyaient qu'une guerre à l'Est affaiblirait les deux parties était de ne pas s'associer aux Soviétiques dans une défense commune : et réciproquement pour des Soviétiques qui croyaient à une forte capacité de résistance de l'armée française, le meilleur pari était de traiter avec Hitler. Dans ces conditions, on comprend que la motivation franco-anglaise à traiter avec les soviétiques ait été défailante, et que les soviétiques, le comprenant, n'aient pas misé sur le succès de telles conversations, et ne les aient conduites que comme un plan alternatif permettant de mieux faire aboutir la négociation avec Ribbentrop.

On a appris depuis que, conformément aux soupçons de Staline, les négociateurs anglais envoyés à Moscou avaient pour mandat explicite de ne rien signer, et de négocier le plus lentement possible, les Britanniques tenant eux aussi de leur côté des conversations parallèles avec l'Allemagne en vue d'un partage du monde. Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Rab Butler devait confirmer à Maïski le 17 octobre 1939, c'est à dire alors même que la guerre était officiellement déclarée et la classe politique anglaise toute entière retournée contre Hitler, l'ampleur des concessions que l'Angleterre aurait été prête à consentir si elle avait pu avoir confiance en la parole de cet homme : *"Nous aimerions beaucoup éviter la guerre [...] Nous ne refuserions même pas à l'Allemagne de substantielles concessions coloniales. Nous avons un grand empire colonial et n'avons pas besoin de toutes ses*

parties. On pourrait trouver quelque chose pour les Allemands. Pas le Tanganyika, bien sûr, qui pourrait facilement être transformé en base aérienne et navale sur l'océan Indien, mais peut-être le Togo, le Cameroun, etc." Du côté français, après la rupture de Munich entre Daladier et la gauche antifasciste, la vision Flandin-d'Ormesson faisait désormais jurisprudence : *laisser à Hitler les mains libres à l'Est et éviter à tout prix une guerre avec l'Allemagne*. Tout cela n'était pas très compatible avec une coopération visant à contenir l'expansionnisme germanique.

Partie le 5 août, la délégation franco-anglaise censée négocier une **convention d'assistance militaire mutuelle** était arrivée à Moscou une semaine plus tard. Du côté soviétique, le négociateur serait un proche de Staline, **Kliment Efremovitch Vorochilov**, *Maréchal de l'Union soviétique, Commissaire du peuple à la défense*, et membre du *Politburo*. Du côté français, Georges Doumenc, numéro trois de l'armée française, ce qui n'était pas au niveau de son interlocuteur, avait pour instructions de '*voir ce que veulent les Russes*' et de '*ramener un papier signé*'. Le britannique Drax, un amiral carrément subalterne, était parti sans aucun mandat pour signer quoi que ce soit.

Si les occidentaux arrivaient à la table de négociation '*pour voir*', Vorochilov avait un objectif clair, correspondant à l'obsession soviétique du moment : éviter de voir arriver une armée allemande aguerrie et victorieuse sur ses frontières. Et donc obtenir un arrangement qui autoriserait l'Armée rouge à pénétrer en Pologne pour aller à sa rencontre en cas d'invasion de ce pays. Ce qui rendait la négociation d'emblée irréaliste, c'est que l'on savait de part et d'autre qu'un tel arrangement allait probablement buter sur un refus polonais d'être assisté par l'Armée rouge si cela signifiait que l'Armée rouge entrait en territoire polonais. C'est la malédiction des armées de tous les temps et de toutes les nationalités qu'il leur est difficile de sortir de leur territoire national autrement qu'en agresseurs. D'emblée, la négociation franco-anglo-soviétique de Moscou était un simulacre dont la seule raison d'être était que chacune des parties trouvait un intérêt, soit de politique intérieure, soit de tactique, à ce que son existence soit connue.

Le récit que donne en 1959 la revue officielle soviétique '**Mejdounarodnaia jizn**' des négociations qui se tinrent entre le 12 et le 16 août 1939 à Moscou, avec un épilogue le 21 concluant à l'échec, confirme que telle était bien l'impression initiale des Soviétiques, que la suite allait confirmer. Elle précise en introduction : *«Le fait même que les missions militaires anglaise et française étaient arrivées à Moscou avec un grand retard, qu'elles étaient composées de personnalités de second plan et que la mission militaire anglaise n'avait pas de pouvoirs, non seulement pour conclure une convention militaire, mais même pour mener des négociations, ne pouvait manquer de susciter des doutes quant à la sincérité du désir des gouvernements britanniques et français de parvenir à une coopération militaire sérieuse avec l'URSS. »*

On se borna d'abord à des échanges sur le niveau et l'organisation des forces respectives sans entrer dans l'examen des opérations qui pourraient être conduites d'un commun accord. Mais même sur ce terrain relativement peu miné, on se mentit beaucoup, et de façon scandaleuse. Doumenc prétendit par exemple que l'on avait intégré 200.000 républicains espagnols dans les forces françaises, alors que la presse soviétique était pleine de récits sur le traitement que Daladier leur infligeait dans ses camps. Il fit preuve d'une audace proprement insultante en affirmant que *la ligne Maginot avait été prolongée jusqu'à la mer*, affirmation dont la fausseté, même avant

le temps des satellites d'observation, ne pouvait être dissimulée. Puis il promit, en cas d'attaque de la Pologne, une *offensive* française qui obligerait l'Allemagne à laisser quarante divisions à l'Ouest en cas d'agression vers l'Est. Pour le coup, s'agissant d'une promesse au futur, les Soviétiques ne pouvaient en dénoncer la mauvaise foi sur l'instant : mais on sait ce qu'il en fut, et les raisons de douter étaient grandes après les précédents de la remilitarisation de la Rhénanie, puis de la crise tchécoslovaque.

De fait, le 15 août précédent, visitant le front franco-allemand, Churchill avait été frappé par l'esprit de pure défensive de l'Etat-major français et par l'avancement des préparatifs allemands. Au mois de Juillet 1939, Weygand avait déclaré : « *Je crois que l'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire. Elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un haut commandement remarquable* ». Mais Weygand était l'homme qui avait *refusé* de bouger contre la remilitarisation de la Rhénanie quand Daladier avait fait mine de le lui demander, sous prétexte qu'il n'en avait pas les moyens. Pour Weygand, l'armée française était prête à tout, sauf à la guerre. Et quant à l'Angleterre : elle se déclarait susceptible de contribuer à des combats en Europe à hauteur de *deux* divisions dans les premières semaines. La France, refusant de s'allier franchement à l'Union soviétique, était, comme l'Union soviétique, seule face à l'Allemagne, et entendait le rester.

Bientôt soulevée par la partie soviétique, la question d'une entrée de l'Armée rouge en Pologne mit, comme prévu, les franco-anglais dans l'embarras. Le 14 août, les conversations s'enlisèrent définitivement lorsque Vorochilov demanda de façon insistante, mais sans obtenir de réponse, quelle action militaire précise, dans l'esprit des franco-anglais, devrait être celle des forces soviétiques en cas d'agression allemande contre la Pologne. C'était poser la question du droit pour l'armée rouge d'entrer en Pologne pour éviter de voir arriver la Wehrmacht sur ses frontières. « *Le manque de clarté de ce schéma consiste en ce que mes collègues, je pense, et moi-même ne voyons pas très clairement la place des forces armées de l'Union soviétique sur ce schéma. [...] On ne voit pas où, territorialement, elles se trouvent et comment elles participent physiquement à la lutte commune.* » Poussé dans ses derniers retranchements, Doumenc finit par dire que dans ce cas l'Union soviétique devrait garantir sa propre frontière. Déployant une carte de l'union soviétique, et, montrant sa frontière occidentale, il déclara : « *C'est là le front sur lequel doivent être basées les forces armées soviétiques.* »

Si Doumenc voulait dire que l'Armée rouge avait pour mission de défendre les frontières soviétiques, c'était une évidence qui ne nécessitait pas un accord avec la France. La question était de savoir si elle était censée en bouger. Vorochilov demandant donc directement si l'Armée rouge pourrait entrer en Pologne pour aller au-devant des armées allemandes, Doumenc et Dax, après de longs conciliabules s'entendirent pour suspendre leur réponse à celles des intéressés, qu'il convenait de solliciter.... puis d'attendre : « *Il ne faut pas oublier que la Pologne et la Roumanie sont des Etats indépendants et dans le cas donné, l'autorisation de passage des forces armées soviétiques doit être obtenue de leurs gouvernements. Cette question devient une question politique, et l'URSS doit la poser aux gouvernements de la Pologne et de la Roumanie.* » Vorochilov conclut alors : « *Je regrette beaucoup que les missions militaires de la Grande-Bretagne et de la France ne se soient pas posé*

*cette question et n'y aient pas apporté une réponse précise.* » Et un peu plus tard, mettant les points sur les « i », il ajouta : « *C'est une condition préalable que le passage de nos troupes sur le territoire polonais par le couloir de Wilno et la Galicie, ainsi que sur le territoire roumain. C'est la condition préalable de nos négociations et du traité commun entre les trois Etats. Si cela ne se fait pas, si cette question en reçoit pas de solution positive, je doute en général de l'opportunité de nos négociations.* » Et en effet la négociation, qui allait ensuite se prolonger inutilement jusqu'au 21, venait en réalité d'échouer. On était à dix jours de la signature du pacte germano-soviétique, dont Molotov et Ribbentrop poursuivaient parallèlement l'élaboration, et la veille du jour où conformément aux ordres de leur Führer, les armées allemandes auraient achevé de se concentrer sur la frontière polonaise. Et cela était connu de tous.

Les 15 et 16 août, imperturbées par la situation sur le terrain, les conversations tripartites continuèrent d'abord sur leur lancée, comme en apesanteur dans l'attente des réponses polonaises et roumaines sur le droit de passage que ces pays étaient prêts à accorder à l'Armée rouge. On fit de part et d'autre la présentation des forces que l'on était en capacité d'engager. Les soviétiques déclaraient pouvoir aligner 120 divisions d'infanterie, et les franco-anglais 5000 avions, en appui de quarante divisions polonaises.

Probablement convaincu que rien de tout cela n'arriverait, Vorochilov revint le 16 sur la question vulgairement pratique du libre passage pour l'Armée rouge en Pologne et en Roumanie. On s'affronta de façon polie mais tendue sur le caractère *abstrait* ou *concret* des contributions des uns et des autres à la discussion, étant donné surtout que deux jours plus tôt l'amiral Drax, croyant peut-être les Soviétiques dépourvus d'un service de renseignement, avait cru devoir contribuer au débat en annonçant l'entrée d'une armée allemande de deux millions d'hommes en Pologne pour le 15 août, c'est à dire la veille. Drax rougit à peine en entendant dénigrer la pertinence de ses dernières contributions et ne répondit rien pour cette fois : ce n'était pas, on l'a vu, le pire de ses divorces d'avec la réalité. En conclusion, Vorochilov suggéra pour la première fois qu'en l'absence de réponse des gouvernements français et anglais sur les positions *politiques* de la Pologne et de la Roumanie, il conviendrait de '*suspendre nos séances jusqu'à l'arrivée de la réponse*'. Et ce n'était pas le premier avertissement de ce genre.

Les choses tournèrent à la comédie le 17 lorsque Vorochilov rappela à Drax sa fausse prophétie du 14. Drax voulut se défendre et après recours au verbatim des conversations, on convint de part et d'autre qu'il pouvait y avoir eu erreur de transcription. Mais cela n'arrangea rien car il ne s'agissait pas seulement d'humilier le négociateur britannique. La partie soviétique voulait en réalité signifier qu'elle avait cessé de s'intéresser à une telle négociation avec de tels négociateurs. Et c'est ce soir là en effet que, *comme un coup de tonnerre*, quoique n'ayant l'air de rien, si ce n'est de constater une évidence, Vorochilov déclara que : « *la mission soviétique estime que jusqu'à la réception de la réponse aux questions posées par elle nous devons interrompre les travaux de notre conférence.* »

Contre ce brutal rejet les franco-anglais se révoltèrent et luttèrent comme des amoureux congédiés. « *Nous avons encore beaucoup de travail à faire...* », plaidèrent-ils. Mais Vorochilov restait inflexible : *à quoi bon fixer une date, tant qu'il n'y a pas de réponse à la question décisive du passage des armées ? A quoi*

*bon régler le détail d'opérations qui n'auront peut-être jamais lieu ?* Et il était bien clair qu'il avait des ordres supérieurs. Gant de velours dans cette main de fer, Vorochilov conseilla à Drax et Doumenc de se reposer. D'aller visiter des expositions.... *Ce n'était pas une rupture, seulement une pause. 'Cela aura l'air d'une rupture. Qu'allons-nous dire à la presse ?'* L'argument porta. Vorochilov demanda qu'on lui laissât quinze minutes. On devine à quoi il les employa. Lorsqu'il revint trouver Doumenc et Drax, ses réflexions l'avaient conduit à la conclusion qu'il pouvait s'entendre avec eux sur une date pas trop éloignée pour une nouvelle réunion. On retint la date du 21 août. Mais le 24 le pacte Ribbentrop-Molotov serait signé : et la chose était assez prévisible, et généralement prévue pour que dès le 18, sachant la guerre venir, Friedrich Grimm, agent nazi en charge des '*amitiés franco-allemandes*', quittât la France pour poursuivre en Suisse ses rencontres avec '*des Français pacifiques*'. Il reviendrait bientôt participer aux mondanités parisiennes dans le cadre d'une *occupation* bien occupée.

Drax et Doumenc s'occupèrent donc comme ils purent pendant que dans d'autres cénacles se concoctait entre Allemands et Soviétiques le dépeçage prochain de la Pologne. L'Armée rouge entrerait donc en Pologne de toutes façons : mais ce serait en ennemi déclaré, et avec l'accord formel de la partie allemande. Les Polonais eux-mêmes ayant confirmé le dix-neuf se refuser à un accord de défense du genre proposé, Staline tranchait le soir même en faveur de la signature rapide d'un compromis avec l'Allemagne et le faisait comprendre à Hitler : car s'il avait un peu fait traîner les choses pour obtenir le meilleur accord possible, il ne pouvait pas non plus aller trop loin, au risque de voir les Franco-Anglais rééditer le coup de Munich. De l'autre côté, la hâte était encore plus vive : il était logique de la part d'Hitler qu'il se jetât sur la proposition avec avidité, car il ne fallait pas que les opérations en Pologne soient compliquées par l'approche de l'hiver.

Les historiens tendent à retenir aujourd'hui qu'Hitler espérait bien avaler la Pologne sans pour autant déclencher la guerre à l'ouest. Nous avons vu comment son option préférée était de s'emparer de l'Ukraine et de la Russie d'Europe *avant* de régler son compte à la France, *puis* de traiter en position de force avec l'empire britannique : mais un signe au moins montre qu'il n'avait pas misé sur une certitude de ce scénario, car le 21 août, les deux cuirassés de poche allemands Graf Spee et Deutschland prenaient la mer avec la mission de harceler les navires de commerce britanniques dès la guerre déclarée, si elle devait l'être. Il reste seulement assuré qu'il n'entendait pas en prendre lui-même l'initiative à ce point d'achèvement de ses plans. Il savait la Wehrmacht encore fragile, comme en enfance, et demandant à être perfectionnée par des campagnes militaires un peu plus intenses seulement que la récente guerre en Espagne où seule l'arme aérienne avait pu se faire les dents : et la campagne de Pologne, en dépit de son succès spectaculaire, confirmerait cette appréciation, en ce qui concerne en particulier la fiabilité des blindés. Finalement, la guerre suivante, la vraie, devait attendre l'année suivante, la passivité française laissant Hitler organiser les choses à son rythme.

Le 21 août n'était pas seulement le jour où Hitler finissait de disposer ses moyens militaires pour une guerre désormais décidée, et comme commencée. C'était aussi le jour des retrouvailles entre Drax, Doumenc et Vorochilov, qui n'avaient plus d'objet. Vorochilov, qui n'en savait pas davantage que ses interlocuteurs sur les projets hitlériens : c'est à dire à peu près tout, suggéra l'ajournement des pourparlers sous un



honnête prétexte. Il eut en particulier ce membre de phrase : *'les membres de notre mission étant occupés ces jours-ci avec les manœuvres d'automne, et dans l'espoir que, durant cette période, toutes les questions qui nous intéressent tous également seront éclaircies'*... Un passage à la fois véridique, et aussi diplomatique, car s'il est certain que sur deux points cruciaux : les intentions d'Hitler et celles de la Pologne, les choses allaient rapidement devenir claires pour le monde entier, elles l'étaient déjà pour tout le monde autour des deux tables de négociations séparées mais probablement pas de façon absolument étanche, qui étaient dressées à Moscou.

En fait, les franco-anglais avaient sur la question à laquelle tout le monde pensait, déjà reçu la réponse – négative - du gouvernement polonais. Vorochilov le savait, et Drax et Doumenc savaient qu'il le savait. Vorochilov, et aussi bien ses interlocuteurs, sauf s'ils étaient absolument débiles, savaient aussi que d'ici à l'automne, la carte de l'Europe aurait un peu changé : peut-être est-ce ce qu'il voulait suggérer en parlant de *questions qui seraient éclaircies*. Il est probable que Drax et Doumenc, même si leurs gouvernements respectifs ne les jugeaient pas dignes d'être informés complètement, devaient supputer ce qui se passait en d'autres lieux, pas nécessairement éloignés, où le ministre des Affaires étrangères soviétiques rencontrait le ministre des Affaires étrangères allemand. Mais il aurait été de mauvais goût d'en parler. Quoi qu'il en soit, l'avancement des pourparlers dans l'autre pièce, et les conséquences que cela allait avoir sur le terrain de façon imminente ne laissaient plus le choix de faire semblant : il fallait cesser de *causer avec les Russes* puisque les Russes ne voulaient plus causer.

Les négociations étaient rompues et elles étaient un échec. Vorochilov venait de le signifier. Sur le moment, chacun fit bonne figure, mais un peu plus tard, le Soviétique ne voulut pas quitter ses interlocuteurs sans faire un bilan sévère des transactions qui avaient eu lieu : *« La mission militaire soviétique ne peut imaginer comment les gouvernements et les états-majors généraux de la Grande-Bretagne et de la France ont pu, en envoyant leurs missions en URSS en vue de négocier la conclusion d'une convention militaire, ne pas donner d'indications précises et positives sur une question aussi élémentaire que le passage et les opérations des forces armées soviétiques contre les troupes de l'agresseur sur les territoires de la Pologne et de la Roumanie, avec lesquels la Grande-Bretagne et la France ont respectivement des rapports politiques et militaires. Mais si les Français et les Anglais font de cette question axiomatique un grand problème, exigeant une étude prolongée, cela signifie qu'il y a tout lieu de douter de leur désir d'une coopération militaire effective et sérieuse avec l'URSS. »* Les transactions entre les futurs, lointainement futurs, alliés de la guerre contre le nazisme, se terminaient sans aboutir à rien, sur une note de colère et de mépris.

On apprenait le lendemain l'arrivée à Moscou de Ribbentrop, rentrant du compte-rendu fait à Hitler avec une autorisation de conclure, et le surlendemain éclatait la fameuse 'bombe' du pacte germano-soviétique. Une bombe ? Ou bien plutôt, selon les mots de Winston Churchill : *'the culminating failure of French and British policy and diplomacy over several years'*. Ce jour là, Hitler fit devant ses chefs militaires un tour d'horizon exposant ses conceptions stratégiques pour les guerres à venir. On prendrait les problèmes par ordre de difficulté croissante : la Pologne serait rapidement vaincue, et tout l'effort serait aussitôt retourné contre la France. Une

invasion dès l'hiver 1939-1940 n'était pas exclue. Ensuite, ce serait le tour de l'Union soviétique.

Tout ceci n'était rien de révolutionnaire par rapport à sa vision déjà exposée, en particulier le 11 août. Le souci fondamental d'Hitler était d'éviter la guerre sur deux fronts et cet objectif, expliqua-t-il, allait être atteint par l'accord qui serait bientôt conclu avec l'Union soviétique, puisque décidément *la France et l'Angleterre avaient été trop bêtes pour s'entendre avec lui*. Il s'en était fallu de si peu ! D'une certaine façon c'était trop bête ! Il faudrait donc faire la guerre à des gouvernements, avec lesquels on était en sympathie, et pour cela s'accorder avec un autre que l'on abhorrait. Hitler aurait pu ajouter que cette solution avait été imposée par le comportement sottement hostile à ses yeux non seulement de la France et de l'Angleterre, mais aussi de la Pologne, puisque sa toute première idée avait consisté à attaquer à l'Ouest après s'être entendu aussi avec elle. La Pologne s'étant montrée hostile, et la France et l'Angleterre absurdement solidaire – en paroles - de la Pologne, le plan avait seulement été agrémenté d'un prologue consistant à neutraliser la première. Il y avait donc bien en pratique, de façon effective quoique bâtie presque par inadvertance, une alliance de revers entre la France l'Angleterre et la Pologne : celle-là même que moquait Loyd George pour son manque de réalisme, et que la France et l'Angleterre n'allaient en pratique honorer que de façon symbolique lorsque la Pologne serait effectivement attaquée. Des engagements absurdes ont vocation à être trahis. Des politiques absurdes et malhonnêtes à sombrer dans le tragique et le ridicule.

## 9. La guerre extorquée

Sans doute Pierre et Andrée Georges étaient-ils rentrés à Paris depuis un certain temps lorsque, à la fin août l'orage éclata. C'est le 23 août qu'ils apprennent comme tout le monde la signature du pacte germano-soviétique : et il est probablement exact qu'ils durent en être étonnés. Le scandale fut énorme. Il ne fit que confirmer la plupart dans leur détestation des communistes, mais, de façon plus décisive, posa aux communistes eux-mêmes un problème de conscience qui n'était pas habituel : car peu d'événements furent jamais aussi difficiles à comprendre dans une vie de militant.

Pierre et Andrée Georges ne furent pas les seuls à être étonnés. Lorsque, le 20 août, le monde avait appris la signature d'un premier accord, commercial, entre l'Allemagne et l'Union soviétique, les principaux dirigeants du Parti étaient en vacances en province. Ce sont Gitton et Darnar, de garde à Paris, qui s'étaient chargés d'un éditorial sur ce sujet dans *l'Humanité* : un éditorial qui donnait l'impression d'avoir été une affaire de routine, sans aucune compréhension des implications souterraines de l'événement. Puisqu'il convenait, pour unir, rassurer et motiver le peuple communiste, de faire en toute circonstance l'éloge du génial

Staline, l'*Humanité* se fendait, sans beaucoup attirer l'attention, d'un cri d'enthousiasme aussi éloigné des justifications lourdement argumentées qui viendraient ensuite que de l'analyse critique qui aurait pu émaner d'un Nizan ou d'un Politzer. «*Une nouvelle victoire qui s'inscrit sur le drapeau rouge de l'Union soviétique* » s'exclamaient simplement les deux tâcherons du Parti. Il est patent qu'à la veille de la signature du pacte et de la déclaration de guerre, le Parti était loin d'être en ordre de bataille. Qu'il n'était en rien informé de ce qui allait arriver. Maurice Thorez était dans les Alpes avec les Casanova, et Jacques Duclos dans les Pyrénées, où ils passaient leurs vacances respectives. Et même eux ne furent apparemment pas alertés par l'information et par son commentaire.

Ce n'est que le 22 que les partis frères avaient été avertis. Dans un télégramme adressé aux dirigeants du Parti, Dimitrov avait donné les lignes de l'argumentaire à suivre contre les attaques à attendre de la presse bourgeoise. Ceci tend à confirmer que le pilotage soviétique n'était peut-être pas aussi strict qu'on imagine parfois, ou bien au moins qu'il n'était pas assorti d'un grand souci d'information descendante : si bien que le 23, jour où l'accord fut rendu public, Charles Tillon, futur chef des FTP, rapporte avoir appris la nouvelle à la radio, en Haute-Vienne où il était occupé à pêcher l'écrevisse, et ce sont à nouveau Gitton, dont la trahison n'était pas encore reconnue, Aragon en tant que directeur de *Ce Soir* et Darnar en tant que directeur de *L'Humanité*, qui assumèrent la charge de répondre à l'événement. Selon les directives de l'Internationale, il s'agissait d'expliquer que le pacte visait à maintenir la paix, qu'il n'était pas incompatible avec un accord anglo-franco-soviétique si seulement les gouvernements bourgeois de Chamberlain et Daladier voulaient s'y résoudre. Les attaques communistes devaient surtout viser personnellement le ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet, connu pour ses préférences nazies, dans l'idée peut-être de diviser le gouvernement en ménageant, une fois de plus, Daladier. Au contraire des brebis galeuses de la bourgeoisie, qui se targant faussement de patriotisme préparaient en réalité l'expansion du nazisme, il fallait faire valoir que l'URSS, en dépit de sa signature avec Hitler, visant exclusivement à assurer sa sécurité et donc la paix, restait hostile à Munich et à l'abandon de la Tchécoslovaquie. Il fallait soutenir que les partis communistes du monde entier restaient décidés à combattre le pouvoir de Franco en Espagne. Mais même si l'on ne voyait pas bien par quelles actions concrètes il s'agissait de mener ces combats et de faire rendre gorge à Hitler, tandis que les facilités qu'on lui donnait pour aller plus loin dans ses agressions étaient évidentes, il s'agissait de rassurer militants et les sympathisants que la lutte contre le fascisme, et surtout le fascisme allemand, restait à l'ordre du jour. En somme, il n'y avait pas de tournant. Rien n'était changé, et l'on ne renonçait à rien.

A Paris, on décida donc de soutenir, en face de la réprobation qui montait, que le Pacte à venir conforterait les chances de la paix. Dans *Ce Soir*, Aragon titra « **Vive la Paix** », et accusa le gouvernement de tarder à signer le *Pacte tripartite* en suspens. *L'Humanité*, jusqu'à sa saisie deux jours plus tard, assumait deux positions difficiles à concilier : *pour le Pacte facteur de paix et contre les fauteurs de guerre fascistes*, et publia le communiqué soviétique à propos du pacte à venir, qui parlait du désir commun '*d'éliminer la menace de guerre*'. Marty, qui était principalement un agent du Komintern, partit pour Moscou.

L'argumentaire fut diversement reçu, et une blessure qui devait être longue à cicatriser fut infligée au Parti. Les militants qui critiquèrent le Pacte, ou s'écartèrent à ce moment furent définitivement marqués comme déloyaux ou peu fiables : et il y en eut beaucoup, parmi ceux-là mêmes qui ne quittèrent pas le Parti tout-à-fait car il était difficile de dissimuler la signification de la trêve signée avec Hitler : le combat antifasciste, après les revers subis, était mis en pause. Il fallait digérer cette défaite, mais on n'en eut pas le temps que déjà se manifestait une deuxième catastrophe : les événements démentant le slogan propagé par l'Internationale : *'Le Pacte, c'est la paix'*, il apparut en moins de quelques jours que pour la France, le temps était venu de l'entrée en guerre. A la lutte communiste contre le fascisme succédait la guerre bourgeoise, celle que Staline avait dénoncée d'avance comme devant être *la guerre impérialiste*, que la France déclarait à l'Allemagne, qu'elle ne ferait pas, et qu'il faudrait pourtant dénoncer tout comme si elle existait.

Car bien entendu les gouvernements de France et d'Angleterre, dont la bête noire était l'Union soviétique, n'avaient aucune envie de s'en prendre à l'Allemagne. C'était prudence autant que sympathie : mais il fallait pourtant faire mine de défendre la Pologne, qui restait au centre des menaces, et davantage encore avec le traité du 23 août. Devant le choc de son opinion publique à l'annonce du pacte germano-soviétique qui était la faillite de son administration – le souvenir que la seconde guerre mondiale fut commencée pour la liberté de la Pologne resta toujours plus vif en Angleterre que dans tout autre pays – Chamberlain comprit qu'il fallait dire quelque chose de neuf et de fort : et le 25 août le gouvernement britannique confirma ses garanties à la Pologne. C'était, qu'on le voulût ou non, un premier pas vers une guerre dont on ne voulait pas, mais dans laquelle, le doigt étant mis dans l'engrenage, on allait être happé. Et une guerre dans laquelle l'Union soviétique ne serait pas un allié, ni même un neutre, mais un adversaire. Idéologiquement, c'était satisfaisant, mais en pratique inquiétant.

La déclaration britannique fut pour Hitler une première déception, qui le poussa à retarder son agression de quelques jours. Peut-être espérait-il une ouverture diplomatique ? Mais cela ne vint pas. L'Angleterre n'avait pas fini de lui occasionner des déceptions, mais le 31, cette contrariété étant surmontée, le dictateur communiquait sa *Directive n°1* pour la conduite de la guerre : "*1. Puisque toutes les possibilités politiques de régler pacifiquement une situation intolérable pour l'Allemagne sur sa frontière orientale ont été épuisées, j'ai résolu de trouver une solution par la force. 2. L'attaque de la Pologne se fera selon les plans préparés. 3. A l'Ouest, il est important que la responsabilité d'ouvrir les hostilités incombe sans équivoque possible à l'Angleterre et à la France. Dans un premier temps, des violations de frontière mineures ne donneront lieu qu'à une réaction purement locale.*"

*"Des violations de frontière mineures ne donneront lieu qu'à une réaction purement locale"* : Hitler ne provoquera pas la France et l'Angleterre tant qu'il n'en aura pas fini avec sa guerre à l'Est. Et même, il encaissera sans réagir leurs provocations s'il s'en présente. Mais en dépit de ce premier mouvement d'humeur de Chamberlain, il fait le pari que, comme pour la Tchécoslovaquie une année plus tôt, les puissances bourgeoises ne bougeront pas. Et bien entendu, une fois de plus, il gagne. A miser sur l'inertie des gouvernements français et anglais du moment, on ne pouvait pas perdre.

*Hitler avait une stupéfiante capacité de prévoir jusqu'où il pouvait aller avec les dirigeants des démocraties, écrivit William Manchester.*

Le 1er septembre 1939, septembre Hitler envahit la Pologne avec 56 divisions, dont neuf blindées, et 1500 avions. Varsovie est bombardée. L'affaire polonaise durera tout de même un mois et fera 16.000 morts du côté allemand. C'étaient en réalité les Soviétiques qui faisaient la meilleure affaire. Staline agit avec beaucoup de prudence pour ne pas avoir les franco-anglais sur le dos. Le pacte qui le liait à Hitler lui concédait la partie orientale de la Pologne, évitant que le territoire propre de l'Union soviétique fût en contact avec la partie occupée par la Wehrmacht : mais prudemment, Staline ne voulut pas s'en prévaloir trop hâtivement et en dépit des demandes hitlériennes il laissa son partenaire assurer seul la déroute de l'armée polonaise, puis attendit encore avant de s'avancer que se confirmât la non-intervention franco-anglaise. Comme il ne se passait rien, il se porta alors sur la ligne *Curzon*, ce qui rendait à peu près à l'Union soviétique les frontières de l'Empire des tsars à la veille de la révolution de 1917. Les terribles reculs consentis par Lénine en 1917 étaient en voie d'être réparés sans verser une goutte de sang russe.

Les traités prévoyaient que la France et l'Angleterre vinsent sans attendre au secours de la Pologne, mais à Londres, les milieux influents sont divisés sur l'opportunité de respecter la parole donnée. En présence de Duff Cooper, le duc de Westminster exprime ses réticences. Il s'indigne de l'influence des Juifs sur la politique britannique. Il déclare : « *Il faut qu'Hitler comprenne qu'au fond, nous sommes ses amis* ». Duff Cooper réplique avec véhémence : « *J'espère que d'ici à demain il connaîtra que nous sommes ses ennemis les plus implacables et les plus déterminés* ». La décision d'entrer en guerre contre l'Allemagne mettra plusieurs jours à s'imposer et un fort parti anti-guerre restera longtemps actif dans l'espoir d'en obtenir l'inversion. François Delpla, en se fondant sur les documents relatifs aux échanges entre le gouvernement et l'armée estime que l'installation sans retour dans une lutte à mort contre le nazisme ne sera consolidée et mise à l'abri des intrigues du clan pacifiste qu'après la catastrophe de mai-juin 40 et la bataille de Dunkerque.

Dans l'immédiat, Chamberlain est contraint de modifier son dispositif gouvernemental dans un sens qui prend en compte la faillite de sa politique d'apaisement, mais ne se décide pas facilement à prendre des décisions irrémédiables. On va s'apercevoir qu'il n'est pas encore résigné à faire la guerre à l'Allemagne. Habilement, il manœuvre Churchill et dans l'intention de neutraliser l'orateur le plus dangereux aux Communes pour ses projets attentistes, il lui propose une place au cabinet. Churchill, qui peut difficilement refuser sa participation au travail gouvernemental dans de telles circonstances donne son accord de principe, et c'est après s'être gardé de ce côté contre la critique que Chamberlain aborde le débat parlementaire le plus hasardeux de sa carrière.

La séance aux Communes commence à six heures du soir. "*L'atmosphère était lourde, menaçante, oppressante*", note Ivan Maïski. Travaillistes et churchilliens attendent de Chamberlain qu'il prenne des positions énergiques, mais c'est un premier ministre très abattu qui annonce qu'il a adressé à Hitler un message exigeant le retrait de ses troupes. On se contenta pourtant pour ce jour là de cette démarche, et c'est le lendemain que les choses se gâtèrent vraiment : car au deuxième jour de l'entrée de la Wehrmacht en Pologne, et alors qu'Hitler n'avait pas répondu à son

message de la veille, au lieu de parler de guerre, Chamberlain se mit à tergiverser. Il se refusa tout d'abord à annoncer un ultimatum. Il parla encore de *négociations* : ce qui lui valut de se faire chahuter par sa propre majorité. Les mots de '*déshonneur*' et de '*trahison*' coururent dans son dos et tout autour de lui sur les bancs de son propre parti. Mais Churchill était muselé par son statut de ministre virtuel, et Eden n'avait rien voulu dire. Aussi, au moment où la parole allait revenir à l'opposition travailliste, tout le monde fut frappé par l'intervention sauvage du conservateur anti-munichois Léopold Amery encourageant le travailliste Arthur Greenwood à dénoncer la mollesse abjecte du gouvernement puisque aucun conservateur n'avait été capable de le faire. Arthur Greenwood, que l'on disait piètre orateur, mais porté par les circonstances, reçut alors l'inspiration de déclarer : «*I am gravely disturbed. An act of aggression took place thirty eight hours ago. The moment that act took place, one of the most important treaties of modern times automatically came into operation... I wonder how long we are prepared to vacillate at a time when Britain and all that Britain stands for -and human civilisation- are in peril. Every minutes delay now means the loss of life, imperiling our national interests, (interruption – Robert Boothby lance le mot 'honour' ) imperiling the very foundations of our national honour*». Il fut alors ovationné par l'ensemble de l'assemblée à l'exception de Chamberlain et de son gouvernement, visiblement affectés.

L'apostrophe restée fameuse : "*Speak for England, Arthur !*" marquait moralement, la fin du ministère Chamberlain, même s'il devait en pratique se survivre encore pendant près d'un an. C'était en tous cas la mort d'une certaine politique britannique. Gagnant encore une journée, Chamberlain s'était résolu à donner instruction à Henderson d'exiger une réponse à son message de la veille, et c'est donc le 3 septembre 1939 qu'aucune réponse n'étant venue l'Angleterre déclara la guerre à l'Allemagne à 11 heures quinze.

Un malheur ne venant jamais seul, Churchill était entré au Cabinet de guerre avec le portefeuille de l'Amirauté. Un antinazi résolu se trouvait ainsi placé à la tête de moyens guerriers considérables qu'il pouvait commander avec une certaine liberté : une situation inédite dans un gouvernement bourgeois, qui resterait sans équivalent en France, et qui ne devait pas rester sans quelques conséquences de grande portée. En France, en revanche, les politiques aussi bien que l'état-major s'étaient entendus pour ne pas laisser approcher des leviers de l'Etat quiconque manifesterait l'intention d'en découdre effectivement avec le partenaire incommode d'outre-Rhin. Et ceci pour deux raisons, qui militaient dans le même sens : redoutable comme ennemi s'il fallait l'affronter, il était utile au niveau de la propagande, à la fois et contradictoirement – mais la contradiction n'est pas un vice en politique - comme épouvantail à agiter et comme exemple à imiter, si seulement on parvenait à le faire durer en favorisant ses succès. Telle est exactement décrite la politique du gouvernement de Daladier et Reynaud depuis quelques années, qui vient de déboucher sur une catastrophe aussi inattendue que prévisible. Avec la déclaration de guerre, l'État-Major était tombé dans une aporie : car il redoutait une victoire encore plus qu'une défaite.

Août 2022